

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-433	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

SUBVENTIONS 2017
ATTRACTIVITE COMMERCIALE-MODERNISATION DU CENTRE VILLE
ATTRIBUTIONS

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants		Mandataires		Questions
Serge	HAMEL	Sonia	LAFAY	Ensemble de la séance
Christiane	PERRET	Irène	COJEAN	
Mathieu	HELLOUIN	Anne-Marie	MORIN	
Richard	RIHOUEY	Charles-Henri	GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	433 à 439	25	29
	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-433	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Gaëlle PIOLINE Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	ATTRACTIVITE COMMERCIALE MODERNISATION DU CENTRE VILLE		12	14.03.17	1	
	GESTION FINANCIERE		16	15.03.17	9	
	CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre 1	N° délibération 2017-433

OBJET	SUBVENTIONS 2017 – ATTRACTIVITE COMMERCIALE – MODERNISATION DU CENTRE-VILLE - ATTRIBUTIONS
-------	---

MF/VV

Chers Collègues,

Chaque année, des subventions sont attribuées aux associations par le Conseil Municipal.

Cette opération donne lieu à autant de délibérations qu'il y a de secteurs d'activités concernés.

Il convient donc de fixer par la présente délibération le montant des subventions accordées aux associations du secteur « Attractivité commerciale – Modernisation du centre-ville » pour l'exercice 2017.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - ARRETER la liste et le montant des subventions communales du secteur « Attractivité commerciale – Modernisation du centre-ville » pour l'année 2017.
- 2 - PRECISER que les crédits correspondants figurent au budget pour l'exercice considéré.
- 3 - AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires à cette affaire.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-433-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017

Annexe à la délibération n° 2017-433 du CM 21
du 27 mars 2017



Le Maire,

Yves GOASDOUE

ATTRACTIVITE COMMERCIALE - MODERNISATION DU CENTRE-VILLE

ASSOCIATIONS	OBJET	SUBVENTION 2017		
		2014	2015	2016
UCIA - VITRINES DE FLERS		16 000	16 000	16 000
			Demandée	Votée
			16 000	16 000

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-434	7.8	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

**AMENAGEMENT DU CENTRE-VILLE (3^{ème} PHASE)
FONDS DE CONCOURS DE LA VILLE DE FLERS**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants		Mandataires		Questions
	Serge	HAMEL	Sonia	LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane	PERRET	Irène	COJEAN	
	Mathieu	HELLOUIN	Anne-Marie	MORIN	
	Richard	RIHOUEY	Charles-Henri	GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	433 à 439	25	29
	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-434	7.8	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT présenté par Gaëlle PIOLINE Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	ATTRACTIVITE COMMERCIALE MODERNISATION DU CENTRE VILLE		12	14.03.17	3	
	CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre 2	N° délibération 2017-434

OBJET	AMENAGEMENT DU CENTRE-VILLE (3 ^{ème} PHASE) – FONDS DE CONCOURS DE LA VILLE DE FLERS
-------	---

DL

Chers Collègues,

La Ville et Flers-Agglomération ont engagé un programme de réaménagement du centre-ville. Ce programme comporte 3 phases. Les deux premières phases sont placées sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville et correspondent aux espaces suivants : place Charleston - rue de la Harpe d'une part et places Vayssières-Saint Germain d'autre part. Flers-Agglomération a soutenu ces deux phases en apportant un fonds de concours de 150 000 € pour chacune d'entre-elles.

La phase 3 de ce programme est quant à elle placée sous la maîtrise d'ouvrage de Flers-Agglomération dans la mesure où son objet principal consiste en l'aménagement d'un pôle multimodal (compétence mobilité). Cette opération s'inscrivant dans le cadre du projet global de réaménagement du centre-ville, la Ville apporte son soutien financier par le biais d'un fonds de concours. Les espaces concernés par cette dernière phase et le montant estimatif sont détaillés ci-dessous :

Travaux		Coût estimatif du projet	Fonds de concours VILLE DE FLERS
Objet	Aménagement d'un pôle multimodal	1 511 120,33 € HT	294 991 € HT
Espaces concernés	Place Leclerc , rue du 6 juin, rue Saint Germain, place Paulette Duhalde et rue de Domfront (partie comprise entre la place Leclerc et la rue de la Chaussée)		

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-434	7.8	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

Le financement de cette opération d'aménagement est rappelé ci-dessous :

Financement		
Contributeurs		Montant en €
Europe	FERER ITI	250 000 (16,49%)
Etat	DPV	200 000 (13,19%)
	DETR	120 000 (7,90%)
Région (Contrat d'Action Territorial)	Volet Pays	150 000 (9,90%)
	Volet Agglo	150 000 (9,90%)
Ville (Fonds de concours)		294 991 (19,52%)
Flers Agglo		346 129,33 (22,90%)
Total		1 511 120,33

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - ACCORDER à Flers-Agglo un fonds de concours d'un montant de 294 991 € et autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention pour le versement du fonds de concours.
- 2 - PRECISER que cette participation sera versée sur présentation par la commune de Flers du bilan définitif de l'opération.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-434-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017

CONVENTION RELATIVE AU PROJET D'AMENAGEMENT D'UN POLE MULTIMODAL DANS LE CENTRE VILLE DE LA COMMUNE DE FLERS

FONDS DE CONCOURS

La présente convention concerne le versement du fonds de concours de la Ville de Flers à Flers Agglo pour l'aménagement d'un pôle multimodal dans son centre-ville.

Elle est établie :

ENTRE,

La Commune de Flers, représentée par son Maire-Adjoint, Madame Gaëlle PIOLINE, habilitée par délibération n° 2017-434 du 27 mars 2017;

D'une part,

ET,

Flers Agglo, représentée par son Président, Monsieur Yves GOASDOUE, habilité à la signature de la présente convention par délibération n° 2017-101 du Conseil Communautaire en date du 6 avril 2017;

D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article I – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de versement du fonds de concours pour le projet d'aménagement d'un pôle multimodal dans le centre-ville de Flers.

Article II – DESIGNATION DU PROJET ET DE SES CARACTERISTIQUES

L'objectif de ce projet est d'aménager un pôle multimodal dans le centre-ville de la Ville de Flers.

Cet aménagement concerne différents espaces publics du centre-ville formant un ensemble cohérent. Il consiste tout d'abord en la réalisation de quais de bus place Leclerc. Ces quais qui sont accessibles aux Personnes à Mobilité Réduite, ont vocation à se substituer aux arrêts de bus initialement positionnés rue du 6 juin. Par ailleurs, la reconfiguration de la place Paulette Duhalde intègre l'installation de bornes permettant de recharger des véhicules électriques ainsi que l'aménagement d'espaces dédiés au covoiturage et aux deux roues. L'offre multimodale est ainsi répartie sur les places Leclerc et Duhalde lesquelles sont reliées par la rue Saint Germain. Un couloir piétonnier traversant la place Leclerc permet de relier la rue de Domfront à la place Paulette Duhalde via la rue Saint Germain.

L'ensemble des espaces publics cités précédemment font l'objet d'un réaménagement global dans le cadre de ce programme de travaux.

Article III – CRITERES D'ATTRIBUTION

La Ville de Flers pourra procéder au versement de sa participation en deux fois :

- un acompte de 50 % sur la base de justificatifs supérieurs à 50 % du montant estimatif des travaux,
- un solde suite au Décompte Général et Définitif de l'opération.

Article IV – MONTANT DU FONDS DE CONCOURS

Le montant du fonds de concours attribué par la commune de Flers à Flers Agglo sera de 294 991 €.

Article V – MODALITES DES VERSEMENTS

Le montant du fonds de concours attribué sera versé sur présentation des factures acquittées par Flers Agglo visées par le comptable public. Dans l'hypothèse d'un coût de travaux inférieur, le fonds de concours de la Ville sera diminué en proportion.

Article VI - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée de trois ans à dater de sa signature.

Il appartient à Flers Agglo de justifier et de solliciter le versement du fonds de concours avant cette date.

Article VII – NOMBRE D'EXEMPLAIRES

Fait en 2 exemplaires, dont un pour chacune des parties.

Fait à Flers, le 11 AVR. 2017

Le Président
de Flers Agglo,

Yves GOASDOUE

Le Maire-Adjoint
de Flers,

Gaëlle PIOLINE



COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	27.03.17	2017-435	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

SUBVENTIONS 2017

**AMELIORATION DE LA VIE QUOTIDIENNE – ASPECT ET PROPRETE DE LA VILLE
ATTRIBUTIONS**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane PERRET	Irène COJEAN	
	Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	433 à 439	25	29
Quorum : 17	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-435	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT
présenté par
Irène COJEAN
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
AMELIORATION DE LA VIE QUOTIDIENNE ASPECT ET PROPRETE DE LA VILLE		15	14.03.17	1	
GESTION FINANCIERE		16	15.03.17	10	
CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
				3	2017-435

OBJET	SUBVENTIONS 2017 – AMELIORATION DE LA VIE QUOTIDIENNE – ASPECT ET PROPRETE DE LA VILLE - ATTRIBUTIONS
-------	---

TD/VV

Chers Collègues,

Chaque année, des subventions sont attribuées aux associations par le Conseil Municipal.

Cette opération donne lieu à autant de délibérations qu'il y a de secteurs d'activités concernés.

Il convient donc de fixer par la présente délibération le montant des subventions accordées aux associations du secteur «Amélioration de la vie quotidienne - Aspect et propreté de la Ville» pour l'exercice 2017.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - ARRETER** la liste et le montant des subventions communales du secteur «Amélioration de la vie quotidienne - Aspect et propreté de la Ville » pour l'année 2017.
- 2 - PRECISER** que les crédits correspondants figurent au budget pour l'exercice considéré.
- 3 - AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires à cette affaire.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-435-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017

Annexe à la délibération n° 2017-435 du CM 21
du 27 mars 2017



Le Maire,

Yves GOASDOUE

AMELIORATION DE LA VIE QUOTIDIENNE - ASPECT ET PROPRETE DE LA VILLE

ASSOCIATIONS	OBJET				SUBVENTION 2017	
		2014	2015	2016	Demandée	Votée
LA NAVETTE AERIENNE COLOMBOPHILE		250	250	250	250	250
LA NAVETTE AERIENNE COLOMBOPHILE	Piégeage de pigeons - Prestation	400	400	400	400	400

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-436	8.8	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

CONCOURS DES MAISONS FLEURIES
REGLEMENT
MODIFICATION
APPROBATION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants		Mandataires		Questions
Serge	HAMEL	Sonia	LAFAY	Ensemble de la séance
Christiane	PERRET	Irène	COJEAN	
Mathieu	HELLOUIN	Anne-Marie	MORIN	
Richard	RIHOUEY	Charles-Henri	GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF
En exercice : 33
Quorum : 17

Questions	Présents	Votants
433 à 439	25	29
440 à 444	26	29
445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-436	8.8	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT

présenté par

Irène COJEAN

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS	N°	Date	Question	
AMELIORATION DE LA VIE QUOTIDIENNE ASPECT ET PROPRETE DE LA VILLE	15	14.03.17	2	
CONSEIL	Séance	21	27.03.17	
			N° d'ordre	N° délibération
			4	2017-436

OBJET	CONCOURS DES MAISONS FLEURIES – REGLEMENT – MODIFICATION - APPROBATION
-------	---

FG/DL

Chers Collègues,

La Ville organise chaque année un concours des Maisons Fleuries. Ce concours participe au fleurissement de la commune et contribue à améliorer le cadre de vie des habitants. Il porte spécifiquement sur le fleurissement d'un bâtiment ou d'une maison d'habitation.

Lors de leur inscription, les candidats doivent indiquer la catégorie dans laquelle ils souhaitent concourir. Le règlement actuel prévoit une catégorie hors-concours et 7 catégories. Celles-ci se déclinent comme suit :

Catégories	Objet
Hors concours	Maison avec jardin visible de la rue
1 ^{ère}	Maison avec jardin visible de la rue
2 ^{ème}	Bâtiment public
3 ^{ème}	Maison avec terrasse sans jardin visible de la rue
4 ^{ème}	Maison avec fenêtres, murs ou balcons fleuris
5 ^{ème}	Hôtel - Restaurant
6 ^{ème}	Exploitation agricole
7 ^{ème}	Entreprise

Le jury est composé de 2 élus et 2 professionnels de l'horticulture et du paysage. Il se déplace généralement durant la 1^{ère} quinzaine d'août pour évaluer les réalisations des candidats. Les critères d'évaluation sont fixés dans le règlement.

La catégorie hors concours qui est réservée aux lauréats des concours des années précédentes, crée une rupture d'égalité avec les candidats de la 1^{ère} catégorie et complique souvent le travail d'évaluation du jury.

C'est pourquoi, il est proposé de modifier le règlement en supprimant la catégorie hors catégorie.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

APPROUVER

le règlement du concours des maisons fleuries avec la modification exposée ci-dessus.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-436-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017
Publication : 03/04/2017



Le Maire,

Yves GOASDOUE

CONCOURS DES MAISONS FLEURIES REGLEMENT



Le concours des maisons fleuries est organisé chaque année par la commune de FLERS.

Ce concours est placé sous le signe du fleurissement et du cadre environnement du bâtiment ou de la maison d'habitation.

INSCRIPTIONS :

Les inscriptions ne sont pas reconduites d'une année sur l'autre. Chaque personne souhaitant participer au concours devra faire ses démarches auprès de la Mairie ou de l'Office de Tourisme de Flers Agglo.

Le nom et l'adresse devront être correctement orthographiés parce qu'ils serviront de référence à l'établissement des documents pour la remise des prix (diplômes, mandats...).

Les inscriptions peuvent s'effectuer généralement jusqu'à la mi-juillet. Un avis de presse est publié à chaque campagne afin de fixer précisément cette date.

CATEGORIES :

Les candidats pourront indiquer leur catégorie dès leur inscription, toutefois le Jury se réserve le droit de modifier ce classement en fonction des critères suivants :

- 1^{ère} catégorie :
Maison avec jardin visible de la rue
Il s'agit d'un jardin d'agrément ou potager attenant à la maison d'habitation.
- 2^{ème} catégorie :
Bâtiment public
Il s'agit d'écoles, collèges, hôpitaux, etc...
- 3^{ème} catégorie :
Maison avec terrasse sans jardin visible de la rue
Seront classées dans cette catégorie, les maisons d'habitation sans gazon ni potager et dont l'aménagement est à consonance minérale (terrasse, sol granité).
- 4^{ème} catégorie :
Maison avec fenêtres, murs ou balcons fleuris
Il s'agit de décorations florales installées sur une fenêtre, un balcon ou un mur de maison de ville sans jardin ou bien d'appartement habitations collectives.

- 5^{ème} catégorie :
Hôtel - Restaurant
Les hôteliers ou restaurateurs qui souhaitent améliorer l'accueil par le biais du fleurissement de leur établissement seront inscrits dans cette catégorie.
- 6^{ème} catégorie :
Exploitation agricole
Il s'agit de fermes fleuries en cours d'exploitation ou non. Les corps de ferme restaurés à usage d'habitation sont inclus dans cette catégorie.
- 7^{ème} catégorie :
Entreprise
Les entreprises (en particulier en Z.I. ou Z.A.) peuvent s'inscrire dans cette catégorie.

LE JURY :

Le jury est composé de 2 élus et 2 professionnels de l'horticulture et du paysage. Il se déplace généralement durant la 1^{ère} quinzaine d'août la date n'étant jamais divulguée.

CONCOURS DEPARTEMENTAL :

Le département ne pouvant accepter qu'une seule candidature par catégorie, le jury sera seul compétent pour sélectionner et transmettre au comité du tourisme le 1^{er} de la catégorie.

LES CRITERES :

Le jury prendra en compte l'aménagement général du jardin ou de la façade. Il sera tenu compte du bon goût de la composition du fleurissement (harmonie des couleurs et des volumes).

L'adaptation de l'aménagement aux contraintes du site sera prise en compte (choix des espèces, diversité des végétaux).

La qualité de l'entretien de l'ensemble de l'aménagement ainsi que du bâtiment joue un rôle déterminant.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-437	2.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17
 38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

CHAMBRE FUNERAIRE PRIVEE EXTENSION AVIS

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane PERRET	Irène COJEAN	
	Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	433 à 439	25	29
	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-437	2.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT présenté par Josette BONNEL Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question
	HABITAT PATRIMOINE COMMUNAL DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE		16	14.03.17	1
	C O N S E I L	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre 5 N° délibération 2017-437

OBJET	CHAMBRE FUNERAIRE PRIVEE - EXTENSION - AVIS
--------------	--

DLVV

Chers Collègues,

La SARL « A l'Art Funéraire » a déposé le 22 juillet dernier un permis de construire (PC 061 169 16 F 0019) concernant un projet d'extension de sa chambre funéraire sise 196 rue de Paris. Ce projet vise à la création d'une salle de recueillement.

Le dossier afférent à ce projet a été transmis à Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé de Basse-Normandie qui l'a déclaré recevable. Par courrier reçu en Mairie le 25 janvier dernier, Monsieur le Préfet sollicite l'avis du Conseil Municipal sur ce dossier.

En application de l'article R 2223-74 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal est tenu de délibérer dans un délai de 2 mois pour donner son avis sur tout projet de création ou d'extension de chambre funéraire. Les plans et les principales pièces du projet présenté par la SARL « A l'Art Funéraire » sont annexés à la présente délibération.

Le Conseil

DONNE un avis favorable au projet d'extension de la chambre funéraire référencée ci-dessus.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-437-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017

Annexe à la délibération du C.M. 21 n° 137 en date du 27/03/2017

DOSSIER DE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE - 11/07/2016
Construction d'une salle de recueillement
Maître d'ouvrage: A l'Art Funéraire, Mr YVER Manuel
Adresse du terrain: 196 rue de Paris, 61100 FLERS



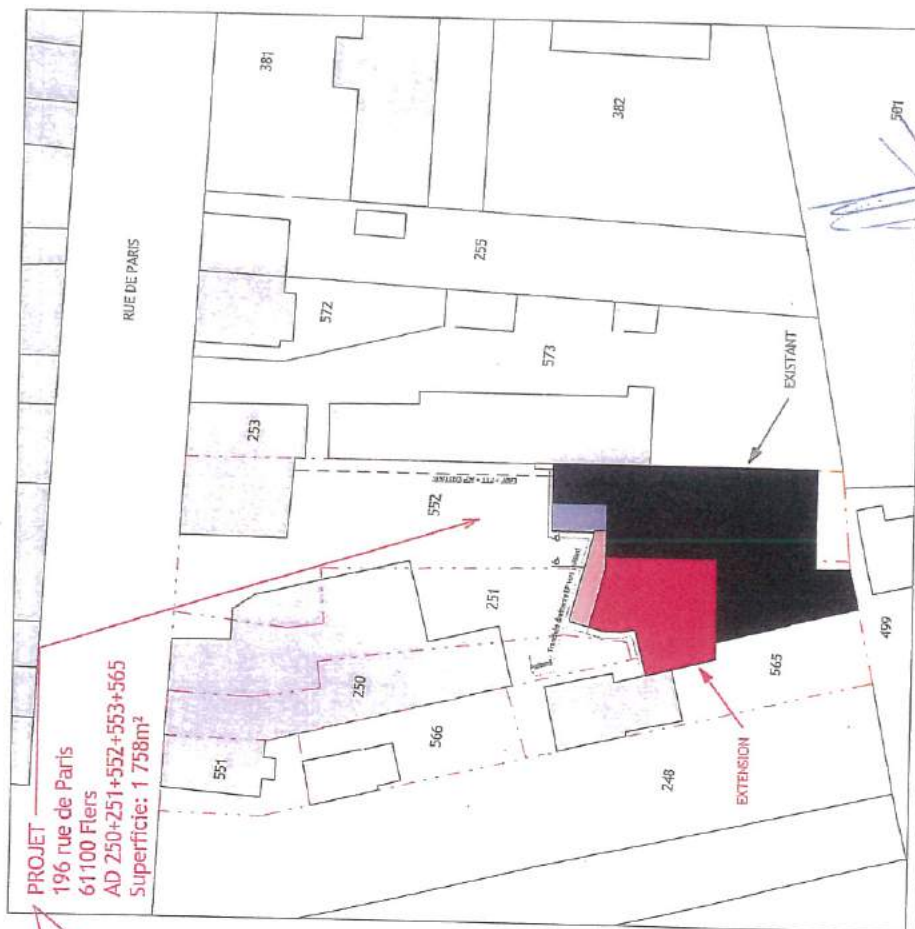
Le Maire,



Yves GOASDOUE

TERRAIN NATUREL = TERRAIN PROJET

3 PC3 - Coupe du terrain
Ech : 1 : 500



1 PC2 - Plan de masse
Ech : 1 : 500



2 PC1 - Plan de situation
Ech :

DAMIEN GARNAVAULT
ARCHITECTE DE HMONP
RCS 790 274 567 00011

DOSSIER DE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE - 11/07/2016

Construction d'une salle de recueillement
Maître d'ouvrage: A l'Art Funéraire, Mr YVER Manuel
Adresse du terrain: 196 rue de Paris, 61100 FLERS



PC4 - NOTICE DESCRIPTIVE DU PROJET

DESCRIPTION DU TERRAIN

Le projet de la présente demande de permis de construire porte sur la construction d'une salle de recueillement aux pompes funèbres YVER à Flers. Ce projet se situe en centre ville Est de Flers (196 rue de Paris), s'intégrant dans un tissu rural de moyenne densité. La rue de Paris structure le quartier, caractérisée par des habitations en limite de propriété côté voirie, en grande majorité R+2.

Les parcelles de terrain sont rectangulaires (en longueur Nord / Sud). Le terrain du projet possède une maison en bordure de voirie rue de Paris, un ensemble commercial, ainsi qu'un bâtiment regroupant chambres funéraires et entrepôt.

Le projet prévoit l'extension d'une construction existante, bâtie sur un ensemble de parcelle appartenant au maître d'ouvrage. La construction existante est en retrait par rapport à la rue, en "fond de parcelle". Les surfaces complémentaires intégreront une salle de recueillement, en complément des chambres funéraires existantes. L'extension sera implantée en continuité de l'existant, et prenant en considération les bâtiments présents sur le terrain.

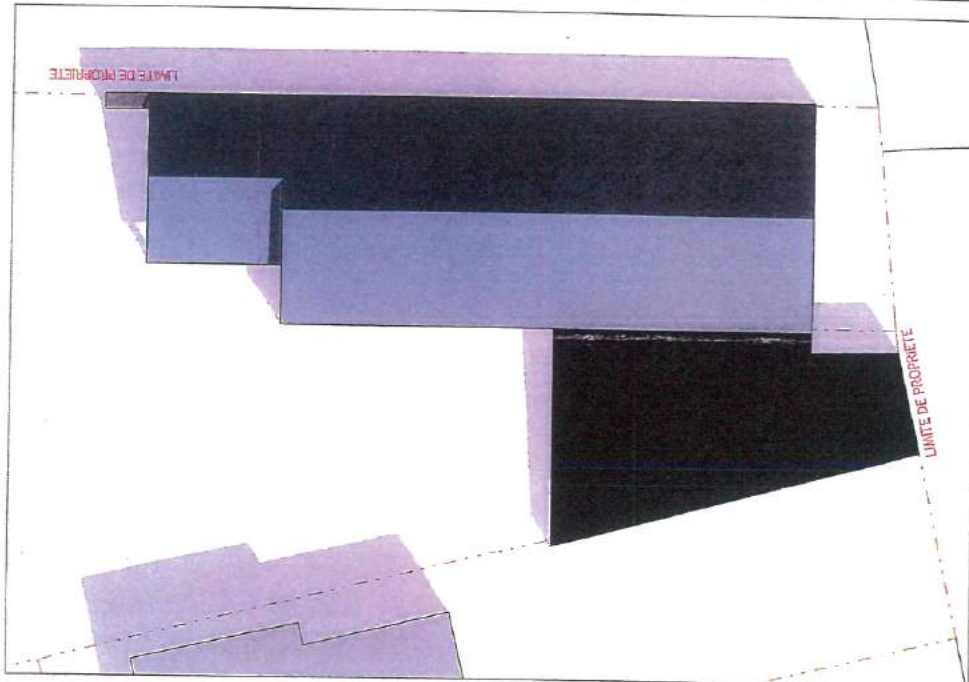
L'accès existant au bâtiment ainsi que le stationnement seront conservés. Une place de stationnement handicapé sera créée à proximité directe de l'entrée du bâtiment.

Concernant le mode constructif de l'extension, l'objectif du projet est de marquer l'entrée du bâtiment, la rationaliser et l'homogénéiser (construction existante "difficile", liée principalement au dénivelé du terrain).

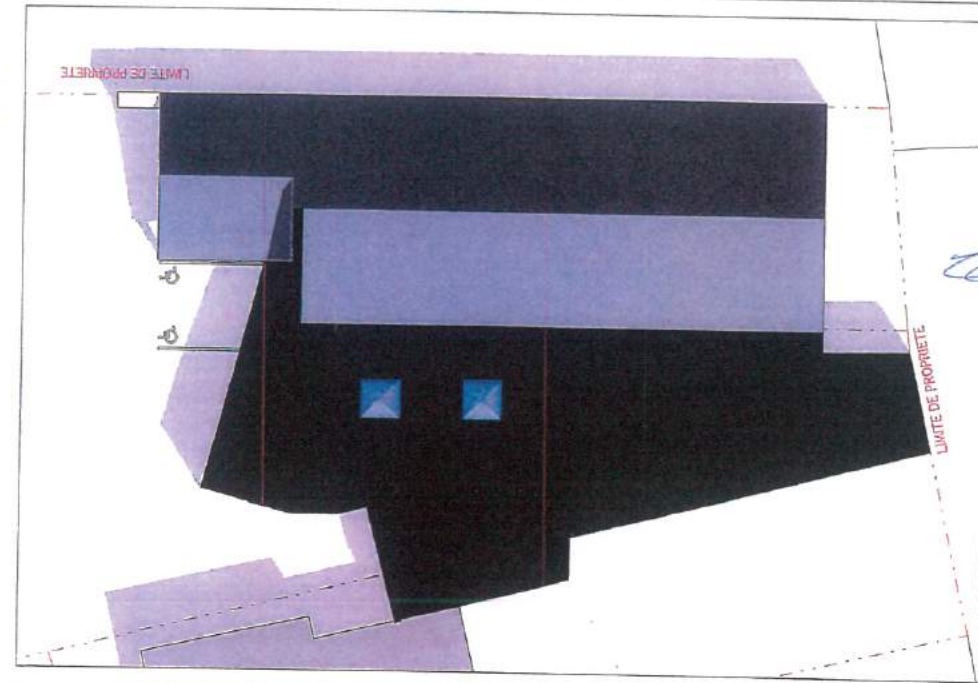
Constitution du projet:

- structure maçonnerie
- enduit façade (ton pierre 015 de chez WB)
- Casquette cintrée en Répianol (cf. plans joints), parquant l'entrée du bâtiment
- pierre en façade existante conservée, mis en valeur à l'intérieur du bâtiment (mur côté extension)
- couverture en bac acier anticondensation, isolé, RAL 7016 (non visible depuis le terrain, acrotère en façade bardé en bois Red Cedar)
- Menuiseries extérieures en aluminium, RAL 7016

NOTA BENE: Les plantes existantes en bordure de façades seront préservées au maximum, des plantations en entrée de la salle de recueillement seront créées afin de "déménager" et de rendre le site pour le mieux "agréable"...



2 PC5 - Plan de toiture (existant)
Ech : 1 : 200

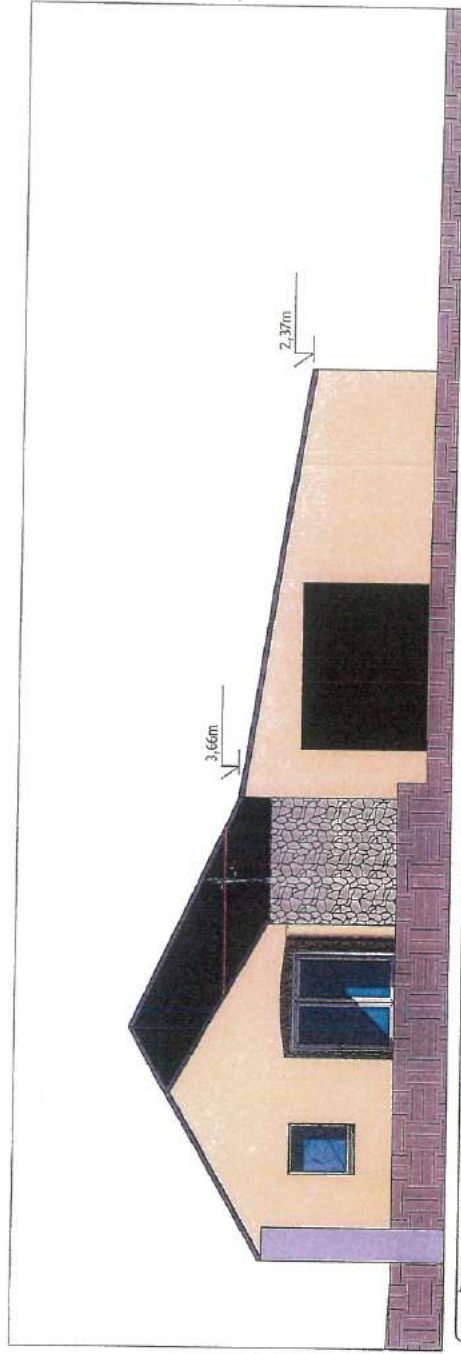


1 PC5 - Plan de toiture
Ech : 1 : 200

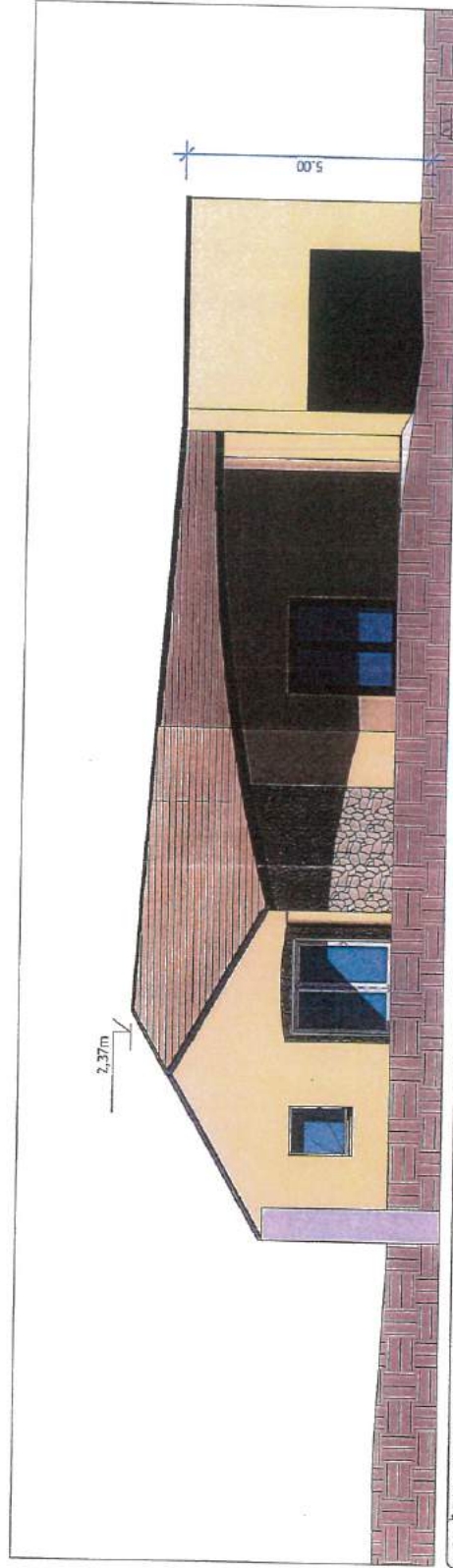
DAMIER GARNAVALT
ARCHITECTE DE HMONP
RCS 790 274 567 00011

DG

DOSSIER DE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE - 11/07/2016
 Construction d'une salle de recueillement
 Maître d'ouvrage: A l'Art Funéraire, Mr YVER Manuel
 Adresse du terrain: 196 rue de Paris, 61100 FLERS



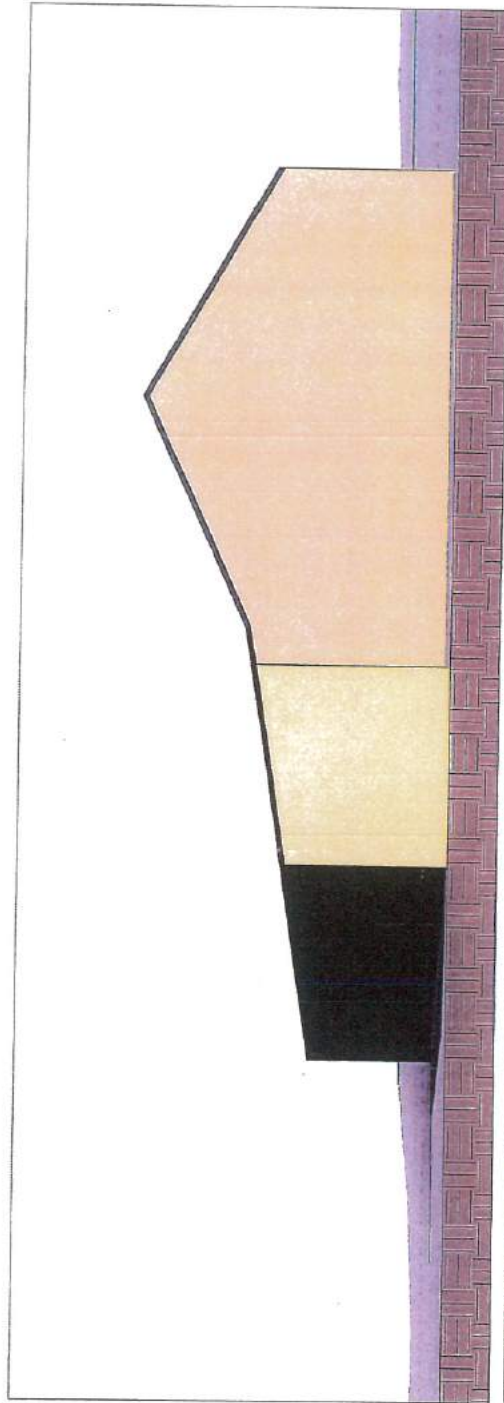
1 EXISTANT PC5 - Élévation Nord
 Ech : 1 : 100



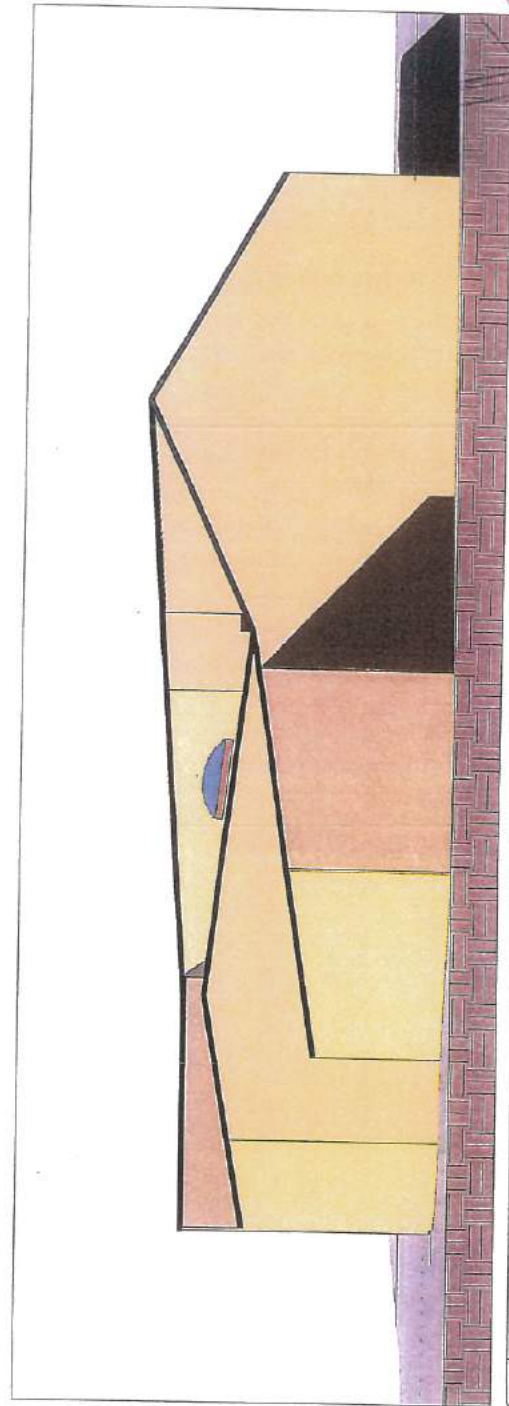
2 PROJET PC5 - Élévation Nord
 Ech : 1 : 100

DAMIEN GARNAVAULT
 ARCHITECTE DE MDONP
 RCS 790 274 567 00011

DOSSIER DE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE - 11/07/2016
 Construction d'une salle de recueillement
 Maître d'ouvrage: A l'Art Funéraire, Mr YVER Manuel
 Adresse du terrain: 196 rue de Paris, 61100 FLERS

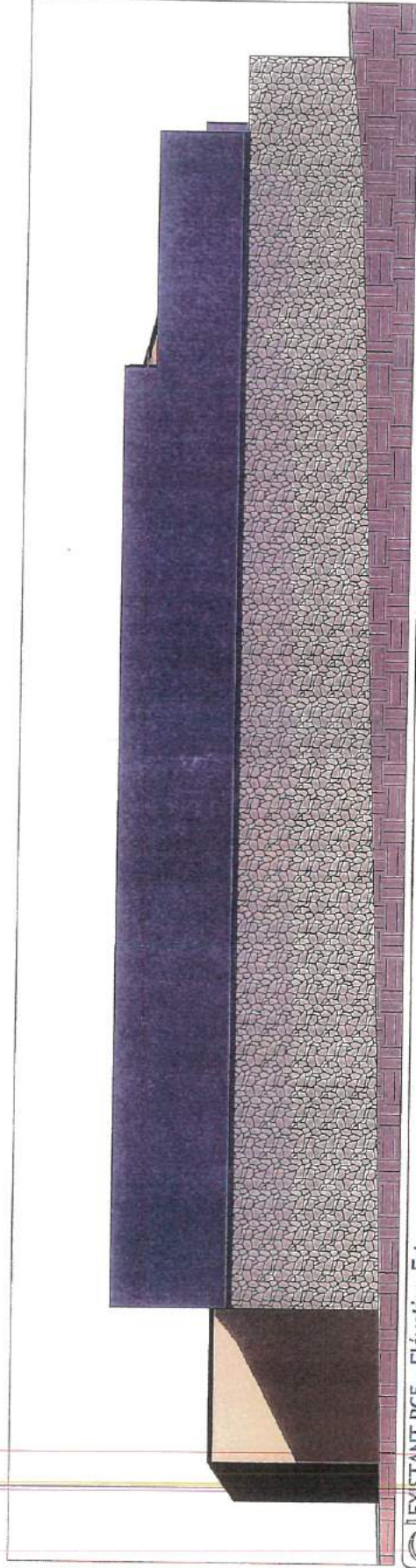


2 EXISTANT PC5 - Elévation Sud
 Ech : 1 : 100

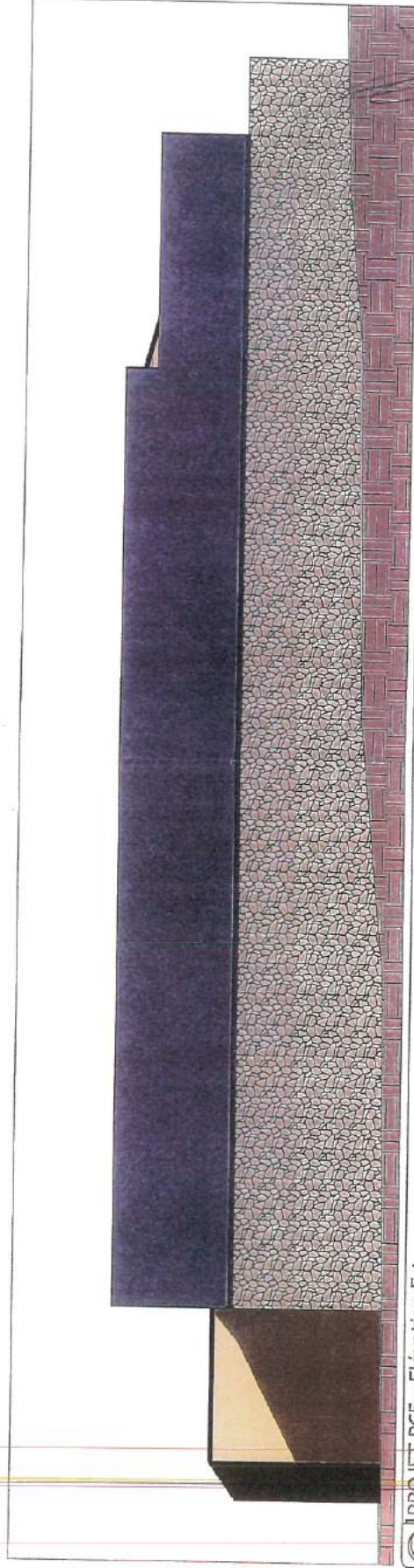


1 PROJET PC5 - Elévation Sud
 Ech : 1 : 100

DOSSIER DE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE - 11/07/2016
Construction d'une salle de recueillement
Maître d'ouvrage: A l'Art Funéraire, Mr YVER Manuel
Adresse du terrain: 196 rue de Paris, 61100 FLERS

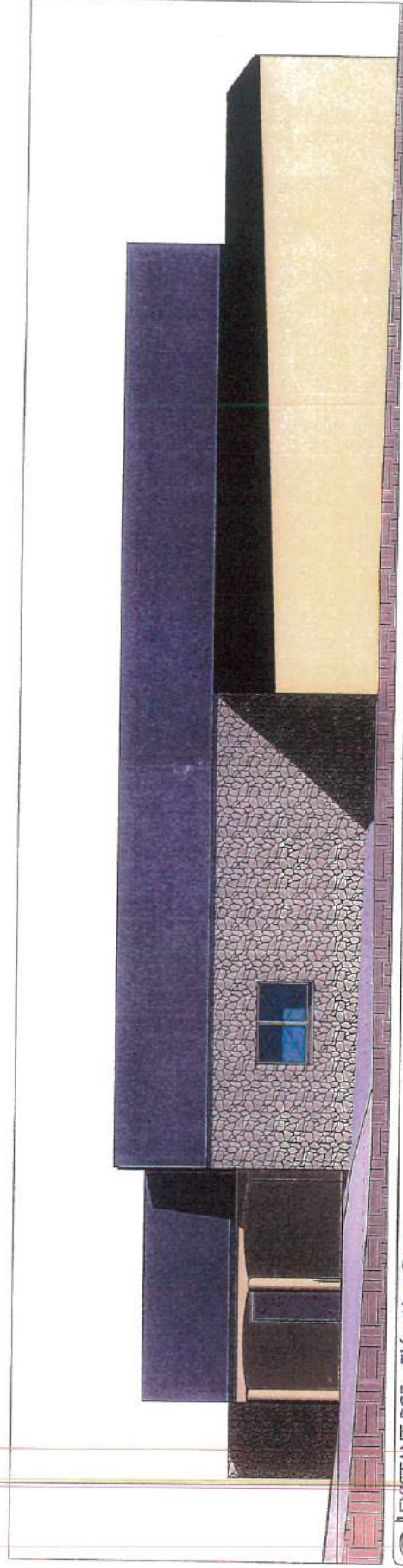


2 EXISTANT PC5 - Elévation Est
Ech: 1 : 100

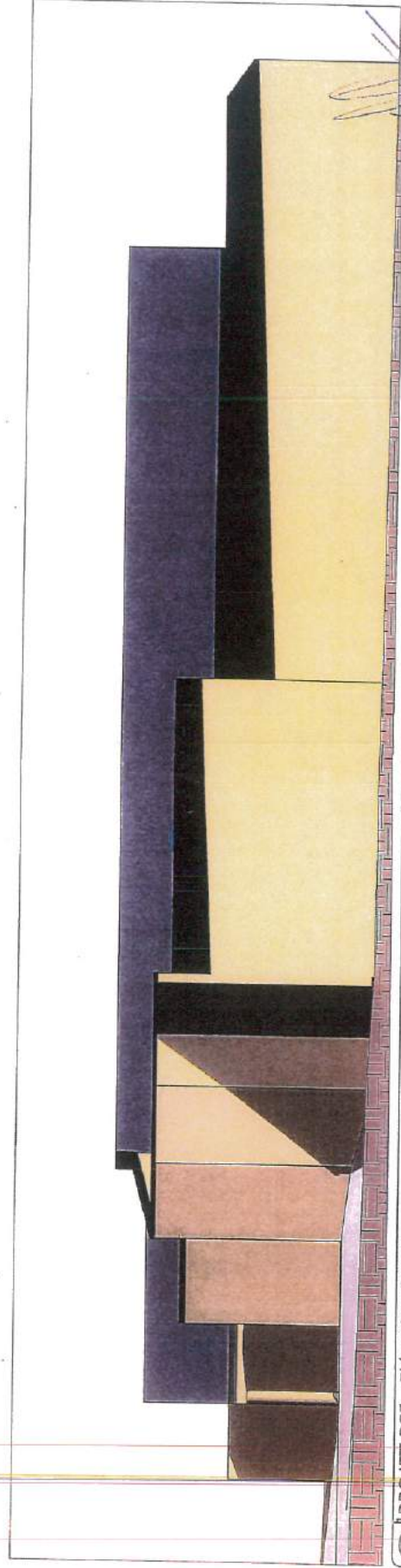


1 PROJET PC5 - Elévation Est
Ech: 1 : 100

DOSSIER DE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE - 11/07/2016
Construction d'une salle de recueillement
Maître d'ouvrage: A l'Art Funéraire, Mr YVER Manuel
Adresse du terrain: 196 rue de Paris, 61100 FLERS



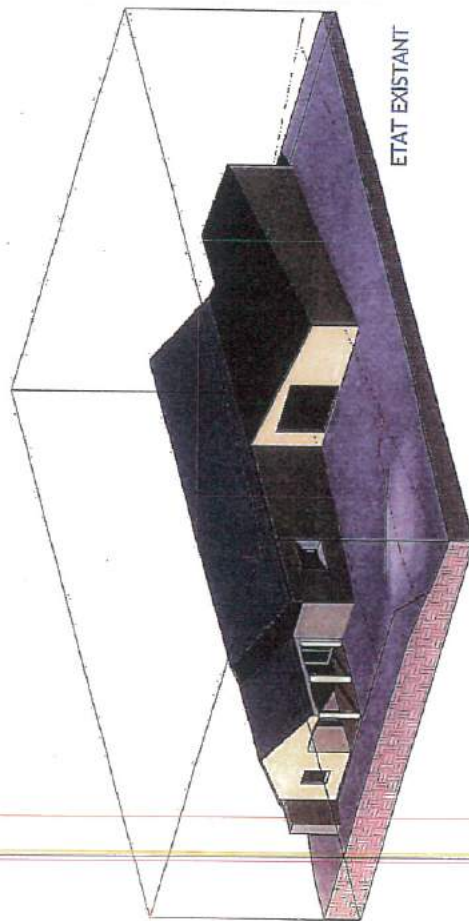
2 EXISTANT PC5 - Élévation Ouest
Ech : 1 : 100



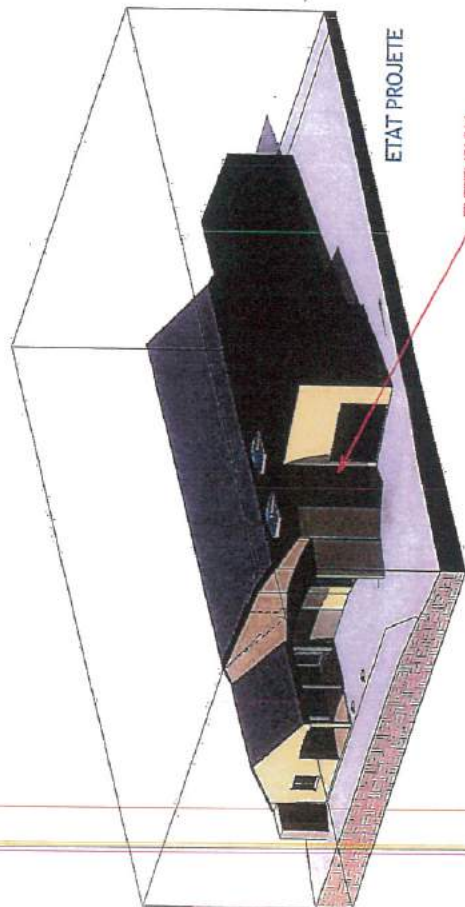
1 PROJET PC5 - Élévation Ouest
Ech : 1 : 100

DOSSIER DE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE - 11/07/2016

Construction d'une salle de recueillement
 Maître d'ouvrage: A l'Art Funéraire, Mr YVER Manuel
 Adresse du terrain: 196 rue de Paris, 61100 FLERS



ETAT EXISTANT



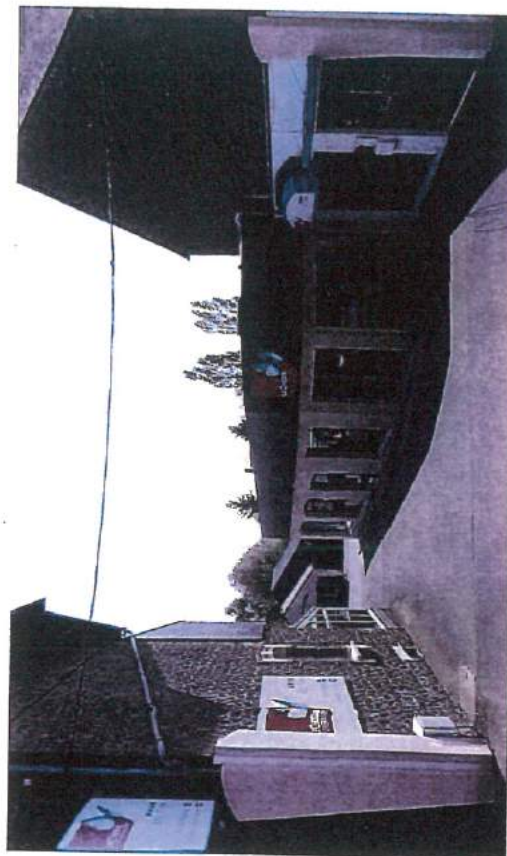
ETAT PROJETE

EXTENSION

3 PC6 - Insertion paysagère
 Ech: 1/50



1 PC7 - Photographie proche
 Ech: 1/50



2 PC8 - Photographie lointain
 Ech: 1/50

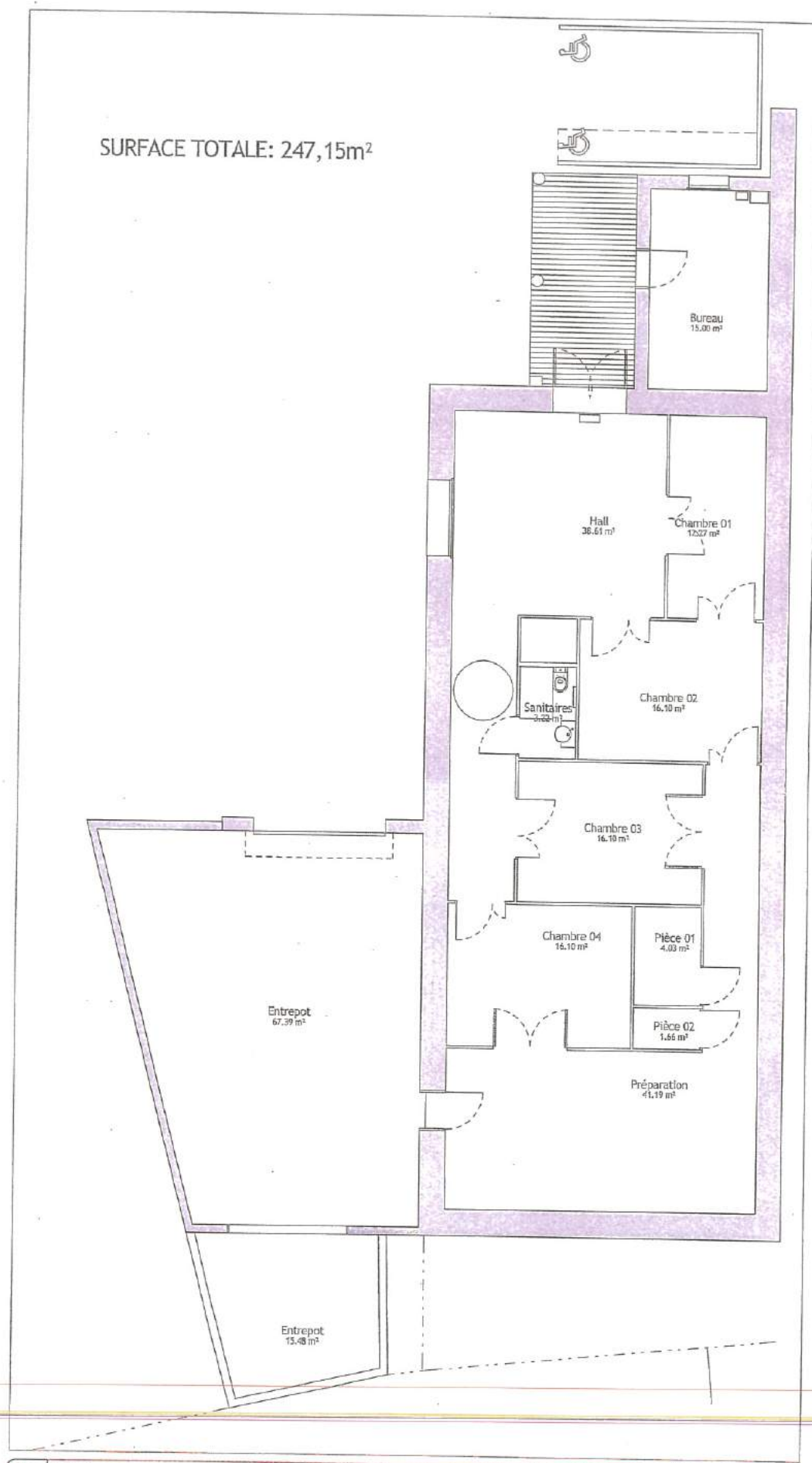
DAMIEN CARNAVALT
 ARCHITECTE DE HMOP
 RCS 780 274 567 00011

DAMIEN CARNAVALT, Architecte HMOP
 Tel 03 64 43 78 44 - Mob 780 274 567

Reproduction strictement interdite sans accord préalable, propriété intellectuelle D. CARNAVALT Architecte

DG Architecture





① Etat existant
 Ech: 1 : 100

CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE RECUEILLEMENT

Maître d'ouvrage: A l'Art Funéraire, Mr YVER Manuel

Adresse du terrain: 196 rue de Paris, 61100 FLERS

SURFACE TOTALE: 350,03m²

PROJET

PARTIE EXISTANTE
ACCESSIBLE

PARTIE NON ACCESSIBLE
AU PUBLIC

Projet
Ech : 1 : 100

Damien GARNAVAULT, Architecte HMONP
Tél: 06.84.57.59.44 - ROS 790 274 567

production simplement intérieure sans record préalable, propriété intellectuelle D. GARNVAULT Architecte

DDG Architectural

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	27.03.17	2017-438	3.6	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

**FONCIER
RUE EUGENE GARNIER
PARCELLE AI 330
MISE A DISPOSITION A TITRE ONEREUX
CONVENTION**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUË, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoins : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane PERRET	Irène COJEAN	
	Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	433 à 439	25	29
Quorum : 17	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-438	3.6	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Josette BONNEL Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	HABITAT PATRIMOINE COMMUNAL DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE		16	14.03.17	2	
	C O N S E I L	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre 6	N° délibération 2017-438

OBJET	FONCIER – RUE EUGENE GARNIER - PARCELLE AI 330 – MISE A DISPOSITION A TITRE ONEREUX - CONVENTION
-------	--

DL

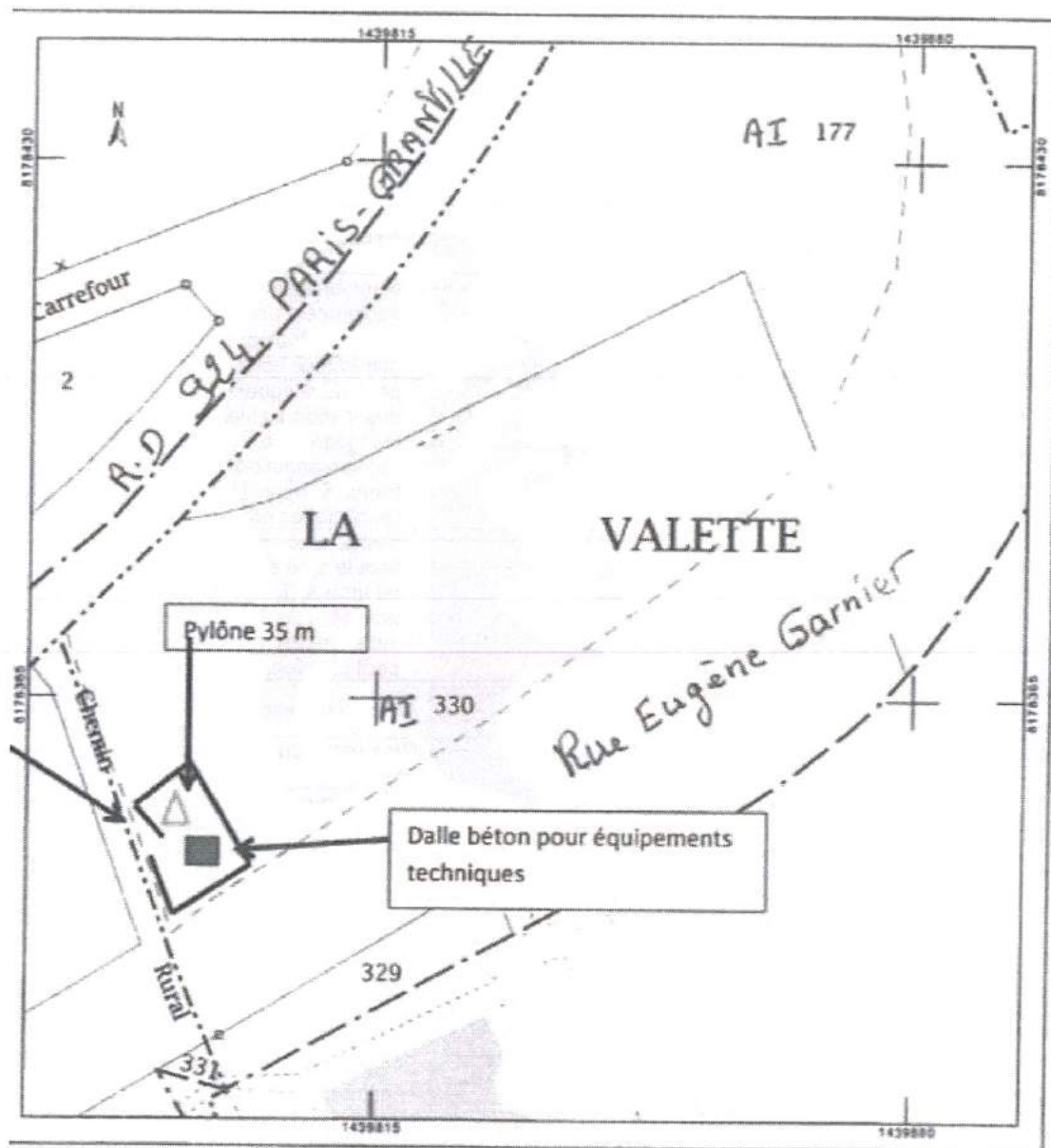
Chers Collègues,

Par délibération 369 du 3 octobre 2016, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer une convention de mise à disposition d'une portion de 100 m² de la parcelle AI 177 située au lieudit La Valette (rue Eugène Garnier) au profit de la société TéléDiffusion de France (TDF). Cette convention visait à permettre à ladite société d'implanter un pylône de diffusion et des armoires techniques au sol. Le certificat d'urbanisme déposé a posteriori par la société a été refusé en raison de la proximité du lieu d'implantation avec une voie à grande circulation (axe Paris-Granville). Le site d'édification du pylône ne pouvait pas, pour des raisons techniques, être à une distance supérieure à cette voie de grande circulation conformément à l'article L.111-6 du code de l'urbanisme.

Suite à ce refus, une nouvelle prospection foncière a été effectuée. Le terrain communal cadastré AI 330 situé à proximité immédiate de la parcelle AI 177 est libre de toute occupation. La société TDF a déposé un certificat d'urbanisme opérationnel en vue de vérifier la compatibilité de l'installation de leur dispositif de diffusion au regard notamment des règles d'urbanisme. Un certificat d'urbanisme favorable a été délivré le 31 janvier 2017.

.../...

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-438	3.6	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			



Il y donc lieu d'adopter une nouvelle convention intégrant ce changement de parcelle. Les autres modalités de la mise à disposition restent inchangées par rapport à la convention précédente. Celles-ci sont rappelées et déclinées ci-dessous :

.../...

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-438	3.6	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

Bien loué	Bailleur		Ville de Flers
	Locataire		Société TéléDiffusion de France (TDF) 6 rue de la Tour 14280 Saint Contest
	Objet		Mise à disposition à titre onéreux d'une parcelle communale
	Désignation		Portion de 100 m² de la parcelle AI 330 sise rue Eugène Garnier au lieudit La Valette
	Destination		Aménagement d'un site radioélectrique destiné à être utilisé par TDF pour : - Fournir tout service de communications électroniques - Etablir et/ou exploiter tout réseau de communications électroniques et/ou tout équipement participant à un tel réseau - Effectuer toutes les opérations en rapport avec des activités de communications électroniques
	Conditions d'utilisation	TDF	- peut développer toute activité en rapport avec la destination du bien loué - s'engage à respecter les normes et recommandation en vigueur sur le territoire français pour l'installation, la mise en service, l'exploitation et l'entretien du site
		Ville	- s'engage à respecter et à faire respecter par tout tiers le droit d'usage du bien loué - informe le locataire par lettre recommandée avec accusé de réception en cas de travaux indispensables au maintien en l'état du bien loué - peut intervenir sur le site sauf péril imminent
	Entretien	TDF	Assure l'entretien courant
		Ville	Gros entretien conformément à l'article 1720 du code civil
	Accès		TDF s'engage à construire le site en bordure du chemin rural à l'endroit figurant sur le plan joint au certificat d'urbanisme opérationnel du 31 janvier 2017
	Tavaux d'aménagement et installation des équipements		A la charge de TDF (y compris raccordement au réseau électrique)
	Loyer	Période de commercialisation (6 mois maximum)	500 €
		Au-delà de la période de commercialisation	2500€/an HT révisable sur la base du coût de la construction publiée par l'INSEE (ICC du 2 ^{ème} trimestre de l'année n)
		Suspension	Réalisation de travaux par la Ville ne permettant plus l'exploitation du site.
	Durée		12 ans reconductible
	Impôts et taxes		A la charge de TDF
	Dénonciation		Par lettre recommandée avec accusé de réception, 12 mois avant la fin de la période contractuelle en cours
	Résiliation	Conditions	TDF n'a plus l'utilité du bien loué
		Formalités	Préavis de 12 mois signifié au bailleur par lettre recommandée avec accusé de réception
	Restitution		TDF devra retirer les aménagements réalisés et restituer le bien loué en son état initial

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-438	3.6	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - RESILIER** la convention approuvée par délibération 369 du Conseil Municipal du 3 octobre 2016.
- 2 - APPROUVER** la convention telle que résumée ci-dessus.
- 3 - AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette nouvelle convention avec TDF.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-438-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017



Le Maire,

Yves GOASDOUE

B A I L Code Civil

Le présent bail ne peut en aucun cas être considéré comme liant les parties à quelque titre que ce soit sans la signature des personnes compétentes pour les représenter.

**BAIL
FLERS / TDF**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La commune de Flers, département de l'Orne (61),
Représentée par Monsieur Yves GOASDOUE, domicilié en la mairie de Flers avenue du Château
61100 FLERS,

Agissant à l'effet des présentes en sa qualité de Maire de ladite commune et en vertu de la
délibération n° 2017-439 du Conseil Municipal 21 en date du 27 mars 2017 dont copie certifiée
conforme demeurera ci-annexée après mention,

Précision faite qu'une copie certifiée conforme de cette délibération a été régulièrement reçue et
déposée en Préfecture de l'Orne, le.

Ci-après dénommée « le Bailleur »

d'une part,

ET

TDF, Société par Actions Simplifiée au capital de 166 956 512 €, dont le siège social est 106, avenue
Marx Dormoy, 92541 MONTROUGE, inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro 342 404 399,
représentée par Monsieur Franck MAGREZ, agissant en qualité de Responsable Patrimoine
Normandie Pays de Loire, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée "TDF"

d'autre part,

PREAMBULE :

TDF souhaite louer un terrain sur la commune de Flers (61) afin d'y édifier un site radioélectrique composé d'équipements techniques au sol et d'un pylône supportant des antennes.

Le Bailleur dispose d'un terrain pouvant accueillir ce site.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. DEFINITIONS

Site radioélectrique, ci-après dénommé « site » : désigne un emplacement spécialement aménagé en vue de recevoir des stations radioélectriques, lesdits aménagements étant définis ci-après.

Aménagements : sont constitués par un ensemble d'infrastructures comprenant notamment un ou plusieurs pylônes, pylônets, bâtiments, locaux techniques permettant notamment l'installation, la mise en service, l'exploitation, l'entretien des stations radioélectriques.

Station radioélectrique : désigne une ou plusieurs installations d'émission, transmission ou réception, ou un ensemble de ces installations y compris les systèmes antennaires associés, les multiplexeurs et chemins de câbles ainsi que les appareils accessoires, localisés au sol ou aériens, dont l'ensemble constitue les équipements radioélectriques, nécessaires à la fourniture de communications électroniques.

Communications électroniques : « émissions, transmissions ou réceptions de signes, de signaux, d'écrits, d'images ou de sons par voie électromagnétique » (article L.32 du Code des Postes et Communications Electroniques).

ARTICLE 2. OBJET

Le présent bail définit les conditions dans lesquelles le Bailleur loue à TDF les biens décrits à l'article 4 ci-après, selon les dispositions du Code civil sur le louage.

ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES

Le présent contrat est formé d'un ensemble d'articles, numérotés de 1 à 25, et de deux annexes dénommées comme suit :

Annexe 1 : Plan de situation des biens loués

Annexe 2 : Conditions d'accès aux biens loués

ARTICLE 4. DESIGNATION DES BIENS LOUES

Le Bailleur loue à TDF, qui accepte, les biens désignés ci-dessous, conformément au plan joint en annexe 1, qui fait intégralement partie du présent contrat :

Un terrain, d'une contenance de 100 m², à prélever sur la parcelle de terrain figurant au cadastre de la commune de Flers (61), lieu-dit "La Valette", section AI n°330, d'une superficie globale de 5 312 m².

ARTICLE 5. DESTINATION DES BIENS LOUES

Les sites radioélectriques sont destinés à être utilisés par TDF pour :

- fournir tout service de communications électroniques à titre principal, connexe ou accessoire, directement ou indirectement, à l'aide de moyens appropriés ; et/ou
- y établir et/ou exploiter tout réseau de communications électroniques et/ou tout équipement ou infrastructure participant à un tel réseau ; et/ou
- y effectuer toutes opérations en rapport avec des activités de communications électroniques (telle que, sans que cette liste soit limitative, un contrat de sous location, une prestation d'accueil et/ou de maintenance de tout ou partie d'une station radioélectrique exploitée par un opérateur tiers) notamment en application du droit sectoriel des communications électroniques.

Les Aménagements, lorsqu'ils sont réalisés ou acquis par TDF, demeurent sa propriété pleine et entière, y compris à l'expiration du bail.

ARTICLE 6. CONDITIONS D'UTILISATION DES BIENS LOUES

6-1 TDF peut développer toute activité sur le Site installé sur les biens loués, dans le respect de la destination de ceux-ci définie à l'article 5.

6-2 Le Bailleur s'engage à respecter et à faire respecter par tout tiers le droit d'usage des biens loués consenti à TDF et à ne pas porter atteinte à l'intégrité du Site. A cet effet, en aucun cas les biens loués ne peuvent être utilisés et/ou modifiés par le Bailleur, ainsi que par les préposés et sous-traitants de ce dernier pendant toute la durée d'application du présent bail.

Il est entendu que les biens loués définis à l'article 4 « Désignation des biens loués » ne pourront être mis à disposition par le Bailleur à des tiers pendant la durée du Bail.

6-3 Dans l'hypothèse où le Bailleur serait dans l'obligation d'effectuer des travaux indispensables au maintien en l'état des biens loués et susceptibles d'interrompre le fonctionnement et/ou l'exploitation du Site, le Bailleur s'engage à informer TDF par lettre recommandée avec accusé de réception de cette opération, en respectant un préavis minimum de 6 mois. En cas d'urgence, le Bailleur saisit sans délai TDF, et les parties négocient entre elles les conditions de réalisation de ces travaux.

Les travaux visés à l'alinéa précédent ouvrent à TDF le droit de signifier au Bailleur par lettre recommandée adressée avec accusé de réception, la suspension du bail pendant toute la durée desdits travaux.

En toute hypothèse, les préjudices financiers directs et indirects subis par TDF du fait de ces travaux seront à la charge du Bailleur.

6-4 Sauf accord préalable de TDF ou péril imminent relatif à la sécurité, le Bailleur ne pourra intervenir sur le Site.

6-5 TDF s'engage à respecter pour l'installation, la mise en service, l'exploitation et l'entretien d'un Site les normes et recommandations en vigueur sur le territoire français. TDF s'engage à répondre dans un délai raisonnable à toutes les préconisations que la loi et/ou les règlements imposeraient en France, même dans le cas où celles-ci nécessiteraient l'arrêt définitif ou temporaire de l'exploitation du Site et ce, dans les délais impartis par ces mêmes lois et règlements.

En cas d'arrêt définitif, le bail sera résilié de plein droit sans qu'aucune indemnité ne soit due au Bailleur à ce titre.

ARTICLE 7. AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

TDF fait personnellement son affaire d'obtenir toutes les autorisations administratives et réglementaires nécessaires à l'installation, la mise en service, l'exploitation et l'entretien d'un Site. Elle est autorisée à déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme requise par la réglementation en vigueur (permis de construire, déclaration préalable, etc...).

A cet effet et aux termes des présentes, le Bailleur donne dès à présent à TDF son accord permettant l'accomplissement des formalités susvisées.

ARTICLE 8. TRAVAUX

Les travaux nécessaires à l'installation, la mise en service des Aménagements et Stations radioélectriques, l'exploitation et la modification du Site et des biens loués sont réalisés aux frais, risques et périls de TDF. Les travaux seront effectués dans le respect des normes techniques et règles de l'art.

TDF pourra procéder à l'implantation et au maintien, sur les biens loués, en aérien ou en sous-sol, des câbles, gaines, chemins de câble, lignes et fourreaux nécessaires à l'arrivée de l'énergie électrique et aux connexions du Site de TDF (y compris Fibre Optique), aux réseaux filaires de communications électroniques présents sur le domaine public à proximité des biens loués.

Le Bailleur autorise dès à présent TDF à exécuter ou à faire exécuter tous travaux nécessaires à l'activité déployée sur les biens loués conformément à la destination précisée à l'Article 5 du présent bail.

ARTICLE 9. IMPLANTATION DU PYLONE

TDF procédera à l'installation technique du pylône et des câbles de raccordement en respectant strictement les normes techniques et les règles de l'art.

ARTICLE 10. COMPATIBILITE ELECTROMAGNETIQUE

Dans l'hypothèse où un tiers solliciterait du Bailleur l'autorisation d'installer des équipements techniques à proximité des biens loués, le Bailleur s'engage, avant d'autoriser ladite installation, à ce que soient réalisées, sans que la charge financière en soit supportée par TDF, des études de compatibilité électromagnétique avec les équipements techniques constitutifs du Site de TDF et leur éventuelle mise en compatibilité. TDF s'engage à transmettre au Bailleur les informations nécessaires à la réalisation des études de compatibilité. Si cette mise en compatibilité s'avère techniquement impossible à réaliser, ou si le tiers renonce à la réaliser pour quelque motif que ce soit, le Bailleur s'engage à refuser son accord à l'installation desdits équipements techniques projetés par le tiers.

Dans l'hypothèse où des équipements techniques du Bailleur ou d'un tiers seraient déjà en place à proximité des biens loués, TDF s'engage, avant d'installer son Site, à réaliser, à sa charge financière, les études de compatibilité électromagnétique avec les équipements techniques dudit Bailleur ou dudit tiers déjà en place et leur éventuelle mise en compatibilité. Le Bailleur s'engage à obtenir dudit tiers, le cas échéant, les informations nécessaires à la réalisation des études de compatibilité, et à les transmettre à TDF. Si la mise en compatibilité s'avère techniquement ou économiquement difficile, ou si TDF renonce à la réaliser, TDF s'engage à ne pas installer son Site.

ARTICLE 11. ALIMENTATION ELECTRIQUE

En l'absence d'installation électrique propre aux biens loués, TDF fait son affaire de la réalisation de l'installation électrique qui lui est nécessaire, et de la mise en place d'un compteur électrique. Le Bailleur autorise à présent TDF à effectuer tous les branchements électriques nécessaires.

Dans l'éventualité où TDF n'obtiendrait pas du fournisseur d'énergie électrique un branchement particulier indépendant de celui du Bailleur, ce dernier autorise dès à présent TDF à s'alimenter depuis un départ disponible de sa station d'énergie basse tension.

A cet effet, TDF fera poser à ses frais un compteur divisionnaire lui permettant d'individualiser sa consommation d'énergie dont les frais correspondants seront à sa charge.

ARTICLE 12. ENTRETIEN DES BIENS LOUES

Le Bailleur s'oblige aux charges de gros entretien des biens loués, conformément à l'article 1720 du Code civil.

TDF maintient en bon état les biens loués pendant toute la durée du bail.

ARTICLE 13. ACCES AUX BIENS LOUES

Le Bailleur autorise les personnels de TDF, ses sous-traitants, préposés et tout tiers autorisés par TDF, à accéder aux biens loués à tout moment.

Le Bailleur accorde en outre à TDF, un droit de passage, sur les terrains qui lui appartiennent et non loués à TDF, en aérien ou en sous-sol, des câbles, gaines, chemins de câble, lignes et fourreaux nécessaires à l'arrivée de l'énergie électrique et aux connexions du Site de TDF (y compris Fibre optique), aux réseaux filaires de communications électroniques présents sur le domaine public à proximité des biens loués.

Le Bailleur fait bénéficier TDF des servitudes éventuelles dont lui-même est bénéficiaire. Si ces servitudes n'existent pas, TDF pourra demander au Bailleur d'exercer son droit à servitude, notamment de passage.

TDF s'engage à construire le site en bordure de la voie publique, en absence de contraintes techniques particulières.

ARTICLE 14. ASSURANCES

Le Bailleur assure les biens loués et est couvert par une assurance "responsabilité civile".

Le Bailleur maintiendra ses assurances pendant toute la durée du bail.

TDF s'oblige à justifier au Bailleur, à première demande de celui-ci, d'une assurance en cours de validité garantissant sa responsabilité civile professionnelle au cas où celle-ci serait engagée.

Le Bailleur et ses assureurs renoncent à tout recours contre TDF, les mandataires de TDF et les assureurs des personnes précitées, au titre du présent bail, au-delà de 7.600.000 euros par sinistre et par an.

ARTICLE 15. DUREE

Le présent bail est consenti et accepté pour une durée de douze (12) années à compter de sa date de signature par les parties.

A l'expiration de cette période initiale, le présent bail est ensuite renouvelé dans les mêmes termes et aux mêmes conditions par périodes de même durée, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, douze (12) mois au moins avant la fin de la période contractuelle en cours.

ARTICLE 16. LOYER

16-1 Calcul du loyer

Le présent bail est consenti et accepté moyennant le versement d'un loyer annuel d'un montant de **deux mille cinq cent Euros (2 500 €) net**. Le bailleur déclare ne pas être assujéti à la TVA.

Si le Bailleur, en cours de bail, devait opter pour un assujettissement à la TVA, le montant net du loyer sera alors augmenté de la TVA en vigueur au jour où le loyer est exigible.

16-2 Modalités de paiement du loyer

Le Loyer est payable d'avance sur présentation d'un avis de sommes à payer établi par la perception dont dépend le Bailleur. Afin que le règlement puisse être effectué dans les meilleures conditions, l'avis de sommes à payer devra comporter les indications suivantes :

- Centre De Responsabilité (CDR) : PA42
- Code Activité : P102
- Code IG (Identifiant Géographique) du site : à définir

Les avis de sommes à payer sont à adresser à :

TDF
TSA 92002
59711 LILLE CEDEX 9

Le paiement est réalisé par virement à 60 jours à compter de la date de réception de l'avis de sommes à payer.

Le virement est réalisé sur le compte N° E6150000000, ouvert au Trésor Public de Flers, code établissement 30001, code guichet 00392, clé 53.

Le paiement du premier loyer est exigible dès la date de prise d'effet du présent bail. Il est calculé prorata temporis depuis la date d'effet du bail jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

16-3 Révision du loyer

Le loyer est révisable à l'expiration de chaque année civile, sur la base de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE.

La première révision aura lieu le 1^{er} janvier de l'année n+1 et l'indice de référence est l'ICC du 2^{ème} trimestre de l'année n (année de signature du bail).

Pour chaque révision à intervenir, cet indice sera comparé à celui du même trimestre de l'année suivante, lequel servira lui-même de base de comparaison pour le rajustement suivant et ainsi de suite.

En fonction de la variation de l'ICC, la révision s'effectuera de la manière suivante :

- si la variation annuelle de l'ICC est comprise entre 0 % et 2 %, le loyer sera augmenté conformément à la variation de l'indice ;
- si la variation annuelle de l'ICC est négative, le loyer ne subira pas de baisse et restera identique au loyer de l'année précédente ;
- si la variation annuelle de l'ICC est supérieure à 2 %, le montant du loyer sera forfaitairement réévalué de 2 %.

Si l'indice choisi cessait d'être publié ou ne pouvait être appliqué pour quelque cause que ce soit, le réajustement se ferait sur la base de l'indice de remplacement qui serait alors publié, avec application, le cas échéant, du coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où aucun indice de remplacement ne serait publié, les Parties conviennent de lui substituer un indice choisi d'un commun accord entre elles.

A défaut d'accord entre les Parties, l'indice de remplacement sera déterminé par un arbitre choisi par les Parties ou désigné, faute d'accord entre elles, par le juge des référés compétent, statuant sur requête de la Partie la plus diligente.

16-4 Période de Commercialisation

TDF prend à bail les lieux désigné à l'article 4 dans le but d'y construire un site radioélectrique accueillant des stations radioélectriques de ses clients. Au jour de la signature des présentes TDF ne dispose pas encore de client désirant s'installer sur le site.

Les parties conviennent expressément de conditions financières spécifiques et dérogatoire applicables pendant la période dite de commercialisation du site par TDF :

- Durant la période de commercialisation, les emplacements loués sont réservés au profit de TDF en contrepartie du paiement d'un loyer de **cinq cent Euros (500 €) net** par an, par dérogation au montant du loyer prévu à l'article 16-1 ci-dessus ;
- La période de commercialisation débute à la signature du bail et ne pourra s'étendre au-delà du terme du 36^{ème} mois du bail ;
- Durant cette période, les parties sont tenues de respecter l'ensemble des engagements prévus par le bail, à l'exception de clauses dérogatoires du présent article 16-4. Toutefois, TDF ne pourra mettre en œuvre les travaux d'installation et de mise en service du Site Radioélectrique ;
- Le Bailleur autorise expressément TDF à faire figurer les biens loués dans son catalogue de sites tout au long de la période de commercialisation ;
- TDF s'engage à faire ses meilleurs efforts pour commercialiser le site le plus rapidement possible ;
- TDF pourra à tout moment au cours de la période de commercialisation décider d'utiliser les biens loués pour y implanter un Site Radioélectrique. Dans ce cas, TDF notifiera au Bailleur par lettre recommandée avec accusé de réception sa décision de mettre fin à la période de commercialisation et précisera la date de début des travaux d'installation du Site Radioélectrique, date à partir de laquelle le Bailleur pourra facturer le loyer précisé à l'article 16-1. Dans ce cas, les sommes déjà versées au titre du loyer minoré de l'année en cours seront déduites par le Bailleur du montant du premier loyer du par TDF en vertu de l'article 16-1, et ce au prorata de l'année en cours ;
- A l'inverse, TDF pourra à tout moment au cours de la période de commercialisation renoncer à bénéficier des biens loués. Dans ce cas, TDF notifiera au Bailleur, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de résilier le bail. Par dérogation à l'article 19 ci-dessous, la résiliation se fait sans préavis. Dans ce cas, le montant du loyer minoré en cours versé restera acquis au Bailleur ;

- Au terme de la période de commercialisation de 36 mois, en l'absence d'action de TDF, le bail produira pleinement ses effets. En particulier le loyer sera celui fixé à l'article 16-1.

ARTICLE 17. IMPOTS ET TAXES

TDF s'engage à acquitter tous impôts et taxes habituellement à la charge des locataires.

ARTICLE 18. CLAUSE RESOLUTOIRE

En cas de refus de l'une des autorisations mentionnées à l'article 7, nécessaires à l'implantation et l'exploitation du Site radioélectrique, le présent bail pourra être résolu, de plein droit, à l'initiative de TDF. Dans cette hypothèse, le Bailleur conservera, à titre d'indemnité, le loyer versé par TDF au titre de la période courant jusqu'à la date de signification par TDF au Bailleur, par lettre recommandée adressée avec accusé de réception, de la réalisation de la clause résolutoire.

TDF procédera, s'il y a lieu, à la remise en état des biens loués.

ARTICLE 19. RESILIATION

Dans l'éventualité où TDF n'aurait plus l'utilité des biens loués, par suite de l'évolution des techniques ou pour toute autre cause, elle pourrait résilier le présent bail à tout moment, moyennant le respect d'un préavis de douze (12) mois signifié au Bailleur par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 20. OPPOSABILITE DU BAIL

En cas de mutation des biens loués, le Bailleur s'engage à informer de l'existence du bail et de l'existence des Aménagements et à communiquer le présent bail à tout cessionnaire, et à lui rendre opposable l'ensemble des dispositions qui y sont contenues.

ARTICLE 21. RESTITUTION DES BIENS LOUES

A la cessation du bail, pour quelque cause que ce soit, lesdits Aménagements devront être enlevés et les biens loués remis en leur état initial par TDF, sauf si un accord préalable entre les parties en décidait autrement.

ARTICLE 22. C.N.I.L

Conformément à la Loi « Informatique et Libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, il est précisé que le Bailleur peut obtenir communication des informations nominatives fournies dans le cadre des présentes et, le cas échéant, à en demander toutes rectifications à TDF. Ces informations sont exclusivement utilisées pour la gestion des baux.

ARTICLE 23. REGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent bail fera l'objet, préalablement à la saisine de la juridiction compétente, d'une recherche d'accord amiable entre les parties.

A défaut d'un accord dans un délai de 3 mois après la survenance d'un tel différend, le litige sera porté, à l'initiative de la partie la plus diligente, devant la juridiction compétente du lieu de situation des biens loués.

ARTICLE 24. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

Le Bailleur, à l'adresse indiquée en tête des présentes
TDF, à Saint-Contest, sis 6 rue de la Tour 14280 SAINT-CONTEST

Toute notification à effectuer dans le cadre des présentes sera faite par écrit aux adresses susvisées.

ARTICLE 25. COORDONNEES DU BAILLEUR

Pour faciliter les échanges relatifs au présent bail

Nom(s) : Yves GOASDOUE
Courriel(s) :
Tél : 02 33 64 66 00

Coordonnées (mail + tél) de la perception dont dépend le Bailleur :
Trésor Public
67 rue de la Géroudière – 61100 FLERS
02 33 62 14 50

Fait en deux exemplaires originaux,

A FLERS

Le 14 AVR. 2017

Le Bailleur

Le Maire,

Yves GOASDOUE



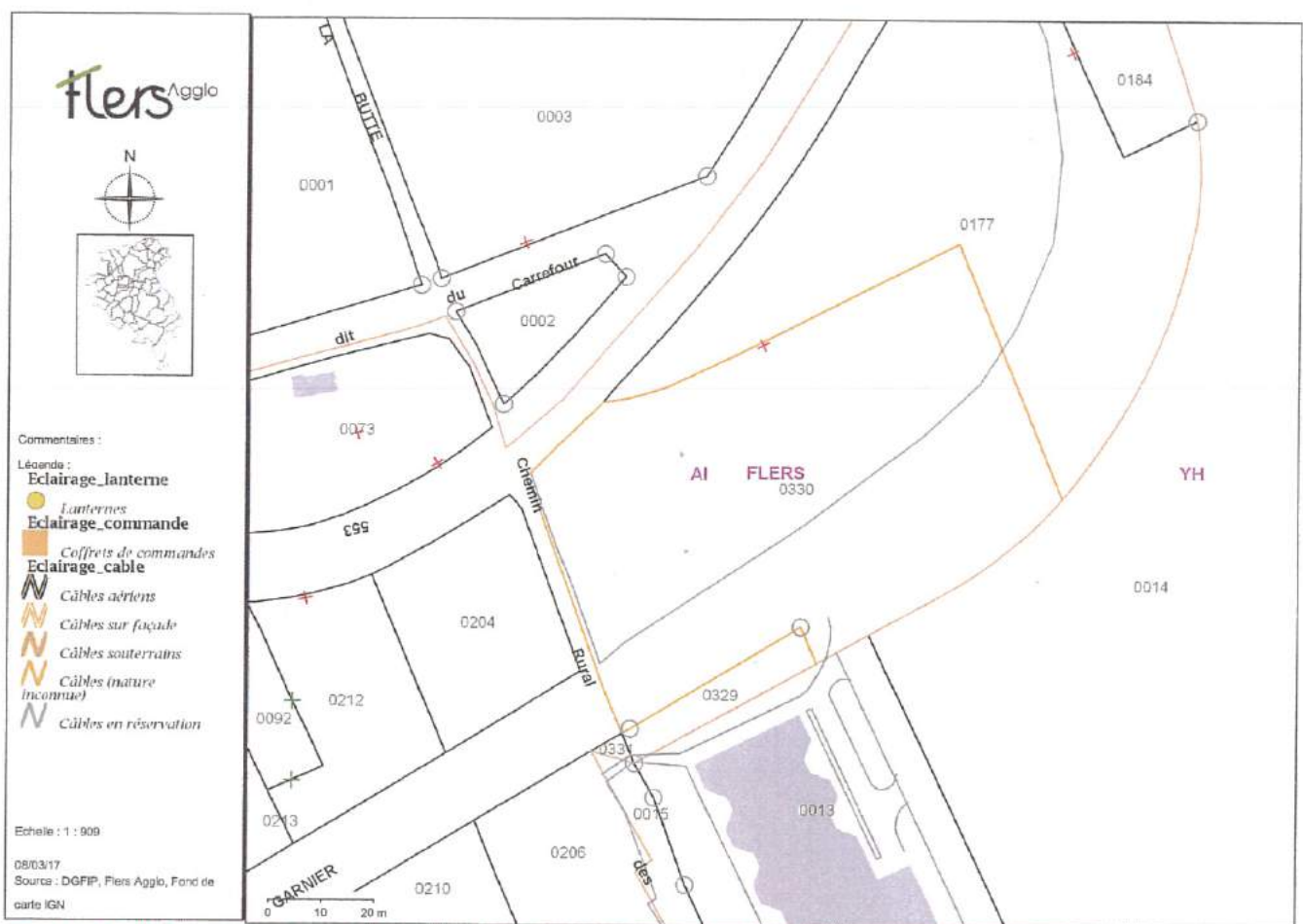
A st Contest
Le 07 avril 2017

TDF

TDF - DIRECTION DU PATRIMOINE
F. MAGREZ
Parc Normandie Pays de la Loire
6, rue de la Tour
14280 ST CONTEST

ANNEXE 1

PLAN DE SITUATION DES BIENS LOUES



TRES IMPORTANT : Renseignements communiqués à titre indicatif, Emplacement exact des ouvrages non apparents à déterminer sur place par sondage manuel.

ANNEXE 2

CONDITIONS D'ACCES AUX BIENS LOUES

Le bailleur accorde à TDF un droit de passage sur la (les) parcelle(s), cadastrée(s) section A1 n°330 sur la commune de Flers dont il est propriétaire et permettant l'accès aux biens loués.

De même, il fera bénéficier TDF des servitudes éventuelles dont lui-même est bénéficiaire.

Si ces servitudes n'existent pas, TDF demandera au bailleur du fonds enclavé, objet du présent bail, d'exercer son droit à la servitude de passage.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-439	8.8	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

LUTTE CONTRE LES RAGONDINS
ADHESION A LA FEDERATION DEPARTEMENTALE DES GROUPEMENTS
DE DEFENSE CONTRE LES ORGANISMES NUISIBLES

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSÉN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants		Mandataires		Questions
Serge	HAMEL	Sonia	LAFAY	Ensemble de la séance
Christiane	PERRET	Irène	COJEAN	
Mathieu	HELLOUIN	Anne-Marie	MORIN	
Richard	RIHOUEY	Charles-Henri	GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSÉN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF
En exercice : 33
Quorum : 17

Questions	Présents	Votants
433 à 439	25	29
440 à 444	26	29
445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-439	8.8	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question
présenté par	HABITAT PATRIMOINE COMMUNAL DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE		16	14.03.17	3
Josette BONNEL					
Maire-Adjoint	C O N S E I L	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre 7
					N° délibération 2017-439

OBJET	LUTTE CONTRE LES RAGONDINS – ADHESION A LA FEDERATION DEPARTEMENTALE DES GROUPEMENTS DE DEFENSE CONTRE LES ORGANISMES NUISIBLES
--------------	---

FG/VV

Chers Collègues,

La présence de nombreux ragondins notamment aux abords des pièces d'eau du parc du château de Flers nous a été rapportée.

La lutte contre cette espèce nuisible est spécifique, elle n'est pas prévue dans l'actuel contrat de dératisation avec la société « Normandie dératisation ».

Plusieurs méthodes de lutte contre ce rongeur sont néanmoins envisageables. Elles doivent être coordonnées par la FDGDON (Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles) selon l'arrêté interministériel du 6 avril 2007 et l'arrêté préfectoral NOR 2340-16-00745 du 7 juillet 2016.

Vous trouverez en annexe les actions menées par la fédération.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - **AUTORISER** l'adhésion de la Ville de Flers à la FDGDON.
- 2 - **APPROUVER** le montant de la cotisation annuelle 2017 fixée à 1 056,50 €.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,
Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-439-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017



76 chemin de Maures
61000 ALENCON

N° Siret : 78093233100033
N.A.F : 9499Z
Téléphone : 02.33.26.58.33
Mobile : 06.27.28.14.27
Email : fdgdon.61@orange.fr
IBAN : FR76 1660 6533 6101 0468 6511 138
BIC : AGRIFRPP866

Annexe à la délibération du C.M. 21
n° h39 en date du 27/03/2017

MAIRIE FLERS
Avenue du Château



61100 FLERS

Le Maire,

Yves GOASDOUE

DATE	N° ADHERENT
10/01/17	61169

Appel d'Adhésion 2017 N° BADH17110

Référence	Désignation	Qté	Px unitaire	Montant
ADH001	Cotisation à l'hectare (S.A.U)	1 605	0,14	224,70
ADH002	Cotisation par habitant	16 636	0,05	831,80

Total Adhésion
1 056,50

Les informations recueillies sont nécessaires pour votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat du syndicat professionnel. En application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux Informations qui vous concernent.

Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à :

FDGDON 02.33.80.38.22



les actions menées par votre Fédération

Ragondins et Rats Musqués : plusieurs méthodes de lutte possibles

- le piégeage toute l'année cynégétique à l'aide de cages pièges ;
- **le tir toute l'année cynégétique, uniquement de jour et pour toute personne titulaire d'un permis de chasser visé et validé ;**
- **le déterrage toute l'année avec ou sans chien.**

La Fédération est chargée de coordonner toutes les luttas (Arrêté Interministériel du 6/4/2007).

Elle assure le Suivi des Populations de Ragondins et de Rats Musqués :

- deux sites sont piégés sur le bassin versant de la Risle depuis le Printemps 2007 ;
- un autre site sur le bassin versant de l'Iton depuis l'Automne 2013 ;
- deux nouveaux sites sur les bassins versants de l'Âvre et de la Charentonne depuis cet automne.

Campagne 2016/2017 : une lutte collective intensive par piégeage, démarrée début Décembre pour une période de huit semaines, est toujours en cours sur les bassins versants de l'Âvre et de la Charentonne ; elle sera complétée par une lutte de suivi et d'entretien (avec un dispositif allégé) pour le restant de la saison.

Ce type d'action va être progressivement étendu à tous les bassins versants du Département.

La FDGDON informe les piégeurs sur la réglementation, remet les imprimés nécessaires, effectue des démonstrations et donne des conseils techniques ; elle rétrocède, centralise les commandes et livre des cages pièges : **19 en 2016 soit plus de 780 cages pièges rétrocédées depuis 1994.**

Depuis 2005, la Fédération offre aux communes et aux GDONs adhérents (après signature d'une Convention) la possibilité d'un prêt de cages pièges (une ou deux entrées) pendant une période de trois mois renouvelable. **Au total 309 Boîtes actuellement en prêt sur le terrain.**

Depuis la Saison 2002/2003, une prime financée par le Conseil Départemental de l'Orne est proposée pour la régulation de ces deux rongeurs aquatiques, sur présentation des témoins de capture (queues).

13 006 queues collectées (10 541 Ragondins et 2 465 Rats Musqués) lors de la Saison 2015/2016 ; 220 piégeurs ont régulé ces deux espèces sur le territoire de 189 communes.

Saison 2016/2017 : son montant s'élève à 2,00 € la queue avec les mêmes conditions d'attribution que la saison dernière ; seuls les piégeurs agissant sur le territoire des communes adhérentes à la FDGDON en 2016 pourront en bénéficier.

Dératisation : la Fédération apporte des conseils techniques et rétrocède des produits de dératisation aux Groupements et aux communes adhérentes. **1 021 kg en 2015 & 809 kg en 2016.**

La Fédération vous propose une gamme de produits raticides - voir Bon de commande 2017 spécifique joint.

Oiseaux : Étourneaux : pour être plus efficace il faut intervenir très rapidement : c'est pourquoi vous devez contacter la FDGDON dès qu'un rassemblement d'oiseaux (dortoir) se constitue.

Situation de l'hiver 2015/2016 : toujours assez calme, plusieurs petits dortoirs signalés sur la commune d'Alençon ; plusieurs voliers observés dans différents secteurs du département.

La Fédération propose des solutions techniques à ces problèmes en louant différents matériels : canons Tonnfort n° 5, Pistolets d'alarme + fusées.

Corvidés et Pigeons : la FDGDON conseille et rétrocède également différents types de cages selon les espèces concernées.

Taupes : Il ne reste plus actuellement que le piégeage comme méthode de lutte légale.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-440	2.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

PLUI (14 COMMUNES)
MODIFICATION N° 1
AVIS AVANT APPROBATION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATé, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSÉN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane PERRET	Irène COJEAN	
	Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSÉN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	433 à 439	25	29
	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-440	2.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Josette BONNEL Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	HABITAT PATRIMOINE COMMUNAL DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE		16	14.03.17	4	
	C O N S E I L	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre 8	N° délibération 2017-440

OBJET	PLUI (14 COMMUNES) – MODIFICATION N° 1 – AVIS AVANT APPROBATION
-------	---

SDC/VV

Chers Collègues,

Par arrêté n° 16 A 108 du 3 novembre 2016, le Président de Flers Agglo a ouvert l'enquête publique portant sur la modification n° 1 du PLUI qui concerne 14 communes de la Communauté.

L'enquête s'est déroulée du 21 novembre 2016 au 23 décembre 2016.

Cette première modification du document avait pour objectif de :

- Tenir compte d'erreurs de rédaction ou faire évoluer certains articles au regard de difficultés rencontrées lors de l'instruction des autorisations du droit des sols.
- Prendre en compte la nouvelle rédaction du livre I du code de l'urbanisme suite à l'ordonnance 2015-1174 du 23 septembre 2015.
- Modifier l'Orientation d'Aménagement et de Programmation de la zone 1AU du Bisson sur Caligny
- Modifier l'Orientation d'Aménagement et de Programmation à la Sellerie sur Cerisy Belle Etoile
- Mettre à jour des emplacements réservés en fonction de l'état d'avancement des projets.
- Identifier certains bâtiments qui ont été omis lors de l'élaboration du PLUI au titre des articles L 151-19 ou L 151-11 du code de l'Urbanisme.
- Modifier certaines limites de zone pour tenir compte de limite de propriété ou d'implantation de bâtiment.
- Identifier des haies qui ont été omises au titre de l'article L 151-23 du code de l'Urbanisme et supprimer certaines haies qui n'ont pas d'intérêt écologique.
- Modifier des limites de zones Ah et Nh pour permettre des extensions ou la construction d'annexes.
- Modifier des limites de zones Ah en Ahc (ou inversement) pour tenir compte de la réalisation de construction dans des dents creuses ou de dents creuses non identifiées lors de l'élaboration du PLUI.
- Modifier des destinations de zones économiques pour clarifier la vocation de ces zones entre commerce, artisanat, bureaux et industries.

La modification a été mise en œuvre conformément aux articles L 153-36 à L 153-44 et R 123-20 et R 123-21 du Code de l'Urbanisme.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-440	2.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

Conformément à l'Article L 5211-57 du CGCT qui dispose que « *Les décisions du conseil d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal de cette commune. S'il n'a pas été rendu dans le délai de trois mois à compter de la transmission du projet de la communauté, l'avis est réputé favorable. Lorsque cet avis est défavorable, la décision est prise à la majorité des deux tiers des membres du conseil de l'établissement public de coopération intercommunale.* »

Considérant que suite à l'enquête publique et à la consultation des personnes publiques associées des modifications sont apportées sur les communes de Caligny, Montilly sur Noireau, la Selle la Forge et Flers il a été demandé aux conseils municipaux de ces communes d'émettre leur avis.

La modification du PLUI envisageait de reclasser les parcelles AH 68 et 69 au Bas Filtroquet de UD en N.

Or, l'accord des propriétaires a été obtenu pour une cession de terrain permettant un élargissement de la voie. De plus, Flers Agglo s'est engagée à prendre en charge les frais d'extension du réseau électrique et les frais de branchement de moins de 100 m en eau potable seront mis à la charge du pétitionnaire (conformément à l'article L 332-15 du Code de l'Urbanisme).

La Ville de Flers aura donc à sa charge les frais d'arrachage de la haie basse, de reprise du chemin pour permettre l'élargissement du chemin.

Ainsi dans ces conditions, les deux parcelles pourront être viabilisées pour être cédées pour la construction d'une habitation. Le zonage est ainsi conservé en UD.

Par ailleurs, le conseil municipal de Flers souhaite que l'article 1AU 11 soit modifié comme suit : « *La hauteur totale ne doit pas dépasser 1,50 m. Néanmoins, toutes les clôtures peuvent comporter des piliers dont la hauteur est limitée à 1,80 m. Une hauteur différente peut être autorisée, **pour les activités et pour la restauration d'une clôture existante ou pour permettre le prolongement ou le raccordement à une clôture existante*** ».

Cette demande est formulée pour tenir compte des besoins différenciés pour les projets liés à des activités (et non de l'habitation) en zone 1AU.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

APPROUVER

le projet de modification n° 1 du PLUI avec la prise en compte des remarques susvisées.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-440-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	27.03.17	2017-441	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

**SUBVENTIONS 2017
CULTURE
ATTRIBUTIONS**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointes : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSÉN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane PERRET	Irène COJEAN	
	Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSÉN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	433 à 439	25	29
Quorum : 17	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-441	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Michèle POLVE Conseillère déléguée	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	HABITAT PATRIMOINE COMMUNAL DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE		16	14.03.17	6	
	GESTION FINANCIERE		16	15.03.17	11	
	CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
					9	2017-441

OBJET	SUBVENTIONS 2017 – CULTURE - ATTRIBUTIONS
--------------	---

CM/ED/VV

Chers Collègues

Concernant les demandes de subvention 2017 des associations, les services ont partagé l'instruction des dossiers déposés auprès de la Ville de Flers.

Le tableau joint indique ainsi les demandes de subvention des associations dont les activités et les projets entrent dans le champ de la culture en tenant compte de la délibération du 24 novembre 2016 de Flers Agglo redéfinissant l'intérêt communautaire en matière culturelle. L'instruction des dossiers est assurée par la direction Culture.

Le tableau rappelle pour mémoire les sommes votées les trois années précédentes pour chacune des structures, ainsi que les termes des conventions de financement en cours quant au calendrier et aux conditions des versements.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - ARRETER** la liste et le montant des subventions municipales pour 2017.
- 2 - PROCEDER** au versement des subventions aux associations.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-441-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017

Annexe à la délibération 2017-441
du CM 21 du 27 mars 2017



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Structure porteuse	Intitulé de l'action	Ville de Fiers - Direction culturelle					Remarques
		Subventions accordées en 2014	Subventions accordées en 2015	Subventions accordées en 2016	Subventions demandées pour 2017	Subventions votées	
2Angles	convention Relais Culturel Régional	9 500 €	9 500 €	11 300 €	11 300 €	18 260 €	subvention exceptionnelle votée en 2016 (délibération n° 332 du 20.06.2016)
	subvention exceptionnelle			6 960 €	6 960 €		
Les Amis du Musée	soutien aux actions du Musée et enrichissement des collections		800 €	800 €	800 €	800 €	
Atelier 7	Ateliers de danse, chants...	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	
Les Peintres du Bocage	fonctionnement	610 €	610 €	610 €	950 €	610 €	pour le 60ème anniversaire de l'association
	action spécifique				2 800 €	2 800 €	
Le Pays Bas-Normand	fonctionnement	120 €	120 €	120 €	120 €	120 €	édition d'un ouvrage
	action spécifique			1 000 €	1 000 €	1 000 €	
Union philatélique	promouvoir la philatélie et la collection	200 €	200 €	200 €	0 €	0 €	arrêt de l'association
	salaires direction	60 000 €	60 000 €	120 000 €	120 000 €	120 000 €	
MJC	fonctionnement	60 000 €	60 000 €				aménagement d'une cuisine et d'une terrasse
	action spécifique	0 €	400 €	0 €	0 €	0 €	
Oxyjeunes	activités culturelles	0 €	6 000 €	10 000 €	11 000 €	10 000 €	
La Petite A	fonctionnement	13 000 €	13 000 €	13 000 €	13 000 €	13 000 €	renovation et réfection de l'entrée, mise aux normes
	travaux	0 €	0 €	0 €		3 000 €	
De Facto (pour la Compagnie Alter Session - danse)	biennale photo	1 400 €	0 €	1 200 €		1 200 €	pour effectuer une résidence danse fin juin dans la salle M Louantier Le relais culturel 2angles a pour mission d'organiser des résidences danse
	fonctionnement				3 000 €	0 €	
MACAO	Ciné Filou	146 630 €	151 630 €	166 190 €	171 930 €	173 890 €	

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	27.03.17	2017-442	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

MUSEE DU CHATEAU DE FLERS
DEMANDE DE SUBVENTION A LA DRAC ET A LA REGION
POUR LA RESTAURATION D'ŒUVRES

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointes : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane PERRET	Irène COJEAN	
	Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	433 à 439	25	29
Quorum : 17	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-442	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Michèle POLVE Conseillère déléguée	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	HABITAT PATRIMOINE COMMUNAL DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE		16	14.03.17	7	
	CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
					10	2017-442

OBJET	MUSEE DU CHATEAU DE FLERS - DEMANDE DE SUBVENTION A LA DRAC ET A LA REGION POUR LA RESTAURATION D'ŒUVRES
-------	---

CMD/VV

Chers Collègues,

La conservation du patrimoine est l'une des missions principales d'un musée. L'équipe du musée du château de Flers est engagée dans une chaîne opératoire appelée « chantier des collections » qui permet d'enregistrer toutes les pièces du musée, de vérifier l'état sanitaire des collections et d'améliorer leurs conditions de conservation.

Ainsi, des procédures de conservation préventive sont mises en place, permettant d'éviter les risques de dégradation (stockage, rangement, amélioration du climat...). Pour certains objets, une action directe de restauration est réalisée, quand cela est possible, au sein du musée (petit nettoyage). Pour d'autres, l'intervention d'un restaurateur agréé par le ministère de la culture est indispensable.

Conformément à la loi « musée » du 4 janvier 2002, chaque dossier de restauration proposé par le Musée du Château de Flers est présenté devant la Commission Scientifique Régionale de restauration des Musées de France dans le but de valider les propositions de restauration (procédures, produits utilisés, restaurateur choisi). Chaque dossier validé par la Commission peut prétendre à l'obtention de subvention de la part de la DRAC ou de la Région, au titre du FRAR (Fonds Régional d'Acquisition et de Restauration).

Pour l'année 2017, l'équipe du musée a sélectionné une liste d'œuvres dont l'état justifie une intervention de restauration avant présentation au public dans le cadre de la saison 2017 d'ouverture du musée du château. Cette liste est présentée en annexe.

Pour ces interventions, des devis ont été demandés à des restaurateurs agréés par l'Etat ; un choix sera réalisé parmi cette liste afin de prioriser les restaurations et de rester dans l'enveloppe qui aura été allouée au musée sur le budget 2017 pour cet objet.

Aussi vous est-il proposé d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer toute demande de subvention à la DRAC et à la Région au titre du FRAR et au taux le plus élevé possible pour l'ensemble des dossiers de restauration ayant reçu un avis favorable devant la Commission Scientifique Régionale de restauration des Musées de France.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-442	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER

Monsieur le Maire ou son représentant à engager toute démarche et signer toute pièce relative à ces demandes de subvention.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-442-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017



Demandes de devis pour bichonnage et restauration 2017

1 / Restauration de cadres 2017:

A / Devis demandés dans le cadre de l'exposition « Lumière » :

- Díaz de la Pena, *Ciel d'orage*, N°inv. :1945.1.7
- Jean-Victor Schnetz, *Moine en prière*, N° inv. : 2014.1.1
- Vincent Courdouan, *Vue d'une calanque*, N° inv. : 1919.1.7
- Paul Edouard Crebassa, *Cabaret*, N°inv. :1997.2.24
- Charles landelle, *Lydie*, N°inv. : 1904.1.18
- Emile Claus, *Glaneuse*, N°inv. :1919.1.215

2 / Bichonnage et restauration de tableaux 2017 :

A / Devis demandés dans le cadre de l'exposition « Lumière » :

- Díaz de la Pena, *Ciel d'orage*, N°inv. :1945.1.7
- Charles landelle, *Lydie*, N°inv. : 1904.1.18
- Paul-Albert Girard, *Petit étang du parc de Flers*, N°inv. : 1952.1.6
- Ecole française 17^{ème} siècle, *Portrait de femme époque louis 13*, N°inv. : 1919.1.17
- Ecole française 19^{ème} siècle, *Laissez venir à moi les petits enfants*, N° Inv. : 1919.1.303
- Emile Claus, *Glaneuse*, N°inv. :1919.1.215

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	27.03.17	2017-443	1.4	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

**FESTIVAL LES BICHOISERIES
CONVENTION TRIPARTITE TRIENNALE**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane PERRET	Irène COJEAN	
	Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	433 à 439	25	29
Quorum : 17	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-443	1.4	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Michèle POLVE Conseillère déléguée	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	HABITAT PATRIMOINE COMMUNAL DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE		16	14.03.17	8	
	CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
					11	2017-443

OBJET	FESTIVAL LES BICHOISERIES – CONVENTION TRIPARTITE TRIENNALE
-------	---

ED/CMD

Chers collègues,

Dans le cadre de sa politique d'animation et promotion du Mont de Cerisy, Flers Agglo s'associe à la Ville de Flers pour accompagner l'organisation du festival « Les Bichoiserie » sur le Mont.

Ce festival de musiques actuelles annuel est organisé par l'association MAFIO'ZIK. Deux soirées de concerts et un après-midi consacré aux arts de rue sont proposés.

Flers Agglo intervient au titre :

- de la promotion de son territoire et de son attractivité
- du soutien aux associations œuvrant dans le champ de la diffusion et de la pratique amateur de la musique et du chant, notamment les musiques actuelles
- de la valorisation de son site d'intérêt communautaire : le Mont de Cerisy.

Il convient par conséquent de définir les conditions d'intervention des services de la Ville de Flers, qui viennent en appui de l'association dans la mise en œuvre de cette manifestation. Il vous est donc proposé d'autoriser la signature d'une convention ayant pour objet de déterminer la répartition des charges techniques, administratives et financières, ainsi que les responsabilités liées à l'organisation dudit festival.

Cette convention fait suite à une précédente convention triennale qui a été évaluée et a donné lieu à des améliorations à la satisfaction des collectivités et de l'association.

Les principaux points abordés dans la convention triennale sont les suivants :

- le stockage du matériel
- la mise à disposition des moyens mobiliers et immobiliers
- la réalisation de prestations techniques par les services de la Ville et Flers Agglo
- les engagements et obligations relatifs à la circulation, à la propreté des lieux, à la sécurité et à la démarche de développement durable.

VOS
RVA E 0

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-443	1.4	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention des éditions 2017, 2018 et 2019 avec Flers Agglo et l'association Mafio'Zik selon les modalités définies ci-dessus.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-443-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017

**FESTIVAL « LES BICHOISERIES »
SUR LE MONT DE CERISY
Editions 2017 – 2018 - 2019**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Flers Agglo, représentée par son Vice-Président, Vincent BEAUMONT, agissant en vertu de la délibération n° 2017-124 du 6 avril 2017,

Et

La Ville de Flers, représentée par son Maire, Yves GOASDOUE, agissant en vertu de la délibération n° 2017-443 du 27 mars 2017,

Et

L'Association MAFIO'ZIK, représentée par son Président, Grégory PRINGAULT, agissant en vertu d'une décision de l'assemblée générale du 22 octobre 2016,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Flers Agglo et la Ville de Flers accompagnent le projet d'organisation des Bichoiserias au Mont de Cerisy.

Flers Agglo et la Ville de Flers s'associent donc à cette manifestation dans les conditions décrites dans la présente convention.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer la répartition des charges techniques, administratives et financières, ainsi que les responsabilités y afférentes, incombant à l'organisation du festival Les Bichoiserias.

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour les éditions 2017, 2018 et 2019 de la manifestation.

Les éditions ultérieures de la manifestation pourront donner lieu à d'autres modalités de partenariat.

ARTICLE 3 : OBJECTIF DE LA COLLABORATION

L'objectif poursuivi est d'accueillir les participants du festival Les Bichoiserie dans les meilleures conditions possibles pour les personnes et pour le site (respect de l'environnement, promotion des équipements).

ARTICLE 4 : MODALITÉS PRÉALABLES À L'ORGANISATION DE LA MANIFESTATION

Flers Agglo met gracieusement à disposition de MAFIO'ZIK le bâtiment agricole, d'une superficie d'environ 120 m², situé sur la parcelle cadastrée G387, sur le Mont de Cerisy, à Cerisy-Belle-Etoile (cf décision n° D667 du 11 juin 2012).

Un état des lieux sera réalisé à l'entrée de MAFIO'ZIK dans le bâtiment, ainsi qu'à sa sortie.

MAFIO'ZIK utilisera ce local comme atelier et pour stocker son matériel.

MAFIO'ZIK se chargera d'assurer le bâtiment (l'attestation d'assurance sera adressée à Flers Agglo avant la date d'entrée dans les locaux).

Tout changement (rénovation, amélioration,...) apporté au bâtiment ne pourra se faire qu'avec l'accord de Flers Agglo. Suite à cet accord, l'association pourra entreprendre de réaliser les travaux à sa charge.

Le bâtiment sera rendu par MAFIO'ZIK à la collectivité dans son état initial amendé des modifications apportées par l'association et autorisées par Flers Agglo. Les dégradations causées par MAFIO'ZIK seront à la charge de celle-ci.

Des projets de la collectivité devant se réaliser courant 2017 sur des bâtiments du Mont de Cerisy, cette mise à disposition sera revue en cours de convention.

ARTICLE 5 : DÉROULEMENT DE LA MANIFESTATION (2017-2018-2019)

5.1 : Mises à disposition des moyens mobiliers et immobiliers

5.1.1 – Par Flers Agglo

Flers Agglo s'engage à mettre le matériel figurant à l'annexe 2 à disposition de l'association, sauf pour les cas de force majeure qui seraient communiqués le cas échéant à l'association au plus tard le 1^{er} juin.

L'entretien et le nettoyage des terrains et des locaux mis à disposition du festival seront à la charge et sous la responsabilité de MAFIO'ZIK pendant le week-end.

Cette mise à disposition est consentie du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2019.

L'association s'engage à rendre les terrains et les locaux dans l'état de propreté initial, conformément à l'état des lieux entrant.

Pour l'ensemble de ces mises à disposition, l'eau potable sera facturée par Flers Agglo (budget annexe) à Mafiozik, par contre l'électricité sera prise en charge dans le budget du Mont de Cerisy par Flers Agglo.

Le plan des terrains mis à disposition est annexé à la présente convention (annexe 1).

5.1.2 – Par la Ville de Flers

La Ville de Flers s'engage à mettre le matériel figurant à l'annexe 2 à disposition de l'association, sauf pour les cas de force majeure qui seraient communiqués le cas échéant à l'association au plus tard le 1^{er} juin.

Ce matériel devra être restitué au plus tard le mardi suivant la manifestation. Tout matériel dégradé sera remplacé ou remboursé par MAFIO'ZIK.

5.2 : Réalisation de prestations techniques

5.2.1 – Equipe Arts de la scène

Un agent de l'équipe Arts de la Scène sera mis à disposition du jeudi précédant la manifestation au dimanche (lendemain de la manifestation) pour le montage, la mise en service et le démontage du matériel scénique. Le planning de cet agent sur la période de mise à disposition et les tâches qui lui seront confiées par l'association devront être validés par le régisseur de l'équipe Arts de la Scène.

5.2.2 – Services Techniques

La Ville de Flers s'engage à :

- assurer l'acheminement des grilles HERAS, plots, brides, pattes anti-levage, prêtées par Flers Agglo qui devront être présentes sur le site au plus tard le vendredi précédant le week-end de la manifestation (j-8)
- prêter trois chalets et à les acheminer dès que possible sur le site
- démonter les barrières à partir du lundi suivant la manifestation, en mettant à disposition le personnel et le matériel de manutention nécessaire.

D'autre part, la semaine précédant le festival, deux agents du service électricité seront également mis à disposition, pour le montage et le démontage du matériel électrique. A ce titre, ils se chargeront, entre autre, de la pose et de la dépose des éclairages sur le site.

Flers Agglo s'engage à :

- mettre à disposition l'agent du Mont de Cerisy la semaine précédant le festival et pendant la durée du festival (réfèrent du site pour répondre aux sollicitations de l'association).

Les agents de la Direction Eau et Assainissement mettront en place une bache souple pour l'assainissement, effectueront la mise en service de 3 robinets « col de cygne » de fourniture d'eau potable le vendredi précédant la manifestation au plus tard (une journée complète pour deux agents avec une tractopelle et un camion pour le montage et une demi-journée pour le démontage).

5.2.3 – L'association

Les membres de MAFIO'ZIK s'engagent à monter les barrières HERAS le week-end précédant la manifestation en prenant en compte, pour l'ordre de montage, que le site sera accessible aux visiteurs. Des panneaux d'information seront alors apposés pour prévenir le public.

5.2.4 - Sécurité

Le plan de sécurité relatif à la protection incendie et à la circulation est élaboré par le Responsable Unique de Sécurité de MAFIO'ZIK en lien avec les services de l'Etat.

Flers Agglo s'engage à étudier les aménagements nécessaires à la mise en œuvre de ce plan de sécurité et à les réaliser à ses frais sous réserve de validation par le conseil communautaire ou l'élue référent du site selon l'importance de l'aménagement.

Sécurité incendie : MAFIO'ZIK se charge de la fourniture des extincteurs et des liaisons téléphoniques sous son entière responsabilité, et assure leur maintenance.

Sécurité matérielle : dans le cadre de l'aide à l'installation des barrières décrite ci-dessus à l'article 5.2.3, les agents des collectivités interviennent sous la responsabilité de MAFIO'ZIK.

MAFIO'ZIK se charge de demander et d'assurer la visite de sécurité nécessaire à ce type de manifestation.

5.2.5 – Circulation

L'association s'engage à mettre en place un plan de circulation interne sur le Mont de Cerisy, qui sera soumis à Flers Agglo et à la mairie de Cerisy-Belle-Etoile.

5.2.6 – Propreté des lieux

La collecte des ordures ménagères sur le lieu du festival et aux abords est de la responsabilité de MAFIO'ZIK qui fera son affaire du stockage et de l'enlèvement.

5.3 : Réalisation de diverses prestations

5.3.1 – Démarche de développement durable

MAFIO'ZIK s'engage à s'inscrire dans une démarche de développement durable dans l'organisation du festival. Au minimum, les actions suivantes seront mises en place :

- distribution de sacs poubelle à chaque véhicule
- utilisation de verres recyclables
- installation de toilettes sèches
- mise en place d'un système *presto* sur les arrivées d'eau
- mise en place du tri sélectif

5.4 : Soutien financier à la manifestation

Considérant le lieu de la manifestation et son rayonnement sur le territoire, Flers Agglo s'engage à soutenir financièrement l'association pour l'organisation du festival des Bichoiserie via une subvention.

L'association devra, avant le 31 décembre de l'année suivante, déposer un dossier de demande de subvention. La somme sollicitée sera ensuite soumise à la décision de l'organe délibérant.

ARTICLE 6 : SUITES DE LA MANIFESTATION

6.1 : Démontage et rangements

Le Mont de Cerisy et ses abords doivent être nettoyés et remis en état dans la semaine qui suit le festival.

L'association se charge du nettoyage et du rangement ou de l'évacuation de son propre matériel et de celui prêté par les collectivités.

Les collectivités se chargent du transport du matériel, du démontage des installations électriques, des barrières de police, des barrières HERAS et des réseaux provisoires, avec l'aide de bénévoles de l'association.

6.2 : Evaluation

MAFIOZIK s'engage à fournir aux deux collectivités les éléments d'information nécessaires à l'évaluation qualitative et quantitative du festival.

ARTICLE 7 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

La gratuité des mises à disposition accordées par les collectivités, ne comprend pas :

- le gardiennage des installations et autres terrains
- la collecte des ordures ménagères
- les consommables comme l'eau (cf article 5.1.1)

MAFIO'ZIK établira un budget prévisionnel ainsi qu'un bilan financier de la manifestation qui comprendra toutes les dépenses générées par cette manifestation, y compris les prestations réalisées par Flers Agglo et la Ville de Flers facturées à MAFIO'ZIK et toutes les recettes de cette manifestation. Le bilan devra faire apparaître un compte de résultat.

Flers Agglo et la Ville de Flers établiront un bilan financier qui indiquera l'ensemble des dépenses supportées par chacune des collectivités et en recettes les prestations ayant fait l'objet d'une facturation à l'association, à l'exception des consommations d'eau et des redevances d'assainissement, qui relèvent de budgets annexes.

Si le résultat comptable de la manifestation s'avérait être négatif, celui-ci ne saurait être couvert en totalité ou partie par une subvention d'équilibre de Flers Agglo ou de la Ville de Flers.

ARTICLE 8 : COORDINATION ET ANIMATION DU PROJET

Flers Agglo et la Ville de Flers désignent deux référents pour assurer la mission de coordination et d'animation du projet : Mesdames Elodie DUBOIS et Stéphanie LEGROS-MARGUERITTE. A ce titre, ils sont chargés de centraliser toutes les demandes techniques et administratives qui concernent ce projet.

MAFIO'ZIK confie à Messieurs Grégory PRINGAULT, Yannick MONTEMBault et Arnaud LACY la mission de coordination et d'animation technique, avec Flers Agglo et la Ville de Flers, du projet avant l'ouverture du festival.

MAFIO'ZIK confie à Messieurs Grégory PRINGAULT, Yannick MONTEMBault et Arnaud LACY la mission d'assistance, de conseil et de collaboration avec les collectivités pendant le festival.

A ce titre, ils participent conjointement à l'ensemble des missions définies.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

MAFIO'ZIK assure selon les principes de droit commun :

- sa propre responsabilité civile en tant qu'organisateur de la manifestation pour tous les dommages susceptibles d'être causés aux tiers du fait de l'organisation de la manifestation
- ses propres biens et matériels
- les risques locatifs à la mise à disposition par les collectivités des locaux, installations et matériels objets de la présente convention.

MAFIO'ZIK dégage les deux collectivités de toute responsabilité relative aux dommages causés aux tiers survenus en cours de transport, montage, démontage de matériel qui lui a été confié pour l'organisation du festival, et en cas de dégradation de ce même matériel.

MAFIO'ZIK fournit les attestations d'assurances correspondantes aux collectivités signataires.

ARTICLE 10 : SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS

Afin que les deux collectivités ne puissent en aucun cas être inquiétées, MAFIO'ZIK fait son affaire, et à ses frais :

- de l'assistance des services d'incendie et de secours, d'une part
- des autorisations administratives en vue du déroulement de la manifestation, sur le territoire de Cerisy-Belle-Etoile, d'autre part

ARTICLE 11 : PUBLICITE – COMMUNICATION

MAFIO'ZIK s'engage à mentionner dans toutes ses publications et affichages relatifs à la manifestation, le partenariat avec Flers Agglo et la Ville de Flers (affiches, flyers, banderoles,...).

Flers Agglo et la Ville de Flers s'engagent à mentionner dans toutes leurs publications et affichages relatifs à la manifestation, le nom de l'organisateur de la manifestation, à savoir MAFIO'ZIK.

ARTICLE 12 : DURÉE – AVENANT - RÉSILIATION

La présente convention est signée pour une période de validité du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2019.

Elle devra impérativement faire l'objet d'un avenant pour toutes modifications substantielles.

La résiliation résulterait du non-respect des engagements pris par l'association ou de l'annulation de l'événement.

ARTICLE 13 : ANNULATION DE L'EVENEMENT

Hors le cas de force majeure, l'annulation de l'événement du fait de l'une ou l'autre des parties fait l'objet, quant à ses conséquences morales et financières, d'un acte séparé de la présente. Elle ouvre droit, le cas échéant, devant la juridiction compétente, à une demande indemnitaire au moins égale aux frais engagés, à la charge de la partie à l'origine de l'annulation au profit de l'autre partie.

Fait à Flers le 11 AVR. 2017

Pour Flers Agglo

Pour la Ville de Flers

Pour MAFIO'ZIK

Le Vice-Président

Le Maire

Le Président

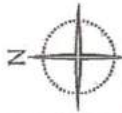


Vincent BEAUMONT



Yves GOASDOUE





Commentaires :

Légende :

Cadastre_Numero_voie

Numéro voie
lieu_dit_capf

nom
Cadastre_ponctuel_diver

+ mitoyenneté

+ non mitoyenneté
Cadastre_Libelle_voie

Libelle_voie
Cadastre_objet_lineaire_

W ligne_diverse

Cadastre_borne_limite_p

O borne

Cadastre_cours_d_eau

PROPRIÉTÉ PARTICULIÈRE

Echelle : 1 : 507

07/03/17

Source : DGFIP, Flers Agglo, Fond de
carte IGN

0 4 8 m

0086

0352

Bandes
Rhodas

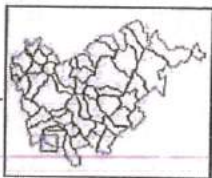
Atelier

CERISY-BELLE-ETOILE

← bâtiment
mis à disposition

0387

flers Agglo



Commentaires :

Légende :



Echelle : 1 : 1758

07/03/17

Source : Fond de carte IGN, Flers Agglo

0 10 20 m



Annexe 2

Matériel mis à disposition de l'association Mafiozik par la Ville de Flers et
Flers Agglo dans le cadre de la convention tripartite liée à la mise en œuvre du
Festival « Les Bichoiseriies » au Mont de Cerisy

Quantité	Matériel	Usage	Propriétaire
1	Vidéo-projecteur + pied	Projection sur scène	FA
2	Pro-tentes	régies	FA
10	Panneaux de signalisation : stationnement interdit	Plan de circulation	VF
200	Barrières de police	Sécurisation des accès	VF
450	Grilles de chantier HERAS avec plots, brides, pattes anti-levage	Sécurisation du périmètre du festival	FA
50	Tables	restauration	VF
150	Chaises	restauration	VF
3	Chalets	Espace billetterie, prévention, banque...	VF
1	Parquet 6x3m	Pour arts de rue	VF
20	Praticables	Espace scénique	FA
Matériel électrique			VF
1	coffret électrique 63A tétra		
1	coffret électrique 32A tétra avec sortie 32 A tetra		
2	coffrets électriques 32 A tétra		
1	coffret électrique 20A tétra		
1	câble de 40M en 5G16 avec prises 63A tétra		
1	câble de 70M en 5G10 avec prises 32A tétra		
1	câble de 40M en 5G6 avec prises 32A tétra		
4	câbles de 100M en 3G2.5 avec prises PC 16A		
5	câbles de 50M en 3G2.5 avec prises PC 16A		
10	câbles de 10M en 3G2.5 avec prises PC 16A		
10	câbles de 5M en 3G2.5 avec prises PC 16A		
10	boîtiers multiprises PC 16A		
6	halogènes sur trépied		
11	lampes SODIUM		
10M	de passage de câbles		

TD/VV

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	27.03.17	2017-444	4.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 21 DU 27.03.17
 38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

SUBVENTIONS 2017 ANIMATION DE LA VILLE ET JUMELAGES ATTRIBUTIONS

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Oltre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointes : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants	Mandataires	Questions
Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
Christiane PERRET	Irène COJEAN	
Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	433 à 439	25	29
Quorum : 17	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-444	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Subay SAHIN Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	ANIMATION DE LA VILLE ET JUMELAGES		7	14.03.17	1	
	GESTION FINANCIERE		16	15.03.17	12	
	C O N S E I L	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre 12	N° délibération 2017-444

OBJET	SUBVENTIONS 2017 - ANIMATION DE LA VILLE ET JUMELAGES - ATTRIBUTIONS
--------------	---

TD/VV

Chers Collègues,

Chaque année, des subventions sont attribuées aux associations par le Conseil Municipal.

Cette opération donne lieu à autant de délibérations qu'il y a de secteurs d'activités concernés.

Il convient donc de fixer par la présente délibération le montant des subventions accordées aux associations du secteur «Animation de la ville et jumelages» pour l'exercice 2017.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - ARRETER** la liste et le montant des subventions communales du secteur « Animation de la ville et jumelages » pour l'année 2017.
- 2 - PRECISER** que les crédits correspondants figurent au budget pour l'exercice considéré.
- 3 - AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires à cette affaire.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-444-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-445	6.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

**ORGANIGRAMME COMMUN VILLE DE FLERS-CCAS-FLERS AGGLO
DIRECTION DES SERVICES AU PUBLIC
CREATION D'UN SERVICE DE POLICE MUNICIPALE
DECISION DE PRINCIPE**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUË, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATé, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants		Mandataires		Questions
Serge	HAMEL	Sonia	LAFAY	Ensemble de la séance
Christiane	PERRET	Irène	COJEAN	
Mathieu	HELLOUIN	Anne-Marie	MORIN	
Richard	RIHOUEY	Charles-Henri	GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF
En exercice : 33
Quorum : 17

Questions	Présents	Votants
433 à 439	25	29
440 à 444	26	29
445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-445	6.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT

présenté par

Lori HELLOCO

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
GESTION DU PERSONNEL TERRITORIAL		16	15.03.17	1	
CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
				13	2017-445

OBJET	ORGANIGRAMME COMMUN VILLE DE FLERS – CCAS – FLERS AGGLO – DIRECTION DES SERVICES AU PUBLIC – CREATION D'UN SERVICE DE POLICE MUNICIPALE – DECISION DE PRINCIPE
-------	--

DL-JLB-LCL

Chers Collègues,

Le Code Général des Collectivités Territoriales confère au Maire, au titre de la police administrative, un pouvoir de police qu'il exerce au nom de la commune sous le contrôle administratif du représentant de l'Etat. Le pouvoir de police administrative est un pouvoir préventif. Il permet à l'autorité territoriale d'édicter, notamment par voie d'arrêté, des mesures réglementaires et individuelles de nature à préserver le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques (article L.2212-2 du CGCT). Au titre de ce pouvoir de police, le Maire concourt également à l'exercice des missions de sécurité et de prévention de la délinquance (article L.132-1 et suivants du Code de Sécurité Intérieure).

En vertu de l'article 16 du code de procédure pénale et de l'article L.2122-31 du CGCT, le Maire a aussi la qualité d'Officier de Police Judiciaire. Conformément aux articles 14 et 17 du code de procédure pénale, il a qualité pour « constater les infractions à la loi pénale, d'en rassembler les preuves et d'en rechercher les auteurs tant qu'une information n'est pas ouverte ».

Il résulte de l'ensemble de ces dispositions que le Maire est une autorité de police administrative et judiciaire sur l'ensemble du territoire communal.

Dans les communes où le régime de la police d'Etat a été instauré (cas de la Ville de Flers), il incombe aux forces de la police nationale de veiller à la bonne exécution des mesures de police administrative, notamment des arrêtés municipaux, d'en sanctionner le non-respect, de réprimer les atteintes à la tranquillité publique (à l'exception des bruits de voisinage) et d'assurer le bon ordre lors de grands rassemblements de personnes. Tous les autres pouvoirs de police sont exercés par le Maire en application de l'article L.2214-4 du CGCT.

L'autorité municipale peut décider en outre de créer, indépendamment de la présence ou non d'une police d'Etat, un service de police municipale chargé notamment de veiller à l'exécution des arrêtés de police et de constater par procès-verbaux les contraventions auxdits arrêtés. Ce service intervient également, en complément de la police nationale, pour mener des actions de prévention et de surveillance, et pour garantir au quotidien la tranquillité, la sécurité et la salubrité publiques (articles L.2212-5 du CGCT et L.511-1 du CSI).

A Flers, le pouvoir de police administrative du Maire est un pouvoir normatif qui se traduit par l'édiction de mesures de police. La police nationale est quant à elle chargée de veiller à leur bonne application et de mener plus généralement les opérations destinées à assurer le bon ordre et la surveillance du territoire. Parallèlement à cette répartition des rôles, Flers-Agglo a instauré, au titre de sa compétence politique de la ville, un Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la délinquance et a développé une stratégie territoriale de sécurité dont l'une des actions consiste en la mise en place de la vidéo protection.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-445	6.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

En ce qui concerne les activités de police judiciaire, elles sont assurées presque exclusivement aujourd'hui par la police nationale dont les agents ont la qualité pour constater et pour sanctionner les infractions notamment aux arrêtés municipaux. Seules les infractions aux règles de stationnement peuvent, depuis 2013, être constatées et verbalisées par les agents municipaux des droits de places en leur qualité d'Agent de Surveillance de la Voie Publique.

Ces agents relèvent aujourd'hui, au titre de l'organigramme commun, du service Citoyenneté-vie quotidienne (Direction des Services au Public) dont la mission principale est de prescrire les mesures de police administrative générale et spéciale. Les fonctions desdits agents sont donc directement liées au pouvoir de police du Maire et leur mission de surveillance de la voie publique les place en contact permanent avec la population et leur permet d'être témoin d'infraction (notamment au code de la route). Pour autant, ils ne disposent pas, compte tenu de leur statut, des prérogatives administratives et juridiques pour veiller à la bonne exécution des mesures de police et pour en faire respecter leur plénitude.

Ce constat conduit à s'interroger sur l'évolution de ce service qui, au regard de ces missions, s'inscrit déjà dans une logique de police de proximité. Il semble donc nécessaire de proposer la création d'un service de police municipale. Celui-ci sera composé d'agents territoriaux formés au métier de la prévention et de la sécurité et sensibilisés aux procédures administratives et juridiques. Ces agents seront agréés par le Préfet et par le Procureur de la République. Ce service de sept personnes sera encadré par un chef de police municipale et assurera des missions de police administrative et de police judiciaire.

Au titre de la police administrative, l'action de ces agents sera d'ordre préventif et devra notamment consister à :

- assurer une surveillance générale du territoire et prévenir les troubles à l'ordre public grâce à une présence constante sur le terrain (îlotage) et à une bonne connaissance de la ville et de sa population.
- contribuer à préserver des rapports sociaux apaisés, à prévenir le sentiment d'insécurité, à protéger les administrés contre les nuisances de toutes sortes (lutte contre les nuisances sonores, surveillance des lieux publics...) et à accompagner la mise en œuvre des actions définies dans le cadre stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance
- veiller à la bonne exécution des arrêtés de police du Maire
- participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de toutes les mesures de police générale et spéciale.

S'agissant de la police judiciaire, les agents de police municipale pourront, en leur qualité d'Agent de Police Judiciaire Adjoint, constater et verbaliser, par procès-verbal, rapport ou amende forfaitaire, l'ensemble des infractions dont ils seront témoins, en matière de trouble aux diverses composantes de l'ordre public que sont la tranquillité, la salubrité, la sécurité et le bon ordre. Ils pourront ainsi constater par procès-verbaux les contraventions aux arrêtés de police du Maire, notamment en matière de stationnement, de circulation sur les voies publiques et les voies privées ouvertes à la circulation publique.

L'action de la police municipale sera nécessairement complémentaire à celle de la police nationale. Une convention de coordination sera conclue avec l'Etat afin de définir les domaines d'intervention respectifs, de fixer les modalités de transmission d'informations utiles à la préservation de la tranquillité publique et de préciser les différentes collaborations possibles notamment dans le cadre de la gestion et de l'exploitation du dispositif de vidéo protection.

La création d'un service de police municipale constitue une évolution majeure pour la vie quotidienne de la cité. Ce service porte l'ambition d'être à l'écoute de tous les Flériens, de préserver leur tranquillité, d'apporter, si nécessaire, une réponse pénale immédiate et de contribuer, en lien avec la police nationale, à faire respecter l'ordre républicain.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-445	6.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

Cette création impactant l'organisation et le fonctionnement des services, le Comité Technique commun à la Ville de Flers et à son CCAS a été saisi de cette question lors de sa réunion du 23 mars 2017 et a émis un avis favorable.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

1. **DECIDER** la création d'un service de police municipale.
2. **AUTORISER** Monsieur le Maire à engager toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la création de ce service avec les autorités compétentes.
3. **PRECISER** que, dans ce cadre, le Conseil Municipal devra notamment se prononcer sur la convention de coordination évoquée ci-dessus.

Adopté à l'unanimité. UNE ABSTENTION, celle de Antonio CORREIA.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-445-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-446	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

PERSONNEL COMMUNAL
CREATION D'UN SERVICE DE POLICE MUNICIPALE
OUVERTURE DE POSTES
TABLEAUX DES EFFECTIFS : MODIFICATION 2017-3

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSÉN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane PERRET	Irène COJEAN	
	Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSÉN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	433 à 439	25	29
	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-446	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT

présenté par

Lori HELLOCO

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
GESTION DU PERSONNEL TERRITORIAL		16	15.03.17	7	
CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
				14	2017-446

OBJET	PERSONNEL COMMUNAL - CREATION D'UN SERVICE DE POLICE MUNICIPALE - OUVERTURE DES POSTES - TABLEAU DES EFFECTIFS : MODIFICATION 2017-3
-------	--

JLB

Chers Collègues,

Par délibération précédente de ce jour, votre assemblée s'est prononcée sur la création d'un service de police municipale au sein des services de la Ville de Flers.

La mise en œuvre effective de cette décision implique une ouverture des postes correspondant au tableau des effectifs de la collectivité.

Cette création de service s'effectue à partir de l'intégration et de la transformation du service des droits de place. Toutefois, les personnels concernés n'ont pas la qualité juridique pour mettre en œuvre la plénitude des mesures arrêtées par le Maire dans le cadre de ses pouvoirs de police. Il est dès lors indispensable de structurer l'équipe avec des agents dont les missions statutaires résident précisément dans l'exécution des pouvoirs de police du Maire, et qui doivent pour cela relever des emplois de la filière de la police municipale.

La filière police municipale comprend quatre cadres d'emplois : les directeurs de police municipale (catégorie A), les chefs de service de police municipale (catégorie B), les agents de police municipale et les gardes-champêtres (catégorie C). Seuls des agents titulaires peuvent occuper ces emplois. Le recours à l'emploi contractuel est impossible.

Il est proposé que la structuration du service à constituer s'établisse comme suit :

1°) L'encadrement et la coordination opérationnelle :

Le service sera positionné dans l'organigramme au sein de la direction des services au public, placé sous l'autorité de son directeur et de son adjointe, tous deux cadres de catégorie A.

Il convient de préciser ici que le recrutement d'un directeur de police municipale ne peut être envisagé, car celui-ci n'est possible statutairement que lorsque le service compte au moins un effectif de 20 agents.

Il est envisagé que la responsabilité opérationnelle de l'équipe soit confiée à un chef de service de police municipale, relevant de la catégorie B, qui a vocation à encadrer les membres du cadre d'emplois des agents de police municipale.

S'il advenait que la collectivité ne puisse pas recruter un chef de service de police municipale, il sera nécessaire d'ouvrir ce poste aux titulaires du grade de brigadier-chef principal, qui appartient au cadre d'emplois des agents de police municipale, en catégorie C, mais dont les missions prévues par le statut particulier permettent l'encadrement d'agents de police municipale en l'absence d'emplois de directeur ou de chef de service de police municipale.

Ce chef de service travaillera en lien étroit avec la responsable du service citoyenneté-vie quotidienne, dont le service est à l'origine de tous les actes pris dans le cadre des pouvoirs de police du Maire. Cette organisation vise à garantir la meilleure cohérence possible entre le service qui produit les actes réglementaires, et le service chargé de faire appliquer les décisions sur le terrain.


2°) La composition du service de police municipale :

Outre le chef de service de police municipale, il vous est proposé de configurer le service de la manière suivante :

- Le **recrutement de quatre policiers municipaux**, relevant du cadre d'emplois des agents de police municipale.
- L'**intégration de l'équipe des droits de place**, comme évoqué précédemment, qui est actuellement composée de **3 agents** : un receveur-placier, chef d'équipe et deux receveurs-placiers.
Deux de ces trois agents font valoir leurs droits à retraite respectivement les 1^{er} juin et 1^{er} juillet 2017. Il est envisagé de faire évoluer ces emplois de receveurs-placiers en agents de surveillance de la voie publique (ASVP), qui seraient intégrés au nouveau service de police municipale. Il convient de préciser que les intéressés ont déjà fait l'objet d'un agrément pour exercer les missions d'ASVP par le Procureur de la République, qui est l'autorité judiciaire compétente en la matière.

La configuration du service serait ainsi fixée à 8 agents, chef de service inclus.

Au regard du projet envisagé, la modification du tableau des effectifs vous est proposée dans les conditions suivantes :

CREATION(S)		Direction Service	ECHELLE	DATE D'EFFET	SUPPRESSION(S) à adopter après avis du C.T	
EMPLOI(S)	GRADE(S) OU CADRE(S) D'EMPLOIS (suite protocole PPCR)				Emploi(s)	Grade(s) ou Cadre(s) d'emplois
1 chef de service de police municipale	Cadre d'emplois des chefs de service de police municipale : chef de service de police municipale, chef de service de police municipale principal de 2 ^{ème} classe, chef de service de police municipale principal de 1 ^{ère} classe ou 1 brigadier-chef principal	 Services au Public : Police Municipale	NES 1 à NES 3 ou brigadier-chef principal	01.07.2017		
4 agents de police municipale	Cadre d'emplois des agents de police municipale : gardien, brigadier, brigadier-chef principal		E4 (C2) à brigadier-chef principal	01.07.2017		
3 agents de surveillance de la voie publique	Cadres d'emplois des adjoints administratifs : adjoint, adjoint principal 2 ^{ème} classe, adjoint principal 1 ^{ère} classe		C1 à C3	01.05.2017	1 receveur placier, chef d'équipe	1 adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe
	1 adjoint administratif		C1		2 receveurs placiers	1 adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe 1 adjoint administratif

Même si ce nouveau service est partiellement formé avec l'équipe actuelle des droits de place, des créations de postes sont envisagées.

L'année 2017 est marquée par une vague de départs en retraite ou de mobilité relativement large. On dénombre à ce jour onze départs en retraite programmés sur l'année, et deux mobilités (mutation vers autre collectivité et demande de disponibilité pour convenances personnelles). Chaque départ fait déjà

l'objet systématiquement d'une analyse visant à s'assurer de la pertinence du maintien du poste au regard des missions et du service à assurer. La collectivité a donc comme objectif de rechercher les sources d'économies possibles en réorganisant différemment l'activité, mais aussi en revoyant la nature et le contenu du service rendu pour s'adapter à la situation, et maîtriser sa masse salariale. Il s'agit de faire en sorte que cette création de service soit compensée, le plus largement possible, par ces mesures de réorganisation.

Ainsi les modifications ultérieures du tableau des effectifs présenteront les postes devenus vacants qui pourront ne plus être affectés.

Le Comité Technique commun à la Ville et au CCAS de Fiers qui a été saisi de cette question lors de sa réunion du 23 mars 2017 a émis un avis favorable.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- | | |
|---------------------|---|
| 1 - MODIFIER | le tableau des effectifs dans les conditions ci-dessus exposées. |
| 2 - PRENDRE | l'engagement d'inscrire au budget les crédits correspondants. |
| 3 - PRECISER | qu'il y aura à se prononcer sur les suppressions de postes qui constituent une opération d'ordre, dans le cadre d'une délibération annuelle prise après avis du Comité Technique. |

Adopté à l'unanimité. UNE ABSTENTION, celle de Antonio CORREIA.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-446-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	27.03.17	2017-447	1.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

**MARCHE DE FOURNITURE DE VETEMENTS DE TRAVAIL
POUR LA POLICE MUNICIPALE
ET LES AGENTS DE SURVEILLANCE DE LA VOIE PUBLIQUE**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointes : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATé, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane PERRET	Irène COJEAN	
	Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	433 à 439	25	29
Quorum : 17	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-447	1.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT
présenté par
Lori HELLOCO
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
GESTION DU PERSONNEL TERRITORIAL		16	15.03.17	3	
CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
				15	2017-447

OBJET	MARCHE DE FOURNITURE DE VETEMENTS DE TRAVAIL POUR LA POLICE MUNICIPALE ET LES AGENTS DE SURVEILLANCE DE LA VOIE PUBLIQUE
--------------	---

AR/VV

Chers Collègues,

Par délibération adoptée plus tôt lors de la présente séance, la mise en place d'une police municipale a été décidée. Il convient donc de conclure un marché en vue d'acquérir les vêtements de travail des agents qui la composeront.

Par délibération n° 270 du 14 décembre 2015, vous avez autorisé le lancement et la passation d'un marché à bons de commande relatif à la fourniture de vêtements de travail dans le cadre du groupement de commandes avec Flers Agglo mis en place par délibération n° 723 du 24 septembre 2012.

Le montant des marchés conclus sur cette base (montant maximum pour 4 ans : 222 000 € HT pour la Ville) doit donc être cumulé avec le montant du marché objet de la présente délibération (montant maximum sur 3 ans : 90 000 € HT). Le cumul de ces montants implique le lancement d'une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles 66 à 68 du Décret n° 2016-360 relatif aux marchés publics.

Conformément à l'article 32 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, le marché fait l'objet d'un lot unique car son objet ne permet pas l'indentification de prestations distinctes.

En application des articles 78 et 80 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, l'exécution des prestations aura lieu au fur et à mesure de la survenance des besoins et donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Afin que la date de fin du marché coïncide avec celle des marchés en cours pour la fourniture des autres vêtements de travail, la procédure donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande d'une durée de 1 an reconductible 2 fois, soit une durée maximale de 3 ans à compter de sa date de notification au titulaire.

Les montants de l'accord-cadre sont les suivants :

- montant minimum sur la durée initiale : Sans ;
- montant maximum sur la durée initiale : 30 000 € HT.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-447	1.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de lancer l'appel d'offres.
- 2 - AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer les marchés à intervenir avec la société retenue par la Commission d'Appel d'Offres ainsi que tout document relatif à ce dossier.

Adopté à l'unanimité. UNE ABSTENTION, celle de Antonio CORREIA.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-447-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	27.03.17	2017-448	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

SUBVENTIONS 2017
PROTECTION DES POPULATIONS
POLITIQUE EN FAVEUR DES SENIORS
FLERS VILLE NUMERIQUE
ATTRIBUTIONS

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoins : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSÉN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane PERRET	Irène COJEAN	
	Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSÉN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	433 à 439	25	29
Quorum : 17	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	04 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-448	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T
présenté par
Lori HELLOCO
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
PROTECTION DES POPULATIONS POLITIQUE EN FAVEUR DES SENIORS FLERS VILLE NUMERIQUE		11	14.03.17	1	
GESTION FINANCIERE		16	15.03.17	13	
CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
				16	2017-448

OBJET	SUBVENTIONS 2017 - PROTECTION DES POPULATIONS – POLITIQUE EN FAVEUR DES SENIORS – FLERS VILLE NUMERIQUE - ATTRIBUTIONS
-------	--

ADS

Chers Collègues,

Chaque année, des subventions sont attribuées aux associations par le Conseil Municipal.

Cette opération donne lieu à autant de délibérations qu'il y a de secteurs d'activités concernés.

Il convient donc de fixer par la présente délibération le montant des subventions accordées aux associations du secteur « Protection des populations – Politique en faveur des seniors – Flers Ville Numérique » pour l'exercice 2017.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - ARRETER** la liste et le montant des subventions communales du secteur « Protection des populations – Politique en faveur des seniors – Flers Ville Numérique » pour l'année 2017.
- 2 - PRECISER** que les crédits correspondants figurent au budget pour l'exercice considéré.
- 3 - AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires à cette affaire.

Adopté à l'unanimité. Monsieur Charles-Henri GRIGY ne prend pas part au vote.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-448bis-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/04/2017
Publication : 04/04/2017



Le Maire,

Yves GOASDOUE

DOSSIERS DE SUBVENTIONS RECUS POUR 2017 (Lori HELLOCO)

ASSOCIATIONS	DESIGNATION	SUBVENTIONS ATTRIBUEES			SUBVENTION 2017	
		2014	2015	2016	DEMANDEE	VOTEE
ASSOCIATION ELAN 3 RUE JULES GEVELOT	LOCATION D'APPARTEMENT ASSOCIATIFS INDIVIDUELS THERAPEUTIQUES + UNE MAISON ASSOCIATIVE DEPUIS DEBUT 2013 ACCUEILLANT 3 PATIENTS ACTIVITES THERAPEUTIQUES DES STRUCTURES DU SECTEUR (2 HOPITAUX DE JOUR, L'EMIPS, LE SEP, LA MAISON THERAPEUTIQUE ...) SEJOURS THERAPEUTIQUES SEJOURS EXTERIEURS (SCENE NATIONALE, THEATRE, SPECTACLE AU ZENITH ...	600	600	600	700	600
CADET ROUSSEL 147 RUE HENRI VENIARD 61100 ST GEORGES DES GROSEILLERS	ASSOCIATION D'AIDE AUX ENFANTS ATTEINTS DE LEUCEMIE OU DE TUMEURS CANCEREUSES TRAITEES AU CHU DE CAEN ET AIDE A LEURS FAMILLES	800	800	800	1 000	800
CERCLE DES RETROUVAILLES POURTOUR DU CHAMP DE FOIRE	ASSOCIATION DE PERSONNES AGEES POUR CREER DU LIEN SOCIAL + ACTIVITES LUDIQUE (DANSE ET JEUX)	1 000	1 000	1 000	1 000	1 500
DON DU SANG FLERS ET SA REGION 15 IMPASSE DU HOULME APPARTEMENT 7 61100 FLERS	PROMOUVOIR LE DON DU SANG BENEVOLES ET FIDELISER LES DONNEURS (FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION)	1 000	1000 + 500 organisation de congrès	1 000	1 000	1 000

ASSOCIATIONS	DESIGNATION	SUBVENTIONS ATTRIBUEES			SUBVENTION 2017	
		2014	2015	2016	DEMANDEE	VOTEE
ENTRAIDE FLERIENNE AUX PERSONNES AGEES 1 BIS SQUARE DELAUNAY 61100 FLERS	PERMETTRE AUX PERSONNES AGEES AUX FAIBLES RESSOURCES DE SE DISTRAIRE POUR ROMPRE LEUR ISOLEMENT ET LEUR PERMETTRE DE CONSERVER LE LIEN SOCIAL	7 500	10 000	10 000	12 000	10 500
REVE DE BOUCHONS 61 200 RUE SIMONS	AIDER LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	300	300	300	300	300
UNAFAM 7 CHEMIN DES BUIS 61100 ST GEORGES DES GROSEILLERS	ACCUEIL , ENTRAIDE ET SOLIDARITE AUPRES DES FAMILLES CONCERNEES PAR LE HANDICAP PSYCHIQUE	500	500	500	500	500
UNRPA RESIDENCE MONGE 9 RUE JULES GEVELOT	LUTTER ET AGIR POUR DEFENSES LES DROITS ET LES INTERETS DES RETRAITES ET DES PERSONNES AGEES + ACTIVITES LUDIQUES	3 450	3 450	3 450	3 550	3 950
VMEH	VISITE DES MALADES DANS LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS ET LES MAISON DE RETRAITE + CRÉER DU LIEN SOCIAL	200	200	200		200
VIE LIBRE FLERS ST GEORGES 2 PLACE DUPERRON 61100 FLERS	AIDE, ACCOMPAGNEMENT ET REINSERTION DES PERSONNES EN DIFFICULTES AVEC L'ALCOOL ET AUTRES ADDICTIONS ET ACCOMPAGNEMENT DE LA FAMILLE	2 500	2 500	2 500	2 800	2 500

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	27.03.17	2017-449	4.4	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 21 DU 27.03.17
 38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

TRAVAIL D'INTERET GENERAL (TIG) CONVENTION DE PARTENARIAT VILLE DE FLERS/SPIP DE L'ORNE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoins : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants	Mandataires	Questions
Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
Christiane PERRET	Irène COJEAN	
Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	433 à 439	25	29
Quorum : 17	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-449	4.4	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Lori HELLOCO Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	PROTECTION DES POPULATIONS POLITIQUE EN FAVEUR DES SENIORS FLERS VILLE NUMERIQUE		11	14.03.17	2	
	C O N S E I L	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre 17	N° délibération 2017-449

OBJET	TRAVAIL D'INTERET GENERAL (TIG) – CONVENTION DE PARTENARIAT VILLE DE FLERS / SPIP DE L'ORNE
--------------	--

NL/SaM/JC

Chers collègues,

Les grandes orientations de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (STSPD) de la Communauté d'Agglomération Flers Agglo ont été approuvées par la délibération du Conseil Communautaire n° 298 en date du 24 juin 2015.

Cette STSPD a été signée le 25 septembre 2015 et vise à s'attacher à travailler une approche plus individualisée par le biais d'actions ciblées de prévention « secondaire » et « tertiaire ».

Cette orientation se traduit notamment par la nécessité de développer des postes de Travail d'Intérêt Général (TIG). Cette démarche permet ainsi aux organismes d'accueil participants de soutenir concrètement le développement d'alternatives à l'emprisonnement, la prévention de la récidive, et, de manière plus générale, l'insertion sociale et professionnelle.

Le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) de l'Orne a pour mission de vérifier la bonne exécution des peines prononcées.

La Direction Mutualisée des Ressources Humaines avait lancé un appel aux services de la Ville de Flers, de Flers Agglo et du GIP Cuisine du Bocage pour recenser des points d'accueil.

Quatre missions ont ainsi pu être définies au sein des directions de la Communauté d'Agglomération Flers Agglo nécessitant la formalisation d'une convention de partenariat avec le SPIP de l'Orne. Cette dernière a été approuvée par la délibération n° 582 du 6 octobre 2016. Deux autres missions ont par ailleurs été proposées par le GIP Cuisine du Bocage et approuvées en Assemblée Générale du GIP le 26 août 2016, appelant également à l'établissement d'une convention de partenariat avec le SPIP de l'Orne.

Compte tenu des orientations prises au sein de la STSPD, la Ville de Flers et le SPIP ont souhaité mettre en œuvre leur coopération sur ce champ. La Ville de Flers entend répondre également favorablement à cet appel avec quatre missions déterminées au sein de la Direction des Espaces Publics et du Patrimoine et définies comme suit :

- Mission Assistant entretien terrains de sports
- Mission Assistant entretien salles de sports
- Mission Assistant entretien Espaces Verts Parc du Château
- Mission Assistant pour les tâches de propreté et festivités au service Voirie

A cet effet, il s'avère donc nécessaire de formaliser ce partenariat par une convention établie entre la Ville de Flers et le SPIP de l'Orne ci-annexée. Ce document reprend les engagements de chacune des parties et définit les modalités d'accueil des personnes condamnées à exécuter un TIG. La convention précise qu'aucune contribution financière n'est exigée de la part de la Ville de Flers.

Pour avis, ce projet a été présenté au Comité Technique de la Ville de Flers le 23 mars 2017 qui a émis un avis favorable.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-449	4.4	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

IL VOUS EST AINSI PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - APPROUVER** les modalités de partenariat entre la Ville de Flers et le SPIP de l'Orne pour l'accueil de personnes condamnées à exécuter un TIG, telles que définies dans la convention ci-annexée.
- 2 - RAPPELER** que la mise en œuvre de ces mesures repose sur un accompagnement régulier du SPIP de l'Orne.
- 3 - AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention ci-annexée ainsi que les éventuels avenants à venir.
- 4 - AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente.
- 5 - RAPPELER** que la mise en œuvre de cette convention s'inscrit dans le cadre de la STSPD.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-449-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-450	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

**SUBVENTIONS 2017
SOLIDARITE
ATTRIBUTIONS**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants		Mandataires		Questions
	Serge	HAMEL	Sonia	LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane	PERRET	Irène	COJEAN	
	Mathieu	HELLOUIN	Anne-Marie	MORIN	
	Richard	RIHOUEY	Charles-Henri	GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	433 à 439	25	29
	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-450	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT présenté par Jean CHATELAIS Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	SOLIDARITE		7	14.03.17	1	
	GESTION FINANCIERE		16	15.03.17	14	
	CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
					18	2017-450

OBJET	SUBVENTIONS 2017 - SOLIDARITE - ATTRIBUTIONS
-------	--

ADS

Chers Collègues,

Chaque année, des subventions sont attribuées aux associations par le Conseil Municipal.

Cette opération donne lieu à autant de délibérations qu'il y a de secteurs d'activités concernés.

Il convient donc de fixer par la présente délibération le montant des subventions accordées aux associations du secteur « Solidarité » pour l'exercice 2017.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - **ARRETER** la liste et le montant des subventions communales du secteur « Solidarité » pour l'année 2017.
- 2 - **PRECISER** que les crédits correspondants figurent au budget pour l'exercice considéré.
- 3 - **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires à cette affaire.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-450-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017
Publication : 03/04/2017



Yves GOASDOUE

DOSSIERS DE SUBVENTIONS RECUS POUR 2017 (JEAN CHATELAIS)

ASSOCIATIONS	DESIGNATION	SUBVENTION ATTRIBUEE			SUBVENTION 2017	
		2014	2015	2016	Demandée	Votée
ACE (ACTION CATHOLIQUE DES ENFANTS) PAROISSE MARCEL CALLO 8 RUE JULES GEVELOT 61100 FLERS 02.33.65.75.09	MOUVEMENT D'EDUCATION POPULAIRE S'ADRESSANT A DES ENFANTS DE 6 A 15 ANS AVEC UN SOUCI D'EDUCATION A LA CITOYENNETE, A L'APPRENTISSAGE D'UNE VIE SOCIALE ET COLLECTIVE ET UNE OUVERTURE A LA TOLERANCE, LA PAIX, LA CITOYENNETE			REFUS	350	300
AFL RESIDENCE G MONGE 9 RUE JULES GEVELOT	AIDE AUX PERSONNES HANDICAPEES EN DIFFICULTES? (ET OU PERSONNES AGEES) DEFENSE DES CONSOMMATEURS	1 000	1 000	1 000	1 000	1000
AGIR CONTRE LE CHOMAGE LES CAPUCINES N° 2 ALLEE DES FLEURS	AIDE AUX CHOMEURS ET AUX PERSONNES EN SITUATION PRECAIRE ET EN DIFFICULTES DE RECHERCHE D'EMPLOI	800	800	800	800	800
ALOES 9 AVENUE DE LA LIBERATION 61100 FLERS	DISTRIBUTION DES AIDES ALIMENTAIRES SUR FLERS EN PARTENARIAT AVEC LA PASSERELLE EPICERIE SOCIALE DU CCAS PARTICIPATION DES BENEVOLES AUX ACTIVITES ET A L'ACCUEIL DE L'EPICERIE	500	500	500	500	500

ASSOCIATIONS	DESIGNATION	SUBVENTION ATTRIBUEE				SUBVENTION 2017	
		2014	2015	2016	Demandée	Votée	
DYNAMIA ex ASACE CENTRE CHARLES PERRAULT RUE DU CHAMP ST GILLES BP 22 14110 CONDE SUR NOIREAU	FAVORISER L'INSERTION SOCIALE DES PERSONNES SANS EMPLOIS PAR LE BIAIS DU CONTRAT DE TRAVAIL (ACCOMPAGNEMENT, MISE A DISPOSITION, PRESTATIONS A VOCATION SOCIALES ET PROFESSIONNELLES	800	800	800	1 000	800	
ASSOCIATION SALARIES SONOFOQUE	PROPRIETE ET GESTION DES BIENS DU COMITE D'ENTREPRISE SONOFOQUE	500	500	500	1 000	500	
CFDT UIT PAYS DU BOCAGE 1 ALLEE DES CAPUCINES BP 253 FLERS CEDEX 61105	SYNDICAT INTERPROFESSIONNEL	210	210	210	300	300	
CFTC BATIMENT LES CAPUCINES N°3 ALLEE DES FLEURS	DEFENSE D'UN SALARIE DOSSIER PRUD'HOMALES RETRAITES / MUTUELLE	210	210	210	350	300	
UL CGT FLERS HLM LES FLEURS BATIMENT LES CAPUCINES	UNION LOCALE DES SYNDICATS ET DES SYNDIQUES DU BASSIN DE FLERS	210	210	210	300	300	
CROIX ROUGE FRANCAISE 5 RUE DE L'ISLE 61000 ALENCON	HUMANITAIRE, SECOURISME, AIDE SOCIALE	700	700	700	800	700	
EX PHIL 13 ALLEE D'AQUITAINE 61100 ST GEORGES DES GROSEILLERS	REUNIR LES ADHERENTS 3 OU 4 FOIS PAR AN POUR VOYAGE OU REPAS	250	250	250	270	250	
FLERS SOLIDARITE LE BOURG 61100 STE OPOORTUNE	VENTE DE VETEMENTS ET CHAUSSURES D'OCCASION ET AIDE FINANCIERE AUX PERSONNES EN DIFFICULTES	2 000	2 000	2 000	2 000	2000	

ASSOCIATIONS	DESIGNATION	SUBVENTION ATTRIBUEE			SUBVENTION 2017	
		2014	2015	2016	Demandée	Votée
FO UNION LOCALE DES SYNDICATS 3 ALLEE DES FLEURS 61100 FLERS	DEFENSE DES INTERETS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS DES SALARIES, INFORMATION ET FORMATION	210	210	210	900	300
INDECOSA CGT 61 43 ROUTE D'UROU 61200 ARGENTAN	INFORMATION, DEFENSE DES DROITS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS EN MATIERE DE CONSOMMATION ET DE LOGEMENTS	300	300	300	300	300
JOC JEUNESE OUVRIER CHRETIENNE RUE DU MT ST MICHEL 61100 FLERS	RENCONTRE DE JEUNES DU MONDE OUVRIER POUR LEUR PERMETTRE DE PRENDRE LEUR VIE EN MAIN	150	150	150	150 € fonctionnement + 100 € action spécifique	250
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES RESTOS DU CŒUR DE L'ORNE 46 RUE LAZARE CARNOT 61100 ALENCON 06.82.66.86.32	AIDER ET APPORTER UNE ASSISTANCE AUX PERSONNES EN DIFFICULTES, AIDE ALIMENTAIRE, AIDE A LA PERSONNE, AIDE A L'INSERTION	2 000	2 000	2 000	2 100	3000
SECOURS CATHOLIQUE LES DOUETS RUE SAINT SAUVEUR	ACCOMPAGNEMENT GLOBAL ET FRATERNEL DES PERSONNES EN SITUATION DE FRAGILITE - TOUT PUBLIC	3 500	3 500	3 500	5 000	4 500 + 1 000 Véhicule à changer (exceptionnel)

ASSOCIATIONS	DESIGNATION	SUBVENTION ATTRIBUEE				SUBVENTION 2017	
		2014	2015	2016	Demandée	Votée	
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS 53 RUE DU COMMANDANT CHARCOT 61100 FLERS	ASSOCIATION DE SOLIDARITE LE SECOURS POPULAIRE Français SOUTIENT DANS L'ESPRIT DE LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME AUX PLAN MATERIEL SANITAIRE MEDICAL ET JURIDIQUE LES PERSONNES ET LEURS FAMILLES VICTIMES DE L'ARBITRAIRE DE L'INJUSTICE SOCIALE DES CALAMITES NATURELLES DE LA MISERE DE LA FAIM ET DU SOUS DEVELOPPEMENT	3 500	3 500	3 500	5 000 Véhicule à changer	4 500 + 1 000 Véhicule à changer (exceptionnel)	
SOLIDARITE BOCAGE ZA DE LA BLANCHARDIERE 61100 FLERS	CONTRIBUTION AUX ACTIONS DE SOLIDARITE ALIMENTAIRE ET AIDE A LA REINSERTION	3 500	8 000	8000+1000	10 000	9 000	

TD/VV

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	27.03.17	2017-451	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 21 DU 27.03.17
 38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

SUBVENTIONS 2017 AFFAIRES GENERALES-AFFAIRES SCOLAIRES ET VIE SCOLAIRE ATTRIBUTIONS

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Otre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane PERRET	Irène COJEAN	
	Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	433 à 439	25	29
Quorum : 17	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-451	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT

présenté par

Sonia LAFAY

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
AFFAIRES GENERALES AFFAIRES SCOLAIRES VIE SCOLAIRE		14	15.03.17	1	
GESTION FINANCIERE		16	15.03.17	15	
C O N S E I L	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
				19	2017-451

OBJET

SUBVENTIONS 2017 - AFFAIRES GENERALES – AFFAIRES SCOLAIRES ET VIE SCOLAIRE - ATTRIBUTIONS

DLVV

Chers Collègues,

Chaque année, des subventions sont attribuées aux associations par le Conseil Municipal.

Cette opération donne lieu à autant de délibérations qu'il y a de secteurs d'activités concernés.

Il convient donc de fixer par la présente délibération le montant des subventions accordées aux associations du secteur « Affaires générales, Affaires Scolaires et Vie Scolaire » pour l'exercice 2017.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - **ARRETER** la liste et le montant des subventions communales du secteur « Affaires Générales, Affaires Scolaires et Vie Scolaire » pour l'année 2017.
- 2 - **PRECISER** que les crédits correspondants figurent au budget pour l'exercice considéré.
- 3 - **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires à cette affaire.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-451-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017



Le Maire,

Yves GOASDOUE

SUBVENTIONS 2017
AFFAIRES GENERALES
AFFAIRES SCOLAIRES - VIE SCOLAIRE
ATTRIBUTIONS

Associations	Montant voté				
	2013	2014	2015	2016	
	370 €	370 €	370 €	370 €	
FOYER SOCIO-EDUCATIF COLLEGE SEVIGNE	800 €	800 €	800 €	800 €	
SCOUTS DE FRANCE	1 170 €	1 170 €	1 170 €	1 170 €	

FINANCEMENT 2017		OBJET
Subvention sollicitée	Subvention votée	
300 €	300 €	Favoriser les conditions de vie au sein du collège Sévigné pour les élèves. Financement clubs sur le temps du midi, les sorties scolaires, certains voyages, photos scolaires.
2 000 €	800 €	Fonctionnement
2 300 €	1 100 €	

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-452	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

SUBVENTIONS 2017

**DEVELOPPEMENT DU SPORT – GRANDES MANIFESTATIONS SPORTIVES
MEMOIRES DE FLERS ET CEREMONIES PATRIOTIQUES
ATTRIBUTIONS**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointes : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants		Mandataires		Questions
Serge	HAMEL	Sonia	LAFAY	Ensemble de la séance
Christiane	PERRET	Irène	COJEAN	
Mathieu	HELLOUIN	Anne-Marie	MORIN	
Richard	RIHOUEY	Charles-Henri	GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	433 à 439	25	29
	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

2017COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-452	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Jean-Pierre HUREL Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	DEVELOPPEMENT DU SPORT GRANDES MANIFESTATIONS SPORTIVES MEMOIRE DE FLERS ET CEREMONIES PATRIOTIQUES		14	15.03.17	1	
	GESTION FINANCIERE		16	15.03.17	16	
	CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre 20	N° délibération 2017-452

OBJET	SUBVENTIONS 2017 - DEVELOPPEMENT DU SPORT - GRANDES MANIFESTATIONS SPORTIVES - MEMOIRES DE FLERS ET CEREMONIES PATRIOTIQUES - ATTRIBUTIONS
--------------	--

SLVV

Chers Collègues,

Chaque année, des subventions sont attribuées aux associations par le Conseil Municipal.

Cette opération donne lieu à autant de délibérations qu'il y a de secteurs d'activités concernés.

Il convient donc de fixer par la présente délibération le montant des subventions accordées aux associations du secteur « Développement du sport – Grandes manifestations sportives – Mémoires de Flers et Cérémonies patriotiques » pour l'exercice 2017.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - **ARRETER** la liste et le montant des subventions communales du secteur « Développement du sport – Grandes manifestations sportives – Mémoires de Flers et Cérémonies patriotiques » pour l'année 2017.
- 2 - **PRECISER** que les crédits correspondants figurent au budget pour l'exercice considéré.
- 3 - **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires à cette affaire.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-452-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017

Annexe à la délibération 2017-452
du CM 24 du 27 mars 2017

ATTRIBUTIONS



ASSOCIATIONS SPORTIVES - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT									
Associations sportives	FINANCEMENT 2017					LE PROJET			
	Montant voté 2012	Montant voté 2013	Montant voté 2014	Montant voté 2015	Montant voté 2016				
Aéroclub de Basse Normandie	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	Pratique de l'aéronautique de loisirs - Organisme de formation au pilotage (16 élèves) et formation au Brevet d'Initiation Aéronautique / Bâtièmes de l'air, vols d'initiation, ballades aériennes locales ou voyages / participe aux rallyes aériens départementaux et régionaux et aux manifestations nationales type "jour le plus long" ou "Nuit le plus courte" / partenariat avec le collège "Séverin" (14 élèves en 2016 / 10 en cours de formation en 2017) / Organisation d'une Journée "portes ouvertes" en juin 2017)			
Association Sportive Lycée Jean Guéhénno						Stabiliser les effectifs / Promouvoir les activités de IAS au lycée professionnel / Reconstituer un projet plein air / Organiser le championnat inter-académique Futsal / Développer la formation des jeunes officiels / Obtenir une qualification au Championnat de France dans au moins une activité			
OGEC St. Thomas d'Aquin	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	Section sportive cyclisme : entraînement des jeunes cyclistes, suivi médical, coordination sport et études			
AS Collège Jean Monnet	200 €	200 €	200 €	200 €	200 €	Accueil des élèves tous les mercredis / Participation aux différents championnats UNSS (hand, cross, basket, football...)			
AS Collège Séverin	200 €	200 €	200 €	200 €	200 €	Proposer des activités physiques et sportives dans le cadre de découverte, de compétition et de formation			
Basket Ball Flérien	8 500 €	8 500 €	8 500 €	8 500 €	8 500 €	Entraînement, matches, tournoi et stages jeunes			
BMX Club Flérien	2 000 €	2 500 €	2 500 €	2 500 €	2 500 €	Entraînements BMX, déplacement des pilotes pour les compétitions - Favoriser l'accès de ce sport aux féminines et aux jeunes du quartier			
Boxing Club Flérien						Transmettre aux enfants, par le biais d'une animation sportive régulière et encadrée par des éducateurs sportifs, des valeurs fondamentales pour leur développement et leur épanouissement - Tous public - La politique du club est axé sur la mixité sociale -			
	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 500 €	2 500 €	Apprentissage et développement des échecs - Cours avec un maître international d'échec, ainsi que des joueurs d'un niveau international - participation à des compétitions dans l'Orne et la Basse Normandie			
Cercle d'Echec de Flers	500 €	500 €	500 €	500 €	500 €	Initiation et perfectionnement en escalade pour adultes et jeunes à partir de 8 ans - Ecole labellisée par la fédération -			
Club Alpin	2 000 €	1 300 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	Organisation de compétitions officielles - Randonnée VTT...			
Club hippique	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	Promouvoir l'équitation - Amélioration des installations			
Duma Académy	700 €	700 €	700 €	700 €	700 €	Développer et promouvoir les arts martiaux			
Flers Badminton	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	Pratique de la compétition de badminton de compétition et de loisirs - Tous publics			
Flers Bowling Impact	300 €	300 €	300 €	300 €	400 €	Formation hebdomadaire des jeunes et adultes - Organisation de compétition jeunes et adultes au niveau régional -			
Flers Condé Athlétisme	10 000 €	11 000 €	11 000 €	11 000 €	11 000 €	Organisation d'une journée portes ouvertes - 2 équipes au niveau national 3			
Flers cyclisme	9 000 €	9 000 €	9 000 €	9 000 €	9 000 €	Athlètes encadrés par des entraîneurs et professeurs d'EPS; diplômés d'Etat ou fédéraux - Participation et organisation de compétition à tous niveaux - Athlètes qualifiés aux différents championnats			
Flers gym	11 000 €	11 000 €	11 000 €	11 000 €	11 000 €	Ecole de cyclisme encadrée par des éducateurs diplômés - Accompagner les coureurs espoirs et juniors vers le sport de haut niveau			
Football Club de Flers	75 000 €	70 000 €	65 000 €	65 000 €	65 000 €	Pratique de la gymnastique compétition et loisirs - Cours loisirs et compétition pour garçons et filles - Stages proposés pendant les vacances scolaires - Séances aux enfants gardés par les assistantes maternelles			
Handball Club Flérien	9 500 €	10 500 €	10 500 €	11 000 €	11 000 €	Animer et organiser l'activité football sur la Ville de Flers - Organisation pendant les vacances de stages multi-activités - Valoriser la formation et le bénévolat			
Judo Club Flérien	4 700 €	4 700 €	4 700 €	4 700 €	4 700 €	Pratique et découverte du handball filles et garçons du baby-hand aux équipes seniors - Ecole de hand, Baby-hand, école d'arbitrage, compétitions sportives			
Karaté Club de Flers	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	Organisation de passage de grade, d'un critérium technique, d'un tournoi niveau régional, formation d'arbitres et de juges de table, accompagnement et suivi des combattants aux différents tournois			
Pétanque Flérienne	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	Pratique du karaté et disciplines associées - Tous public			
						Pratique de la pétanque			

ASSOCIATIONS SPORTIVES - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT									
Associations sportives	FINANCEMENT 2017					LE PROJET			
	Montant voté 2012	Montant voté 2013	Montant voté 2014	Montant voté 2015	Montant voté 2016	Subvention sollicitée	Subvention votée		
Squash Club Flérialien	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	Développer la pratique du squash en menant une politique axée sur les jeunes, l'enseignement, la formation ... Accueil d'association, écoles, centre de loisirs	
Tarot Club de Fliers	672 €	672 €	672 €	672 €	672 €	672 €	672 €	Tournoi de tarot tout au long de l'année - Subvention demandée pour la location de la salle.	
Tennis Club de Fliers	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	Ecole de tennis et mise à disposition des terrains aux adhérents	
Tennis de table Flérialien	6 100 €	6 100 €	6 100 €	6 100 €	6 100 €	7 000 €	6 100 €	Entraînements structurés et dirigés - Participation aux compétitions officielles - Mise en place d'un groupe de perfectionnement sportif, d'un accompagnement éducatif en collège - Compétitions niveau National, Régional et départemental - Club labellisé	
Tir à l'Arc	1 600 €	1 600 €	1 600 €	1 600 €	1 600 €	1 600 €	1 600 €	Tir à l'arc loisir auprès des jeunes + Initiation à la compétition- Organisation des entraînements et des compétitions en forêt de St Clair... - Participation aux concours locaux, départementaux, régionaux et championnat de France	
Volley ball Club de Fliers	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	Entraînements, matches, tournois en salle et sur sable	
Vikings Flérialiens	800 €	800 €	800 €	800 €	800 €	900 €	800 €	Organisation de brevet de marche et de natation	
RCVV	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	Promotion, développement et organisation du tourisme à vélo - route et VTT- Tous public	
Union Sportive Flérialienne						6 111 €	0 €	Pratique du football : participation à divers championnats et tournois de football, action éducative par le sport, formation d'arbitres	
	170 772 €	167 872 €	163 572 €	164 572 €	164 672 €	184 513 €	164 672 €		

SUBVENTIONS 2017
DEVELOPPEMENT DU SPORT ET GRANDES MANIFESTATIONS SPORTIVES
MEMOIRE DE FLERS et CEREMONIES PATRIOTIQUES
ATTRIBUTIONS

ASSOCIATIONS SPORTIVES - ACTIONS SPECIFIQUES - SUBVENTIONS									
Associations sportives	Montants votés					FINANCEMENT 2017		LE PROJET	
	Montant voté 2012	Montant voté 2013	Montant voté 2014	Montant voté 2015	Montant voté 2015	Subvention sollicitée	Subvention votée		
Basket Ball Flérien		1 200 €	600 €	900 €	800 €	1 200 €	800 €	Tournoi Senior basket Loisir : tournoi organisé par les bénévoles du BCF pour les équipes séniors mixte de la Basse Normandie prévu en 1er mai 2017	Tournoi
BMX Club Flérien	500 €	500 €	500 €	500 €	500 €	700 €	500 €	Organisation de la 2ème manche du Challenge de Normandie le 12 mars 2017 : 480 pilotes et 1 600 spectateurs	
		200 €	200 €	200 €	200 €	400 €	200 €	Organisation d'un Open - 1er octobre 2017	
Boxing Club Flérien	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	Gala de boxe organisé le 04 mars 2017 à la Halle des Sports (300 personnes) - Organisation d'une réunion éducative le 28 janvier 2017 (100 personnes)	
Cercle d'Echecs de Fiers						2 000 €	0 €	Acquisition d'un mini-bus, afin de faciliter les déplacements des accompagnateurs des jeunes sportifs	
Club Alpin Français du Pays de Fiers	200 €	200 €	200 €	200 €	200 €	300 €	200 €	Open de Fiers les 15 et 16 avril 2017	
Fiers Condé Athlétisme						800 €	800 €	Renouvellement de l'équipement du mur	
						1 000 €	500 €	Organisation d'une compétition d'athlétisme de Nationale 2 à Fiers (600 athlètes) - 06 mai 2017	
Fiers cyclisme				1 500 €	1 500 €	2 000 €	1 500 €	Organisation course FLERS CENISY le 22 octobre 2017	
			1 000 €	1 000 €	1 000 €	2 000 €	0 €	Organisation d'une épreuve de championnat de France cycliste des agents territoriaux (Epreuves sur 2 jours - dates à définir)	
Football Club Flérien						1 000 €	1 000 €	Criterium cycliste de la rue de Paris (St Gilles) + Courses de la rue de Domfront le 2ème WE de septembre	
Handball Club Flérien					5 000 €	5 000 €	5 000 €	Achat mobilier pour l'espace de convivialité	
			500 €	500 €	500 €	500 €	500 €	Action votée en 2016, mais non exécutée	
Judo Club Flérien								Challenge Balzu le 10 septembre 2017 : tournoi à la mémoire de Jérôme Debaize	
Karaté Tai-Jitsu					200 €	1 100 €	200 €	Organisation de la 27ème édition du tournoi de judo de la Ville des Fiers (300 compétiteurs) les 11 et 12 mars 2017	
Pétanque Flérienne	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	0 €	Développement du potentiel technique et du niveau du club en compétition par l'organisation de stage intra-clubs pour chacune des 6 sections	
Tennis Club de Fiers	2 500 €	2 500 €	2 500 €	2 500 €	2 500 €	1 500 €	1 500 €	"Grand prix de la ville de Fiers" le 27 aout 2017	
						2 500 €	2 500 €	Tournoi Open de Fiers : tournoi de tennis de niveau régional. Présence de nombreux joueurs de niveau régional, national et international - du 03 au 19 mars 2017	
Tennis de Table de Fiers						2 000 €	1 000 €	Soutien de l'équipe 1ère féminine qui évolue en National 3	
						1 000 €	700 €	Organisation d'un tournoi national les 04 et 05 juin 2017 réunissant de 200 à 250 joueurs de niveau départemental, régional et national	
RCVV	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	"Les Chemins du Mont" - 28ème édition	
						1 340 €	0 €	Organisation d'un tournoi de football	
Union Sportive Flérienne						670 €	0 €	Développement d'une section de foot en salle	
Autres demandes non renouvelées	6 900 €	8 300 €	10 800 €	6 260 €	500 €	30 710 €	19 100 €		

ASSOCIATIONS PATRIOTIQUES - ACTIONS SPECIFIQUES - SUBVENTIONS									
Association						FINANCEMENT 2017			
	Montant voté 2012	Montant voté 2013	Montant voté 2014	Montant voté 2015	Montant voté 2016	Subvention solicitée	Subvention votée		
	1 000 €	1 300 €	1 300 €	1 300 €	1 300 €	1 300 €	1 300 €		
Comité d'Entente des Sociétés Patriotiques	1 000 €	1 300 €	1 300 €	1 300 €	1 300 €	1 300 €	1 300 €		

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-453	7.10	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17
 38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

FOOTBALL CLUB FLERIEN CONVENTION D'OBJECTIFS AUTORISATION DE SIGNATURE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Otre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATé, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane PERRET	Irène COJEAN	
	Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	433 à 439	25	29
	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-453	7.10	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Jean-Pierre HUREL Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS	N°	Date	Question	
	DEVELOPPEMENT DU SPORT GRANDES MANIFESTATIONS SPORTIVES MEMOIRE DE FLERS ET CEREMONIES PATRIOTIQUES	14	15.03.17	2	
	C O N S E I L	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre 21 N° délibération 2017-453

OBJET	FOOTBALL CLUB FLERIEN - CONVENTION D'OBJECTIFS - AUTORISATION DE SIGNATURE
-------	---

SL/VV

Chers Collègues,

L'association du Football Club Flérien (FCF) est une association régie par la loi de 1901.

Le FCF compte 470 licenciés dont 86 femmes et la moitié de son effectif a moins de 16 ans. Pour encadrer ses 27 équipes, le club dispose de 75 bénévoles actifs, ainsi que de 4 salariés.

La Ville de Flers constate que cette association, comme d'autres associations sportives, a pour objet principal de promouvoir et de développer le sport, mais aussi et surtout, a une action éducative, par le sport auprès des jeunes de la Ville de Flers.

C'est pourquoi, la Ville de Flers, dans le cadre de sa politique sportive et d'aide apportée aux associations sportives, s'engage à soutenir financièrement ce projet, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert en termes de locaux et de moyens matériels.

Le montant de la subvention globale est supérieur à 23 000 €, ce qui impose la signature d'une convention d'objectifs entre la Ville de Flers et le Football Club Flérien.

Cette convention repose sur les principes suivants :

- le versement d'une subvention globale de fonctionnement basée sur le dossier type de demande de subvention de la Ville de Flers, dont les objectifs généraux s'organisent autour de 3 orientations :
 1. une pratique sportive pour le plus grand nombre
 2. implication du club dans la compétition et valorisation médiatique de l'activité et de la Ville de Flers
 3. le sport comme outil d'éducation et de citoyenneté
- le versement d'une subvention « Action spécifique / Promotion de la Ville » pour l'achat de mobilier dans le cadre de la construction du futur espace de convivialité.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-453	7.10	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention d'objectifs avec le Football Club Flérien.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-453-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017

FOOTBALL CLUB FLERIEN

CONVENTION D'OBJECTIFS

Entre les soussignés

La Ville de Flers, représentée par Yves GOASDOUE, Maire, agissant en vertu de la délibération 2017-453 du CM 21 en date du 27 mars 2017,
Désignée ci-dessous la Ville

Et,

Le Football Club Flérien (FCF) représenté par Monsieur CASES, Monsieur LOTTIN et Monsieur MERCIER, tous les trois présidents agissant en vertu du procès-verbal de l'assemblée Générale du 04 juillet 2015,
Désigné ci-dessous l'Association

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'association Football Club Flérien est une association régie par la loi de 1901.

Le FCF compte 470 licenciés dont 86 femmes et la moitié de son effectif a moins de 16 ans. Pour encadrer ses 27 équipes, le club dispose de 75 bénévoles actifs, ainsi que de 4 salariés.

La Ville de Flers constate que cette Association, comme d'autres associations sportives, a pour objet principal de promouvoir et de développer le sport, mais aussi et surtout a une action éducative, par le sport, auprès des jeunes de la Ville de Flers et de ses environs.

Dans le cadre de cette action éducative, la commune s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce projet, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert en termes de locaux et de moyens matériels.

En contrepartie, l'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de cette action.

L'association sollicite une aide financière auprès de la Ville de Flers, qui porte la subvention globale perçue supérieure à 23.000 €. Or il s'avère que la législation impose, dans ce cas, la signature d'une convention entre la Ville et l'Association bénéficiaire.

Aussi les deux parties ont convenu de définir leurs obligations réciproques dans la présente convention.

Article 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de l'accompagnement de la Ville de Flers en faveur du Football Club Flérien.

Article 2 - DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa notification pour l'exercice comptable 2017.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE FLERS :

Le conseil municipal après consultation des commissions municipales des finances et du développement du sport reste seul juge du montant définitif des subventions à verser au club dans les cas prévus au présent article.

La participation de la Ville aux activités de l'Association prend trois formes ci-dessous précisées :

3.1 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

La Ville met à la disposition de l'Association, par convention particulière, les terrains de sport situés sur le complexe sportif du Hazé et du Hariel, ainsi que les vestiaires attenants.

3.2 – SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

La Ville confirme son engagement, vis-à-vis de l'Association, en versant une subvention globale de fonctionnement d'un montant de **65 000 € pour l'année 2017**, conformément à la délibération n° 2017-452 du 27 mars 2017.

3.3 – SUBVENTION « ACTION SPECIFIQUE / PROMOTION DE LA VILLE »

Il est accordé, en sus des aides ci-dessus, à l'association une subvention de **5 000 €**, affectée au titre de de l'achat de matériel pour l'aménagement du futur espace de convivialité, conformément à la délibération n° 2017-452 du 27 mars 2017.

ARTICLE 4 - CONDITION DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

La présente convention ne vaut ni engagement ni accord de financement pour les années à venir. Les montants prévisionnels qui pourraient être demandés au titre des exercices ultérieurs seront examinés chaque année par le Conseil Municipal, sur la base d'une nouvelle demande formulée par l'association.

4.1 – SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

La décision sera basée sur un dossier-type de demande de subvention fourni par la Ville pour la part correspondant à l'article 3-2.

4.2 – SUBVENTION « ACTION SPECIFIQUE / PROMOTION DE LA VILLE »

Le versement de la subvention « ACTION SPECIFIQUE / PROMOTION DE LA VILLE » s'effectuera après l'achat du matériel par le FCF, suite à la présentation des factures.

ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

L'association s'engage à :

- affecter les sommes versées au financement des actions décrites dans la présente convention. Toute modification substantielle des actions décrites devra faire l'objet d'une nouvelle contractualisation par avenant,
- tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière,
- respecter scrupuleusement les obligations prévues aux articles 6, 7 et 8 ci-dessous,
- valoriser dans les comptes de l'Association les mises à dispositions de locaux et de matériels à son profit.

Le respect de ces engagements est considéré comme une condition substantielle de l'octroi de l'aide attribuée aux 1, 2 et 3 de l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 6 - CONTROLE DE L'UTILISATION DES FONDS

La Ville ou tout autre mandataire désigné par elle, pourra procéder ou faire procéder, à tout moment, à un contrôle et à une vérification de l'utilisation de l'aide attribuée, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Article 7 - DEFINITION DES OBJECTIFS DE L'ASSOCIATION

Les objectifs généraux du club, partagés et encouragés par la Ville, s'organisent autour de 3 orientations :

7.1 Une pratique sportive pour le plus grand nombre

- Maintenir l'effectif de l'école de football, et des équipes jeunes en général
- Offrir une pratique sportive organisée
- Poursuivre l'action éducative et le perfectionnement aux techniques de jeux
- Participer à des actions d'éducation, d'intégration ou de cohésion sociale en partenariat avec les associations locales œuvrant dans le domaine social et éducatif

7.2 Implication du club dans la compétition et valorisation médiatique de l'activité et de la Ville de Flers

- Participer activement aux divers championnats, et compétitions officielles
- Etre partenaire actif des animations municipales
- Porter les couleurs de notre ville
- Faire figurer le logo de la Ville de Flers sur les supports édités par le club
- Associer le service Communication de la Ville aux manifestations sportives et promotionnelles
- Donner une image positive de la Ville par l'esprit sportif des équipes et dirigeants (courtoisie, respect des adversaires et du public, respect des arbitres...)
- Mettre en œuvre des actions visant à l'amélioration de la sécurité du public et de la prévention de la violence dans les enceintes sportives
- Faire connaître les actions, les ambitions, les résultats du club par des campagnes médiatiques

7.3 Le sport comme outil d'éducation et de citoyenneté

- Maintenir le nombre d'éducateurs
- Investir dans la formation des cadres techniques, des formateurs, des arbitres, mais aussi des dirigeants
- Disposer d'une équipe dirigeante qui assure la pérennité du club
- Soutenir et encourager le bénévolat.

Article 8 - RAPPORT D'ACTIVITE

Le club s'engage à fonctionner dans le respect des règles et des objectifs de ce contrat. A la fin de chaque saison sportive, l'association s'engage à fournir à la commune un rapport d'activité de l'année écoulée, mettant notamment en avant la réalisation en cours des objectifs prévus au présent contrat.

Article 9 - CLAUSES GENERALES DE CONCERTATION

Les dirigeants de l'association rencontreront les représentants de la Ville au moins 1 fois par an afin de s'informer mutuellement, commenter les bilans, discuter des projets, et assurer le suivi des objectifs.

Les Présidents de l'association devront informer, en assemblée générale, les membres des termes du contrat, des objectifs, des engagements des 2 parties.

Article 10 - RESILIATION A L'INITIATIVE DES PARTIES

Le présent contrat d'objectif et de moyens peut-être résilié à tout moment par l'une ou l'autre des parties, avec préavis de 6 mois.

ARTICLE 11 - NON RESPECT DES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE BENEFICIAIRE

• Suspension :

En cas de non respect des obligations prévues, la Ville pourra notifier la suspension du versement de la subvention en mentionnant les motifs. Le bénéficiaire disposera d'un délai de trente jours pour régularisation.

• Résiliation :

A défaut de régularisation dans le délai imparti, la Ville aura la faculté de prononcer la résiliation de l'engagement prévu à l'article 3 de la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette résiliation sera motivée et vaudra mise en demeure de reversement de la part de la subvention non utilisée conformément aux objectifs fixés. A défaut de subvention non affectée, le reversement se fera prorata temporis.

ARTICLE 12- LITIGE

En cas de contestation sur les conditions d'exécution de la présente convention et à défaut d'accord amiable entre les parties signataires, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS DES CLAUSES CONVENTIONNELLES

Toutes modifications substantielles aux présentes devront faire l'objet d'un avenant.

Fait à FLERS, le 11 MAI 2017

Football Club Flérien
Messieurs CASES, LOTTIN et MERCIER


FOOTBALL CLUB FLÉRIEN
Stade du Hazé B.P 377
61107 FLERS CEDEX
Tél. 02 33 66 35 25 - Fax 02 33 65 00 86

Ville de Flers
Monsieur Yves GOASDOUE



COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	27.03.17	2017-454	1.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

**MARCHE PUBLIC N° 17-2016 RELATIF A L'AMENAGEMENT D'UN ESPACE
 DE CONVIVIALITE AU PARC DES SPORTS DU HAZE
 LOT N° 1 : TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE - RAVALEMENT
 AVENANT N° 3**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants	Mandataires	Questions
Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
Christiane PERRET	Irène COJEAN	
Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	433 à 439	25	29
Quorum : 17	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-454	1.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Jean-Pierre HUREL Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question
	DEVELOPPEMENT DU SPORT GRANDES MANIFESTATIONS SPORTIVES MEMOIRE DE FLERS ET CEREMONIES PATRIOTIQUES		14	15.03.17	3
	CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre 22 N° délibération 2017-454

OBJET	MARCHE PUBLIC N° 17-2016 RELATIF A L'AMENAGEMENT D'UN ESPACE DE CONVIVIALITE AU PARC DES SPORTS DU HAZE - LOT N° 1 : TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE - RAVALEMENT - AVENANT N° 3
-------	--

AR/AM/VV

Chers Collègues,

Par décision n° D77 du 3 mai 2016, le marché n° 17-2016 relatif à l'aménagement d'un espace de convivialité au Stade du Hazé - Lot n° 1 : Terrassement - Gros œuvre - Ravalement a été attribué à l'entreprise SNTPF sise à La Selle la Forge pour un montant de 128 179, 22 € HT.

L'avenant n° 1, dont la signature a été autorisée par la décision n° 102 du 27 septembre 2016, a porté le montant du marché à 131 996,22 € HT, soit une augmentation de 3 817 € (+ 2,98 %).

Par avenant n° 2, autorisé par décision n° 119 du 3 février 2017, le délai d'exécution des prestations a été prolongé jusqu'au 31 juillet 2017.

Suite à des investigations complémentaires (études EXE), les travaux complémentaires suivants sont nécessaires :

- Reprise des réseaux d'eaux usées anciens et non conformes ;
- Fourniture et pose d'une pompe de relevage.

Le montant de ces travaux s'élève à 11 449,88 € HT, soit une augmentation cumulée de 11,91 % pour les avenants 1 et 3.

Par conséquent, il est nécessaire de conclure un avenant au marché, qui porte le montant du marché à 143 446,10 € HT.

La commission des MAPA, désignée par délibération n° 10 du 14 avril 2014, s'est réunie le 2 mars 2017 et a émis un avis favorable sur le projet d'avenant.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER

Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant n° 3 du marché n° 17-2016 avec la société SNTPF.

ADOPTER A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-454-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017



Le Maire,

Yves GOASDOUE



MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

Annexe à la délibération du C.M. n° 21
n° 154 en date du 27/03/2017
Le Maire,



Yves GOASDOUE

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

EXE10

AVENANT N° 3

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

Ville de Flers
Avenue du Château
CS 70 229
61 104 Flers Cedex

B - Identification du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

SNTPF
823, Rue Paul Garnier
BP 326
61 106 Flers Cedex

C - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

■ Objet du marché public ou de l'accord-cadre :

MARCHE PUBLIC N° 17-2016 RELATIF A L'AMENAGEMENT D'UN ESPACE DE CONVIVIALITE AU PARC DES SPORTS DU HAZE – LOT N°1 : TERRASSEMENT – GROS ŒUVRE - RAVALEMENT

- Date de la notification du marché public ou de l'accord-cadre : 11 mai 2016
- Durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre : 9 mois prolongé par avenant n°2 jusqu'au 31 juillet 2017.
- Montant initial du marché public ou de l'accord-cadre : 128 179,22 € HT

D - Objet de l'avenant.

■ Modifications introduites par le présent avenant :

L'avenant n°1, dont la signature a été autorisée par la décision n° 102 du 27 septembre 2016 a porté le montant du marché à 131 996,22 € HT, soit une augmentation de 3 817 € (+2,98 %).

Par avenant n° 2, autorisé par décision n° 119 du 3 février 2017, le délai d'exécution des prestations a été prolongé jusqu'au 31 juillet 2017.

Suite à des investigations complémentaires (études EXE), les travaux complémentaires suivants sont nécessaires :

- Reprise des réseaux d'eaux usées anciens et non conformes ;
- Fourniture et pose d'une pompe de relevage.

Le montant de ces travaux s'élève à 11 449,88 € HT, soit une augmentation cumulée de 11,91% pour les avenants 1 et 3.

Par conséquent, il est nécessaire de conclure un avenant au marché, qui porte le montant du marché à 143 446,10 € HT.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public ou de l'accord-cadre :
(Cochez la case correspondante.)

☐

NON


☒

OUI

Montant de l'avenant : 11 449,88 € HT soit + 8,93% par rapport au montant initial du marché et + 11,91% pour les avenants 1 et 3.

Nouveau montant du marché public ou de l'accord-cadre : 143 446,10 € HT.

E - Signature du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
ZUNINO Paolo, responsable travaux	Le 06/03/2017 à La Selve la Forge	 SNTPF SAS BP 326 - 61106 FLERS Cedex Tél. 02 33 65 12 44 - Fax 02 33 65 12 45 (SIRET : 306 042 730 0001)

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

Pour l'Etat et ses établissements :

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : Flers le **06 AVR. 2017**

 
Gaëlle PIOLINE
Première-Adjointe déléguée aux Marchés Publics

■ **En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A, le

Signature du titulaire,

■ **En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :**

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

■ **En cas de notification par voie électronique :**

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	27.03.17	2017-455	1.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

MARCHE PUBLIC N° 21-2016 RELATIF A L'AMENAGEMENT D'UN ESPACE DE CONVIVIALITE AU PARC DES SPORTS DU HAZE
LOT N° 5 : ELECTRICITE - COURANT FORT - COURANT FAIBLE
AVENANT N° 2

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUË, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoins : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane PERRET	Irène COJEAN	
	Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	433 à 439	25	29
Quorum : 17	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-455	1.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Jean-Pierre HUREL Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	DEVELOPPEMENT DU SPORT GRANDES MANIFESTATIONS SPORTIVES MEMOIRE DE FLERS ET CEREMONIES PATRIOTIQUES		14	15.03.17	4	
	CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
					23	2017-455

OBJET	MARCHE PUBLIC N° 21-2016 RELATIF A L'AMENAGEMENT D'UN ESPACE DE CONVIVIALITE AU PARC DES SPORTS DU HAZE – LOT N° 5 : ELECTRICITE COURANT FORT – COURANT FAIBLE - AVENANT N° 2
-------	---

AR/AM/VV

Chers Collègues,

Par décision n° D77 du 3 mai 2016, le marché n° 21-2016 relatif à l'aménagement d'un espace de convivialité au Stade du Hazé – Lot n° 5 : Electricité courant fort – courant faible a été attribué à l'entreprise VIGOURT ELECTRICITE sise à Fontaine Etoupefour pour un montant de 22 449,65 € HT.

Par avenant n° 1, autorisé par décision n° 119 du 3 février 2017, le délai d'exécution des prestations a été prolongé jusqu'au 31 juillet 2017.

Des travaux complémentaires sont nécessaires en lien avec les modifications du cloisonnement, des demandes complémentaires des futurs usagers (installations techniques pour les bars et la cuisine) et en vue de l'alimentation électrique de la pompe de relevage.

Par conséquent, il est nécessaire de conclure un avenant au marché, qui porte le montant du marché à 24 587,02 € HT, soit une augmentation de 2 137,37 € HT (+ 9,52 %).

La commission des MAPA, désignée par délibération n° 10 du 14 avril 2014, s'est réunie le 2 mars 2017 et a émis un avis favorable sur le projet d'avenant.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant n° 2 du marché n° 21-2016 avec la société VIGOURT ELECTRICITE.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-455-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017
Publication : 03/04/2017



Le Maire,

Yves GOASDOUE



MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

EXE10

AVENANT N° 2

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

Ville de Flers
Avenue du Château
CS 70 229
61 104 Flers Cedex

B - Identification du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

VIGOURT ELECTRICITE
20 Rue du Miebord
14 790 FONTAINE ETOUPEFOUR

C - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

■ Objet du marché public ou de l'accord-cadre :

**MARCHE PUBLIC N° 21-2016 RELATIF A L'AMENAGEMENT D'UN ESPACE DE CONVIVIALITE AU
PARC DES SPORTS DU HAZE – LOT N°5 : ELECTRICITE COURANT FORT – COURANT FAIBLE**

- Date de la notification du marché public ou de l'accord-cadre : 11 mai 2016
- Durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre : 9 mois prolongé par l'avenant 1 jusqu'au 31 juillet 2017.
- Montant initial du marché public ou de l'accord-cadre : 22 449, 65 € HT

D - Objet de l'avenant.

■ Modifications introduites par le présent avenant :

Des travaux complémentaires sont nécessaires en lien avec les modifications du cloisonnement, des demandes complémentaires des futurs usagers (installations techniques pour les bars et la cuisine) et en vue de l'alimentation électrique de la pompe de relevage.

Par conséquent, il est nécessaire de conclure un avenant au marché, qui porte le montant du marché à 24 587,02 € HT, soit une augmentation de 2 137,37 € HT (+ 9,52 %).

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public ou de l'accord-cadre :
(Cocher la case correspondante.)

☐

NON


☒

OUI

Montant de l'avenant : 2 137,37 € HT (+ 9,52 %).

Nouveau montant du marché public ou de l'accord-cadre : 24 587,02 € HT

E - Signature du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Nicolas VIGOURT Gérant	FONTAINE ETORREUR 6/03/2017	

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

Pour l'Etat et ses établissements :

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : Flers , le 06 AVR. 2017



Gaëlle PIOLINE

Première-Adjointe déléguée aux Marchés Publics



■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A, le

Signature du titulaire,

■ En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

■ En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-456	7.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

BUDGET PRIMITIF 2017
RESULTATS 2016
REPRISES ANTICIPEES

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointes : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants		Mandataires		Questions
Serge	HAMEL	Sonia	LAFAY	Ensemble de la séance
Christiane	PERRET	Irène	COJEAN	
Mathieu	HELLOUIN	Anne-Marie	MORIN	
Richard	RIHOUEY	Charles-Henri	GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	433 à 439	25	29
	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	04 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-456	7.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T
présenté par
Gaëlle PIOLINE
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
GESTION FINANCIERE		16	15.03.17	1	
CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
				24	2017-456

OBJET	BUDGET PRIMITIF 2017 – RESULTATS 2016 – REPRISES ANTICIPEES
-------	---

MG/VV

Chers Collègues,

L'article L 2311-5 – 4^{ème} alinéa – du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que :

«entre la date limite de mandatement fixée au troisième alinéa de l'article L 1612-11 et la date limite de vote des taux des impositions locales prévue à l'article 1639 A du code général des impôts, le conseil municipal peut, au titre de l'exercice clos et avant l'adoption de son compte administratif, reporter de manière anticipée au budget le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou, le cas échéant, l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation».

Dans le cadre du vote du Budget Primitif 2017, il vous est ainsi proposé d'opérer la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2016 qui se présentent comme suit :

RESULTATS 2016

BUDGET GENERAL Ville de Flers	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	3 073 119,64 €
RECETTES DE L'ANNEE	17 047 462,67 €
DEPENSES DE L'ANNEE	-15 075 966,77 €
RESULTAT DE CLOTURE	5 044 615,54 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT	
RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	-564 074,58 €
RECETTES DE L'ANNEE	3 155 364,69 €
DEPENSES DE L'ANNEE	-3 144 851,67 €
RESULTAT DE CLOTURE	-553 561,56 €
REPORT RECETTES	1 233 553,83 €
REPORT DEPENSES	-1 717 857,44 €
EXCEDENT DE FINANCEMENT	-1 037 865,17 €
RESULTAT DISPONIBLE	4 006 750,37 €

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-456	7.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

BUDGET ANNEXE Lotissement	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00 €
RECETTES DE L'ANNEE	21 666,24 €
DEPENSES DE L'ANNEE	-21 666,24 €
RESULTAT DE CLOTURE	0,00 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT	
RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	0,00 €
RECETTES DE L'ANNEE	0,00 €
DEPENSES DE L'ANNEE	-21 666,24 €
RESULTAT DE CLOTURE	-21 666,24 €
EXCEDENT DE FINANCEMENT	-21 666,24 €
RESULTAT DISPONIBLE	-21 666,24 €

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - AFFECTER** au budget général la somme de 1 037 865,17 € au c/1068 excédents de fonctionnement capitalisés.
- 2 - REPENDRE** la somme de 553 561,56 € au c/001D solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget général et la somme de 21 666,24 € au c/001D solde d'exécution de la section d'investissement reporté du budget annexe lotissement.
- 3 - INSCRIRE** la somme de 4 006 750,37 € au c/002R résultat de fonctionnement reporté.
- 4 - DECIDER** la reprise par anticipation des résultats 2016 telle que décrite ci-dessus pour le budget général et le budget annexe lotissement.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-456-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/04/2017
Publication : 04/04/2017

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-457	7.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

**BUDGET PRIMITIF 2017
BUDGET GENERAL**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUË, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants		Mandataires		Questions
Serge	HAMEL	Sonia	LAFAY	Ensemble de la séance
Christiane	PERRET	Irène	COJEAN	
Mathieu	HELLOUIN	Anne-Marie	MORIN	
Richard	RIHOUEY	Charles-Henri	GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	433 à 439	25	29
	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	07 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-457	7.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT présenté par Gaëlle PIOLINE Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	GESTION FINANCIERE		16	15.03.17	2	
	CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
					25	2017-457

OBJET	BUDGET PRIMITIF 2017 – BUDGET GENERAL
-------	---------------------------------------

MG/VV

Chers Collègues,

Le projet de budget primitif pour l'exercice 2017, au titre du budget général et du budget annexe lotissement, peut se résumer comme présenté ci-joint en annexe.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

ADOPTER chapitre par chapitre, pour l'exercice 2017, le budget général et le budget annexe lotissement.

Adopté à l'unanimité. 5 ABSTENTIONS, celles de Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (par procuration donnée à Anne-Marie MORIN) et Istvan GASZ.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-457-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2017

Publication : 07/04/2017

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	27.03.17	2017-458	7.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

**FISCALITE DIRECTE LOCALE
TAUX DES TAXES POUR 2017**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSÉN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane PERRET	Irène COJEAN	
	Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSÉN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	433 à 439	25	29
Quorum : 17	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	04 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-458	7.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

RAPPORT
présenté par
Gaëlle PIOLINE
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
GESTION FINANCIERE		16	15.03.17	3	
CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
				26	2017-458

OBJET	FISCALITE DIRECTE LOCALE – TAUX DES TAXES POUR 2017
-------	---

MG/VV

Chers Collègues,

En vue du vote des taux des impositions locales, la Direction des Services Fiscaux a communiqué les montants des bases taxables qui s'établissent comme suit :

- Taxe d'Habitation : 14 790 000 €
- Taxe Foncier Bâti → : 18 543 000 €
- Taxe Foncier Non Bâti : 180 900 €

Il vous est proposé de fixer les taux d'imposition pour 2017 comme suit :

TAXE	Pour mémoire Taux 2016 (en %)	Coefficient de variation	PROPOSITION Taux 2017 (en %)	Produit (en €)
T.H.	20,77	1.00000	20,77	3 071 883
T.F.B.	19,58		19,58	3 630 719
T.F.N.B.	64,04		64,04	115 848
				6 818 450

Les allocations de l'Etat, en compensation de mesures légales affectant la taxe professionnelle et les taxes foncières et d'habitation, s'élèvent à 448 185 €, soit un produit total résultant des taux votés et des allocations compensatrices de : 7 266 635 €

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

ARRETER comme ci-dessus exposés les taux applicables à chacune des trois taxes pour 2017.

ADOPTER A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-458-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/04/2017
Publication : 04/04/2017

COMMUNE : 169 FLERS

ARRONDISSEMENT : 61 ARGENTAN

TRESORERIE SPL : TRESORERIE DE FLERS-MESSEI



Annexe à la délibération du C.M. n° 458 en date du 24/03/2017

N° 1259 COM (1)

TAUX

FDL

2017

ETAT DE NOTIFICATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2017

I - RESSOURCES FISCALES A TAUX CONSTANTS

	Bases d'imposition effectives 2016 1	Taux d'imposition communaux de 2016 2	Taux d'imposition plafonnés 2017 3	Bases d'imposition prévisionnelles 2017 4	Produits à taux constants (col.4 x col.2 ou col.3) 5
Taxe d'habitation.....	14 599 914	20,77	>>>	14 790 000	3 071 883
Taxe foncière (bâti).....	18 562 148	19,58	>>>	18 543 000	3 630 719
Taxe foncière (non bâti).	174 997	64,04	>>>	180 900	115 848
CFE.....			>>>		0
Bases de taxe d'habitation relatives aux logements vacants : 4			>>>		
Bases de taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 4b			>>>		
Total :					6 818 450

II - DECISIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

7266 635 - 448 185 - Total allocations compensatoires

1. PRODUIT DES TAXES DIRECTES LOCALES ATTENDU POUR 2017 5

Produit nécessaire à l'équilibre du budget : 4266 635 - Produit des IFER 8 - Versement GIR 11 = 448 185 - TASCOM 10 = 6818 450

2. CALCUL DES TAUX 2017 PAR APPLICATION DE LA VARIATION PROPORTIONNELLE

Taux de référence de 2016 (col.2 ou 3) 6	COEFFICIENT DE VARIATION PROPORTIONNELLE 12 8	Taux de référence 2017 (col.6 x col.8) 9	3. TAUX VOTES 10	Bases d'imposition prévisionnelles 2017 11	Produit correspondant (col.10 x col.11) 12
Taxe d'habitation.....	20,77	20,77	20,77	14 790 000	3 071 883
Taxe foncière (bâti).....	19,58	19,58	19,58	18 543 000	3 630 719
Taxe foncière (non bâti).	64,04	64,04	64,04	180 900	115 848
CFE.....	>>>				
Produit à taux constants					6 818 450

La diminution sans lien des taux a-t-elle été décidée en 2017 ? (indiquer OUI/NON dans la cellule ci-contre) : NON

A ALENCON

Le DIRECTEUR DEP. DES FINANCES PUBLIQUES

LAURENT GUILLON

le 22 MARS 2017

Le préfet,

le 4 AVR. 2017

Pour le Préfet,
L'Attaché de Préfecture
Chef de Bureau,

Armelle ROUSSET



A FLERS

Le maire,

Yves GOASDOUE

FEUILLETA RETOURNER AUX SERVICES PREFECTORAUX EN TROIS EXEMPLAIRES, ACCOMPAGNE DE LA DELIBERATION DE VOTE DES TAUX

le 27/03/2017

COMMUNE: 169 FLERS

ARRONDISSEMENT: 61 ARGENTAN

TRESORERIE SPL:

TRESORERIE DE FLERS-MESSEI



N° 1259 COM (2)

TAUX

FDL

2017

III – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :

1. DETAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES 13

Taux d'habitation :

Taux foncière (bâti) :

a. Personnes de condition modeste

b. ZFU, baux à réhabilitation, QPPV

c. Exonération de longue durée (logements sociaux)

Taux foncière (non bâti) :

Taux professionnelle / CFE :

a. Dotation unique spécifique (TP)

b. Réduction des bases des créations d'établissements

c. Exonération en zones d'aménagement du territoire

d. Abattement de 25% en Corse

Dotation pour perte de THLV :

2. BASES NON TAXEES 14

Bases exonérées par le conseil municipal

Taxe foncière (bâti)

Taxe foncière (non bâti)

Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)

Bases exonérées par la loi dans certaines zones

Taxe foncière (bâti)

Taxe foncière (non bâti)

Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)

Bases exonérées par la loi au titre des terres agricoles

3. CVAE 15

a. CVAE : part nette versée par les entreprises

b. CVAE : part dégrèvée

c. CVAE : part relative aux exonérations compensées

d. CVAE : part relative aux exonérations non compensées

4. PRODUIT DES IFR 8

Éoliennes & hydroliennes

Centrales électriques

Centrales photovoltaïques

Centrales hydrauliques

Transformateurs

Stations radioléctriques

Gaz – Stockage, transport...

5. ELEMENTS UTILES AU VOTE DES TAUX 16

	Taux moyens communaux de 2016, au niveau départemental 14		Taux 2016 des EPCI 16	Taux plafonds 2017 15	Taux plafonds communaux à ne pas dépasser pour 2017 (col.15 – col.16) 17
	national 13	départemental 14			
Taxe d'habitation.....	24,38	24,44	6,91000	61,10	54,19
Taxe foncière (bâti).....	20,85	21,96	6,33000	54,90	48,57
Taxe foncière (non bâti).	49,31	36,80	12,24000	123,28	111,04
CFE.....	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>

DIMINUTION SANS LIEN 18

Année au titre de laquelle la diminution sans lien a été appliquée

Année au titre de laquelle les taux précédemment diminués sans lien ont été augmentés

MAJORATION SPECIALE DU TAUX DE CFE 17

Taux communal majoré à ne pas dépasser	Taux maximum de la majoration spéciale	Taux de CFE perçue en 2016 par la communauté d'agglomération, la communauté urbaine ou de communes ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique
>>>	>>>	25,59
Taux moyen pondéré des taxes d'habitation et foncières de 2016 : national	>>>	
communal	>>>	

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-458	7.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU MAIRE			

R A P P O R T

présenté par

Gaëlle PIOLINE

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
GESTION FINANCIERE		16	15.03.17	3	
CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
				26	2017-458

OBJET	FISCALITE DIRECTE LOCALE – TAUX DES TAXES POUR 2017
-------	---

MG/VV

Chers Collègues,

En vue du vote des taux des impositions locales, la Direction des Services Fiscaux a communiqué les montants des bases taxables qui s'établissent comme suit :

- Taxe d'Habitation : 14 790 000 €
- Taxe Foncier Bâti → : 18 543 000 €
- Taxe Foncier Non Bâti : 180 900 €

Il vous est proposé de fixer les taux d'imposition pour 2017 comme suit :

TAXE	Pour mémoire Taux 2016 (en %)	Coefficient de variation	PROPOSITION Taux 2017 (en %)	Produit (en €)
T.H.	20,77	1.00000	20,77	3 071 883
T.F.B.	19,58		19,58	3 630 719
T.F.N.B.	64,04		64,04	115 848
				6 818 450

Les allocations de l'Etat, en compensation de mesures légales affectant la taxe professionnelle et les taxes foncières et d'habitation, s'élèvent à 448 185 €, soit un produit total résultant des taux votés et des allocations compensatrices de : 7 266 635 €

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

ARRETER comme ci-dessus exposés les taux applicables à chacune des trois taxes pour 2017.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Le Maire,

Yves GOASDOUE



COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	27.03.17	2017-459	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

**SUBVENTIONS 2017
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
ATTRIBUTION**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointes : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSÉN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane PERRET	Irène COJEAN	
	Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSÉN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	433 à 439	25	29
Quorum : 17	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-459	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT présenté par Gaëlle PIOLINE Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	GESTION FINANCIERE		16	15.03.17	4	
	CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre 27	N° délibération 2017-459

OBJET	SUBVENTION 2017 – CENTRE COMMUNAL D’ACTION SOCIALE - ATTRIBUTION
-------	--

MG/VV

Chers Collègues,

Par délibération n° 315 du 21 mars 2016, vous avez décidé l'attribution d'une subvention d'un montant de 265 000 euros au profit du C.C.A.S.

A la vue de la demande de subvention formulée pour l'exercice 2017, il est sollicité une aide de 265 000 euros.

Conformément à la délibération n° 813 du 25 mars 2013, un acompte de cette subvention peut être versé avant le vote du Conseil Municipal, dans la limite de 25 % du montant de la subvention de l'année précédente.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - **ATTRIBUER** une subvention globale pour un montant maximum de 265 000 euros pour le C.C.A.S.
- 2 - **PRECISER** que cette subvention sera versée au fur et à mesure des besoins de financement du C.C.A.S.
- 3 - **PRECISER** que les crédits correspondants figurent au budget pour l'exercice considéré.
- 4 - **AUTORISER** le versement par anticipation d'un acompte, plafonné à 25 % de la subvention annuelle.
- 5 - **PRECISER** que le crédit décrit ci-dessus, versé sous forme d'acompte à valoir sur la subvention principale, figurera à chaque budget primitif de la Ville de Flers.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-459-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017
Publication : 03/04/2017

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-460	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

PROJETS D'INVESTISSEMENT 2017
DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (D.E.T.R.)
AUTORISATION DE SIGNATURE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointes : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants	Mandataires	Questions
Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
Christiane PERRET	Irène COJEAN	
Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	433 à 439	25	29
	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-460	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Gaëlle PIOLINE Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	GESTION FINANCIERE		16	15.03.17	5	
	CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
					28	2017-460

OBJET	PROJETS D'INVESTISSEMENT 2017 – DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (D.E.T.R.) – AUTORISATION DE SIGNATURE
-------	---

DG

Chers Collègues,

Les projets d'investissement ci-dessous qui seront proposés au budget 2017 peuvent bénéficier de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (D.E.T.R.).

			Montant en €	
Rubrique DETR	Localisation	Opération	H.T.	T.T.C.
I – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET SERVICES				
1-5	Ecole Élémentaire Sévigné	Restructuration de l'école Élémentaire Sévigné (tranche 2)	416 666,67	500 000,00
	Ecoles	Informatisation (phase 1)	37 500,00	45 000,00
1-7	Wifi	Déploiement Hotspot	25 000,00	30 000,00
III – DEVELOPEMENT DURABLE ET ACCESSIBILITE				
3-3	Gymnase Jean Monnet	Restructuration du gymnase	1 833 333,33	2 200 000,00
	Gymnase Sévigné	Restructuration du gymnase	53 375,00	64 050,00
IV – SECURITE-PROTECTION				
4-1	Ecoles maternelles et primaires	Vidéoprotection intérieure, extérieure, mise en sécurité accès écoles	108 547,09	130 256,51
4-2-1	Jean de la Fontaine, Paul Bert Sévigné, Saint Joseph, collège Jean Monnet	Sécurisation des piétons aux abords des Ecoles	27 500,00	33 000,00
	Avenue de Verdun	Aménagement total de voirie, trottoirs, d'une piste cyclable	125 000,00	150 000,00
	Rue de la Fournière	Aménagement voirie, trottoirs	117 083,33	140 500,00
4-2-3	Stade du Hazé, impasse des Fresneaux, allée du château, parking de la Géroudière, programme pluriannuel	Réfection éclairage public (économe en énergie), remplacement de luminaires avec lampes à vapeur de mercure	147 500,00	177 000,00
4-2-4	Ville de Fliers	Modernisation et remplacement équipements sécurité incendie	25 000,00	30 000,00

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-460	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

V – PATRIMOINE				
5-1	Marché couvert	Réfection des façades, mise en valeur du patrimoine reconnue	166 666,67	200 000,00
	Parc du Château	Restauration berge grand étang	13 750,00	16 500,00
	Allée entrée principale site Mairie / château	Réfection de l'entrée principale du site du Parc du château	12 500,00	15 000,00
5-2	Stade du Hazé	Réhabilitation de bâtiments pour la création de locaux administratifs	26 416,67	31 700,00
	Groupe scolaire les Vallées	Mise aux normes de l'ancien logement pour la création de locaux administratifs	7 916,67	9 500,00
	Centre Madeleine Louaintier	Aménagement de locaux administratifs	10 000,00	12 000,00
	Ecole Jean de la Fontaine, Ecole Roland, Gymnase Sévigné, Mairie	Accessibilité et mise en conformité	186 351,00	223 621,20
TOTAL			3 340 106,43	4 008 127,71

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - SOLLICITER** la D.E.T.R. au taux maximal, auprès de l'Etat, pour les travaux cités ci-dessus.
- 2 - AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toute(s) pièce(s) nécessaire(s) à la mise en œuvre de cette délibération.
- 3 - DIRE** que les projets ci-dessus feront l'objet d'une inscription au budget 2017.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-460-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	27.03.17	2017-461	1.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 21 DU 27.03.17
 38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

CONCEPTION, REALISATION ET IMPRESSION DES JOURNAUX COMMUNAUTAIRES ET COMMUNAUX COMMUNS GROUPEMENT DE COMMANDE ENTRE LA VILLE DE FLERS, LA VILLE DE LA FERTE MACE ET FLERS AGGLO CONVENTION CONSTITUTIVE AUTORISATION DE SIGNATURE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Oltre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane PERRET	Irène COJEAN	
	Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	433 à 439	25	29
Quorum : 17	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-461	1.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Gaëlle PIOLINE Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question
	GESTION FINANCIERE		16	15.03.17	6
	CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre
					N° délibération
					29
					2017-461

OBJET	CONCEPTION, REALISATION ET IMPRESSION DES JOURNAUX COMMUNAUTAIRES ET COMMUNAUX COMMUNS – GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE FLERS, LA VILLE DE LA FERTE-MACE ET FLERS AGGLO - CONVENTION CONSTITUTIVE - AUTORISATION DE SIGNATURE
-------	--

TD/AR

Chers collègues,

La Communauté d'Agglomération Flers Agglo, la Ville de Flers et la Ville de la Ferté-Macé publient 4 fois par an leurs journaux municipaux et communautaires communs. Elles font appel à un prestataire extérieur pour la réalisation, la conception et l'impression de ces journaux.

Afin de mutualiser la commande publique il est proposé de créer un groupement de commandes entre la Ville de Flers, la Ville de la Ferté-Macé et Flers Agglo pour attribuer les marchés de services.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics qui prévoit que tout groupement de commandes doit être formalisé par une convention.

Il vous est donc soumis en annexe à la présente délibération une convention instaurant le groupement de commandes. Cette convention prévoit d'une part le fonctionnement du groupement et en arrête le périmètre d'autre part.

S'agissant du fonctionnement du groupement de commandes, il est proposé que Flers Agglo coordonne le groupement. En conséquence, la Communauté d'Agglomération aura la charge d'organiser les procédures de marchés publics, dans le respect de la réglementation applicable à la passation des marchés publics et de son règlement intérieur, pour le compte de chacun des membres.

En fonction du montant des marchés ou accords-cadres, ceux-ci seront attribués, en fonction de leur montant, soit après avis simple d'une commission consultative pour l'attribution des marchés passés selon la procédure adaptée (COMAPA) composée d'un représentant de chaque membre du groupement, soit après avis de la commission d'appel d'offres, composée dans les mêmes formes. Ces commissions sont présidées par le représentant de Flers Agglo en sa qualité de coordonnateur du groupement.

Chaque membre du groupement signera et notifiera les marchés pour les besoins qu'il aura préalablement exprimés avant de les exécuter.

Le groupement de commandes est constitué pour une durée de 5 ans renouvelable.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-461	1.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 – ELIRE** un membre titulaire de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) du groupement de commandes et un membre suppléant.
- 2 – PRENDRE ACTE** que le membre titulaire de la commission consultative pour l'attribution des marchés passés selon la procédure adaptée (COMAPA) du groupement de commandes et le membre suppléant sont ceux élus pour être respectivement membre titulaire et suppléant de la commission d'appel d'offres.
- 3 – AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention instaurant un groupement de commandes entre la Ville de Flers, la Ville de la Ferté-Macé et Flers Agglo ayant pour objet la conception, la réalisation et l'impression des journaux communautaires et communaux communs ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Sont élues par 30 voix sur 30 suffrages exprimés :

TITULAIRE	SUPPLEANTE
Gaëlle PIOLINE	Irène COJEAN

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-461-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017

**GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LA CONCEPTION, LA REALISATION ET
L'IMPRESSION DES JOURNAUX COMMUNAUTAIRES ET COMMUNAUX COMMUNS**

~~~~~

**GROUPEMENT DE COMMANDES  
FLERS AGGLO - VILLE DE FLERS - VILLE DE LA FERTE-MACE**

~~~~~

CONVENTION CONSTITUTIVE

TD/AR/EA

ENTRE :

La Ville de Flers, représentée par son Maire-Adjoint, Madame Gaëlle PIOLINE, agissant en vertu de la délibération n° 2017-461 du 27 mars 2017,

dont le siège est Avenue du Château – CS 70229 - 61104 FLERS CEDEX,

d'une part,

ET

Flers Agglo, représentée par son Président, Monsieur Yves GOASDOUE, agissant en vertu de la délibération n° 2017-141 du 6 avril 2017,

dont le siège est 41 Rue de la Boule - CS 149 - 61103 FLERS CEDEX,

d'autre part,

ET

La Ville de la Ferté-Macé, représentée par son Maire, Monsieur Jacques DALMONT, agissant en vertu de la délibération n° D/17/0231V du 27.03.17

dont le siège est Place de la République – 61600 La Ferté-Macé,

d'autre part,

PREAMBULE

La Communauté d'Agglomération Flers Agglo, la Ville de Flers et la Ville de la Ferté Macé publient 4 fois par an leurs journaux municipaux et communautaires communs. Elles font appel à un prestataire extérieur pour la réalisation, la conception et l'impression de ces journaux.

Afin de mutualiser la commande publique pour le choix des entreprises devant réaliser les services ainsi que pour la passation de tout marché nécessaire à la mise en œuvre de cette opération, il est proposé de créer un groupement de commandes pour attribuer les marchés.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics qui prévoit que tout groupement de commandes doit être formalisé par une convention.

ARTICLE 1 CONSTITUTION

La Ville de Flers, la Ville de la Ferté Macé et Flers Agglo conviennent, par la présente convention, de constituer un groupement de commandes conformément l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics pour la conception, la réalisation et l'impression des journaux communautaires et municipaux communs.

Ce groupement de commandes est constitué entre les parties à la présente convention en vue de passer les marchés publics relatifs à la réalisation, la conception et l'impression des journaux communautaires et municipaux communs.

ARTICLE 2 NATURE DES MISSIONS ET PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS

Le coordonnateur conduira la procédure sous forme de procédure adaptée ou formalisée, conformément aux articles 27, 66 et suivants du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pris en application de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et dans le respect de son règlement intérieur pour la passation des marchés passés selon la procédure adaptée. Dans l'éventualité où un nouveau règlement intérieur serait adopté en cours de vie du groupement, celui-ci serait d'application immédiate et s'appliquerait aux procédures lancées à compter de son adoption.

Ce règlement dernier implique que l'attribution des marchés passés selon la procédure adaptée se fasse après avis simple d'une commission dénommée COMmission des MArchés passés selon la Procédure Adaptée (COMAPA). Il est accepté par les parties que la COMAPA soit composée conformément à l'article 4 de la présente convention. Il est renvoyé, pour les modalités de fonctionnement de cette commission, au règlement intérieur pour l'attribution des marchés passés selon la procédure adaptée du coordonnateur du groupement de commandes.

Les marchés conclus selon une procédure formalisée seront attribués par une Commission d'Appel d'Offres composée conformément à l'article 4 de la présente convention.

ARTICLE 3 COORDONNATEUR

Flers Agglo est désignée comme coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

A ce titre, le coordonnateur :

- recense les besoins,
- rédige l'avis d'appel public à la concurrence et compose le dossier de consultation des entreprises,
- procède à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence,
- met le dossier de consultation des entreprises à disposition y compris par voie dématérialisée le cas échéant,
- convoque la commission des marchés passés selon la procédure adaptée (COMAPA) ou la commission d'appel d'offres (C.A.O.),
- procède à l'analyse des offres,
- présente le dossier en COMAPA ou en C.A.O. et assure le secrétariat de la commission,
- informe les candidats non retenus.

Les représentants des pouvoirs adjudicateurs de chaque membre du groupement signeront avec le ou les titulaire(s) retenu(s) un (des) marché(s) ou accord(s)-cadre(s) à hauteur de ses besoins propres, tel qu'il a été préalablement déterminé dans le dossier de consultation des entreprises, avant de le(s) lui notifier.

L'exécution administrative, technique et financière de ces marchés et accords-cadres est assurée par chaque membre du groupement en fonction de ses besoins propres.

A ce titre, chaque membre du groupement inscrit le montant du marché qui le concerne dans le budget de sa collectivité et assure l'exécution comptable du ou des marchés qui le concerne.

En cas d'accord-cadre donnant lieu à la conclusion de marchés subséquents, un contrat pluripartite sera conclu entre chaque titulaire et l'ensemble des membres du groupement de commandes ayant participé à la procédure. Les marchés subséquents, qui sont des marchés publics, seront traités comme tels et seront attribués par chaque membre du groupement dans les conditions décrites par l'accord-cadre.

ARTICLE 4	CONSTITUTION DE LA COMMISSION DES MARCHES PASSES SELON LA PROCEDURE ADAPTEE (COMAPA) ET DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES
------------------	--

Article 4.1 – Composition de la Commission des Marchés Passés selon la Procédure Adaptée (COMAPA)

La commission consultative pour la passation des marchés passés selon la procédure adaptée (COMAPA) est compétente pour émettre un avis consultatif pour l'attribution des marchés et accords-cadres dont le montant est supérieur à un seuil défini par le règlement intérieur du coordonnateur du groupement et inférieur au seuil des procédures formalisées.

La « Commission des marchés passés selon la procédure adaptée » est un groupe de travail d'aide à l'analyse des propositions des candidats aux marchés adaptés qui rend un avis simple sur le classement des offres.

Ce groupe de travail est constitué des membres de la Commission d'Appel d'Offres du groupement de commandes prévu à l'article 4.2 de la présente convention.

Il est possible d'y adjoindre tout élu ou agent de la collectivité concerné par l'affaire ainsi que toute personne invitée par le président du groupe de travail.

Le président du groupe de travail est le président de la C.A.O du groupement de commandes.

Les règles de fonctionnement de la COMAPA sont celles décrites pour cette même commission au règlement intérieur pour la passation des marchés publics du coordonnateur du groupement de commandes.

Article 4.2 – Composition de la Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.)

La Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) est compétente pour attribuer les marchés et accords-cadres dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens mentionnés à l'article 42 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Conformément à l'article L. 1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, elle est composée des membres suivants :

- A voix délibérative :
 - un représentant titulaire et un suppléant pour chaque membre du groupement.
- A voix consultative :
 - les agents des membres du groupement compétents en matière de l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics, lorsqu'ils sont invités par le Président de la commission,
 - toute personnalité compétente dans la matière objet de la consultation désignée par le Président de la commission,
 - le comptable du coordonnateur du groupement et un représentant du ministre chargé de la concurrence lorsqu'ils sont invités par le Président de la commission.

La C.A.O. est présidée par le représentant du coordonnateur.

ARTICLE 5 SIGNATURE DES MARCHES

Chaque structure s'engage à signer avec l'entreprise retenue son marché à hauteur de ses besoins propres, tels qu'elle les a préalablement déterminés.

ARTICLE 6 FIN DE LA CONVENTION

Article 6.1 - Durée de la convention

Le groupement de commandes est constitué pour une durée de cinq années à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention.

La présente convention est tacitement renouvelable, à l'issue de la période initiale, par période d'une année.

Article 6.2 – Substitution du coordonnateur

Dans l'éventualité d'une sortie du coordonnateur du groupement de commandes ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, la présente convention s'éteindrait de plein droit et une nouvelle convention interviendrait pour désigner un nouveau coordonnateur.

Article 6.3 – Résiliation de la présente convention et retrait du groupement de commandes.

Chacune des parties pourra résilier la présente convention ou se retirer du groupement de commandes, à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de 1 mois.

ARTICLE 7 DISPOSITIONS FINANCIERES

Les frais liés à la procédure de désignation du cocontractant et autres frais éventuels de fonctionnement ainsi que les frais de publicité liés à la passation des marchés sont supportés par le coordonnateur du groupement de commandes.

ARTICLE 8 MODALITES D'ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES

L'adhésion d'un nouveau membre est acceptée par l'organe délibérant de chacun des membres du groupement. Cette adhésion est prise en compte dans le cadre d'une nouvelle convention constitutive.

ARTICLE 9 CAPACITE A AGIR EN JUSTICE

Le coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures de passation dont il a la charge. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur divise la charge financière, incluant les frais de conseil éventuels, par le nombre de membres pondéré par le poids relatif de chacun d'entre eux dans les marchés ou accords-cadres afférents au dossier de consultation concerné. Il effectue l'appel de fonds auprès de chaque membre pour la part qui lui revient.

Le contentieux issu de l'exécution des marchés n'est pas inclus dans le mandat prévu au présent article en ce que chaque membre est chargé, en application de l'article 3 de la présente convention, de l'exécution technique, administrative et financière de ses marchés.

ARTICLE 10 LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Caen.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à FLERS, en 3 exemplaires, le **11 AVR. 2017**

 <p>Le Président de Flers Agglo</p> <p><i>[Signature]</i></p> <p>Yves GOASDOUE</p>	 <p>Le Maire-Adjoint de Flers</p> <p><i>[Signature]</i></p> <p>Gaëlle PIOLINE</p>	 <p>Le Maire de la Ferté Macé</p> <p><i>[Signature]</i></p> <p>Jacques DALMONT</p>
--	--	--

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-462	1.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

**DISTRIBUTION DES JOURNAUX COMMUNAUTAIRES ET COMMUNAUX COMMUNS
 GROUPEMENT DE COMMANDE ENTRE LA VILLE DE FLERS,
 LA VILLE DE LA FERTE MACE ET FLERS AGGLO
 CONVENTION CONSTITUTIVE
 AUTORISATION DE SIGNATURE**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants		Mandataires		Questions
	Serge	HAMEL	Sonia	LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane	PERRET	Irène	COJEAN	
	Mathieu	HELLOUIN	Anne-Marie	MORIN	
	Richard	RIHOUEY	Charles-Henri	GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	433 à 439	25	29
	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-462	1.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Gaëlle PIOLINE Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question
	GESTION FINANCIERE		16	15.03.17	7
	CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre
					N° délibération
					30
					2017-462

OBJET	DISTRIBUTION DES JOURNAUX COMMUNAUTAIRES ET COMMUNAUX COMMUNS – GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE FLERS, LA VILLE DE LA FERTE-MACE ET FLERS AGGLO - CONVENTION CONSTITUTIVE - AUTORISATION DE SIGNATURE
--------------	--

TD/AR

Chers collègues,

La Communauté d'Agglomération Flers Agglo, la Ville de Flers et la Ville de la Ferté-Macé publient 4 fois par an leurs journaux municipaux et communautaires communs. Le journal communal de Flers est intégré dans le journal communautaire pour la distribution. Il est proposé que celui de la ville de la Ferté Macé le soit également.

Afin de mutualiser la commande publique il est proposé de créer un groupement de commandes entre la Ville de Flers, la Ville de la Ferté-Macé et Flers Agglo pour attribuer et exécuter les marchés services.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics qui prévoit que tout groupement de commandes doit être formalisé par une convention.

Il vous est donc soumis en annexe à la présente délibération une convention instaurant le groupement de commandes. Cette convention prévoit d'une part le fonctionnement du groupement et en arrête le périmètre d'autre part.

S'agissant du fonctionnement du groupement de commandes, il est proposé que Flers Agglo coordonne le groupement. En conséquence, la Communauté d'Agglomération aura la charge d'organiser les procédures de marchés publics, dans le respect de la réglementation applicable à la passation des marchés publics et de son règlement intérieur, pour le compte de chacun des membres et d'exécuter lesdits marchés.

En fonction du montant des marchés ou accords-cadres, ceux-ci seront attribués, en fonction de leur montant, soit après avis simple d'une commission consultative pour l'attribution des marchés passés selon la procédure adaptée (COMAPA) composée d'un représentant de chaque membre du groupement, soit après avis de la commission d'appel d'offres, composée dans les mêmes formes. Ces commissions sont présidées par le représentant de Flers Agglo en sa qualité de coordonnateur du groupement.

Le coordonnateur du groupement signera et notifiera les marchés pour les besoins de l'ensemble des membres et émettra ensuite un titre de recette en vue du remboursement des frais engagés pour la distribution des journaux des autres membres.

Le groupement de commandes est constitué pour une durée de 5 ans renouvelable.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-462	1.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 – ELIRE** un membre titulaire de la commission d'appel d'offres (CAO) du groupement de commandes et un membre suppléant.
- 2 – PRENDRE ACTE** que le membre titulaire de la commission consultative pour l'attribution des marchés passés selon la procédure adaptée (COMAPA) du groupement de commandes et le membre suppléant sont ceux élus pour être respectivement membre titulaire et suppléant de la commission d'appel d'offres.
- 3 – AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention instaurant un groupement de commandes entre la Ville de Flers, la Ville de la Ferté-Macé et Flers Agglo ayant pour objet la distribution des journaux communautaires et communaux communs ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Sont élues par 30 voix sur 30 suffrages exprimés :

TITULAIRE	SUPPLEANTE
Gaëlle PIOLINE	Irène COJEAN

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-462-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017

Annexe à la délibération du C.M. 81
n° 2017-462 en date du 27.03.17

Annexe à la délibération n° 2017-142
du CC n° 04 en date du 06.04.17

1/5

**GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LA DISTRIBUTION DES JOURNAUX
COMMUNAUTAIRES ET COMMUNAUX COMMUNS**



**GROUPEMENT DE COMMANDES
FLERS AGGLO - VILLE DE FLERS - VILLE DE LA FERTE-MACE**



CONVENTION CONSTITUTIVE

TD/AR/EA

ENTRE :

La Ville de Flers, représentée par son Maire-Adjoint, Madame Gaëlle PIOLINE, agissant en vertu de la délibération n° 2017-462 du 27 mars 2017,

dont le siège est Avenue du Château – CS 70229 - 61104 FLERS CEDEX,

d'une part,

ET

Flers Agglo, représentée par son Président, Monsieur Yves GOASDOUE, agissant en vertu de la délibération n° 2017-142 du 6 avril 2017,

dont le siège est 41 Rue de la Boule - CS 149 - 61103 FLERS CEDEX,

d'autre part,

ET

La Ville de la Ferté-Macé, représentée par son Maire, Monsieur Jacques DALMONT, agissant en vertu de la délibération n° 2017-024 du 27.03.17

dont le siège est Place de la République – 61600 La Ferté-Macé,

d'autre part,

PREAMBULE

La Communauté d'Agglomération Flers Agglo, la Ville de Flers et la Ville de la Ferté-Macé publient 4 fois par an leurs journaux municipaux et communautaires communs. Les journaux communaux sont intégrés dans le journal communautaire pour la distribution.

Afin de mutualiser la commande publique pour le choix des entreprises devant réaliser les services ainsi que pour la passation de tout marché nécessaire à la mise en œuvre de cette opération, il est proposé de créer un groupement de commandes pour attribuer et exécuter les marchés au nom et pour le compte des membres.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics qui prévoit que tout groupement de commandes doit être formalisé par une convention.

ARTICLE 1 CONSTITUTION

La Ville de Flers, la Ville de la Ferté-Macé et Flers Agglo conviennent, par la présente convention, de constituer un groupement de commandes conformément à l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics pour la distribution des journaux communautaires et municipaux communs.

Ce groupement de commandes est constitué entre les parties à la présente convention en vue de passer et d'exécuter les marchés publics relatifs à la distribution des journaux communautaires et municipaux communs.

ARTICLE 2 NATURE DES MISSIONS ET PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS

Le coordonnateur conduira la procédure sous forme de procédure adaptée ou formalisée, conformément aux articles 27, 66 et suivants du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pris en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et dans le respect de son règlement intérieur pour la passation des marchés passés selon la procédure adaptée. Dans l'éventualité où un nouveau règlement intérieur serait adopté en cours de vie du groupement, celui-ci serait d'application immédiate et s'appliquerait aux procédures lancées à compter de son adoption.

Ce règlement dernier implique que l'attribution des marchés passés selon la procédure adaptée se fasse après avis simple d'une commission dénommée COMmission des MArchés passés selon la Procédure Adaptée (COMAPA). Il est accepté par les parties que la COMAPA soit composée conformément à l'article 4 de la présente convention. Il est renvoyé, pour les modalités de fonctionnement de cette commission, au règlement intérieur pour l'attribution des marchés passés selon la procédure adaptée du coordonnateur du groupement de commandes.

Les marchés conclus selon une procédure formalisée seront attribués par une Commission d'Appel d'Offres composée conformément à l'article 4 de la présente convention.

ARTICLE 3 COORDONNATEUR

Flers Agglo est désignée comme coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

A ce titre, le coordonnateur :

- recense les besoins,
- rédige l'avis d'appel public à la concurrence et compose le dossier de consultation des entreprises,
- procède à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence,
- met le dossier de consultation des entreprises à disposition y compris par voie dématérialisée le cas échéant,
- convoque la commission des marchés passés selon la procédure adaptée (COMAPA) ou la commission d'appel d'offres (C.A.O.),
- procède à l'analyse des offres,
- présente le dossier en COMAPA ou en C.A.O. et assure le secrétariat de la commission,
- informe les candidats non retenus,
- signe et notifie les marchés et accords-cadres,
- est en charge de l'exécution administrative, technique et financière de ces marchés et accords-cadres.

A ce titre, chaque membre du groupement inscrit le montant du marché qui le concerne dans le budget de sa collectivité et assure l'exécution comptable du ou des marchés qui le concerne.

En cas d'accord-cadre donnant lieu à la conclusion de marchés subséquents, un contrat sera conclu entre chaque titulaire et le coordonnateur du groupement. Les marchés subséquents seront traités comme tels et seront attribués par le coordonnateur du groupement dans les conditions décrites par l'accord-cadre.

ARTICLE 4

CONSTITUTION DE LA COMMISSION DES MARCHES PASSES SELON LA PROCEDURE ADAPTEE (COMAPA) ET DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Article 4.1 – Composition de la Commission des Marchés Passés selon la Procédure Adaptée (COMAPA)

La commission consultative pour la passation des marchés passés selon la procédure adaptée (COMAPA) est compétente pour émettre un avis consultatif pour l'attribution des marchés et accords-cadres dont le montant est supérieur à un seuil défini par le règlement intérieur du coordonnateur du groupement et inférieur au seuil des procédures formalisées.

La « Commission des marchés passés selon la procédure adaptée » est un groupe de travail d'aide à l'analyse des propositions des candidats aux marchés adaptés qui rend un avis simple sur le classement des offres.

Ce groupe de travail est constitué des membres de la Commission d'Appel d'Offres du groupement de commandes prévu à l'article 4.2 de la présente convention.

Il est possible d'y adjoindre tout élu ou agent de la collectivité concerné par l'affaire ainsi que toute personne invitée par le président du groupe de travail.

Le président du groupe de travail est le président de la C.A.O du groupement de commandes.

Les règles de fonctionnement de la COMAPA sont celles décrites pour cette même commission au règlement intérieur pour la passation des marchés publics du coordonnateur du groupement de commandes.

Article 4.2 – Composition de la Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.)

La Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) est compétente pour attribuer les marchés et accords-cadres dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens mentionnés à l'article 42 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Conformément à l'article L. 1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, elle est composée des membres suivants :

- A voix délibérative :
 - un représentant titulaire et un suppléant pour chaque membre du groupement.
- A voix consultative :
 - les agents des membres du groupement compétents en matière de l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics, lorsqu'ils sont invités par le Président de la commission,
 - toute personnalité compétente dans la matière objet de la consultation désignée par le Président de la commission,
 - le comptable du coordonnateur du groupement et un représentant du ministre chargé de la concurrence lorsqu'ils sont invités par le Président de la commission.

La C.A.O. est présidée par le représentant du coordonnateur.

ARTICLE 5 RESPONSABILITE

Les membres du groupement sont solidairement responsables de l'exécution des obligations qui leur incombent en vertu de la présente convention, des marchés passés dans le cadre du groupement de commandes et de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

ARTICLE 6 FIN DE LA CONVENTION

Article 6.1 - Durée de la convention

Le groupement de commandes est constitué pour une durée de cinq années à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention.

La présente convention est tacitement renouvelable, à l'issue de la période initiale, par période d'une année.

Article 6.2 – Substitution du coordonnateur

Dans l'éventualité d'une sortie du coordonnateur du groupement de commandes ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, la présente convention s'éteindrait de plein droit et une nouvelle convention interviendrait pour désigner un nouveau coordonnateur.

Article 6.3 – Résiliation de la présente convention et retrait du groupement de commandes

Chacune des parties pourra résilier la présente convention ou se retirer du groupement de commandes, à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de 1 mois.

ARTICLE 7 DISPOSITIONS FINANCIERES

Les frais liés à la procédure de désignation du cocontractant et autres frais éventuels de fonctionnement ainsi que les frais de publicité liés à la passation des marchés sont supportés par le coordonnateur du groupement de commandes.

Le coordonnateur du groupement est chargé de l'exécution financière du marché. Chaque année, il émet un titre de recette à l'égard des autres membres du groupement en vue du remboursement des frais engagés par lui dans l'exécution des marchés. Le montant de ce titre est calculé proportionnellement au nombre de pages du bulletin de la collectivité concernée par rapport au nombre de pages du bulletin communautaire.

ARTICLE 8 MODALITES D'ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES

L'adhésion d'un nouveau membre est acceptée par l'organe délibérant de chacun des membres du groupement. Cette adhésion est prise en compte dans le cadre d'une nouvelle convention constitutive.

ARTICLE 9 CAPACITE A AGIR EN JUSTICE

Le coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures de passation dont il a la charge. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur divise la charge financière, incluant les frais de conseil éventuels, par le nombre de membres pondéré par le poids relatif de chacun d'entre eux dans les marchés ou accords-cadres afférents au dossier de consultation concerné. Il effectue l'appel de fonds auprès de chaque membre pour la part qui lui revient.

Le contentieux issu de l'exécution des marchés n'est pas inclus dans le mandat prévu au présent article en ce que chaque membre est chargé, en application de l'article 3 de la présente convention, de l'exécution technique, administrative et financière de ses marchés.

ARTICLE 10 LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Caen.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à FLERS, en 3 exemplaires, le 11 AVR. 2017

 <p>Le Président de Flers Agglo</p> <p><i>[Signature]</i></p> <p>Yves GOASDOUE</p>	 <p>Le Maire-Adjoint de Flers</p> <p><i>[Signature]</i></p> <p>Gaëlle PIOLINE</p>	 <p>Le Maire de la Ferté Macé</p> <p><i>[Signature]</i></p> <p>Jacques DALMONT</p>
--	--	--

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	27.03.17	2017-463	1.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 21 DU 27.03.17
 38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

**MARCHE DE CONCEPTION ET D'IMPRESSION DES
 JOURNAUX MUNICIPAUX ET COMMUNAUTAIRES COMMUNS**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants	Mandataires	Questions
Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
Christiane PERRET	Irène COJEAN	
Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	433 à 439	25	29
Quorum : 17	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-463	1.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT présenté par Gaëlle PIOLINE Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	GESTION FINANCIERE		16	15.03.17	8	
	CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
					31	2017-463

OBJET	MARCHE DE CONCEPTION ET D'IMPRESSION DES JOURNAUX MUNICIPAUX ET COMMUNAUTAIRES COMMUNS
-------	--

AR

Chers Collègues,

Par délibération adoptée plus tôt ce jour, vous avez approuvé les termes de la convention de groupement de commandes conclue entre Flers Agglo, Flers et la Ferté-Macé pour la réalisation et l'impression des journaux communautaires et communaux communs aux membres.

Le montant du marché sur sa durée totale est estimé à 212 000 € HT pour les trois membres du groupement de commandes.

Il convient dès à présent de lancer une procédure d'appel d'offres ouvert afin de conclure le marché de réalisation et d'impression de ces journaux.

Conformément à l'article 32 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, le marché fait l'objet d'un lot unique car l'allotissement est de nature à rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

La procédure donnera lieu à la conclusion d'un marché, par chaque membre du groupement de commandes, d'une durée de 1 an, soit 4 numéros, reconductible 3 fois, soit une durée maximale de 4 ans à compter de sa date de notification au titulaire.

Le montant du marché de la Ville de Flers est estimé à 8 000 € H.T

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de lancer l'appel d'offres.
- 2 - AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer les marchés à intervenir avec la société retenue par la Commission d'Appel d'Offres ainsi que tout document relatif à ce dossier.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-463-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017
Publication : 03/04/2017



Le Maire,

Yves GOASDOUE

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-464	5.6	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17
 38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

ELUS MUNICIPAUX - INDEMNITES INCIDENCES DU PROTOCOLE RELATIF A LA MODERNISATION DES PARCOURS, DES CARRIERES ET DES REMUNERATIONS (PPCR) ACTUALISATION DE L'INDICE BRUT TERMINAL DE LA FONCTION PUBLIQUE AU 01.01.2017

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants		Mandataires		Questions
Serge	HAMEL	Sonia	LAFAY	Ensemble de la séance
Christiane	PERRET	Irène	COJEAN	
Mathieu	HELLOUIN	Anne-Marie	MORIN	
Richard	RIHOUEY	Charles-Henri	GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	433 à 439	25	29
	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	20.02.17	2017-464	5.6	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT

présenté par

Irène COJEAN

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
GESTION DU PERSONNEL TERRITORIAL		16	15.03.17	2	
CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
				32	2017-464

OBJET	ELUS MUNICIPAUX - INDEMNITES - INCIDENCES DU PROTOCOLE RELATIF A LA MODERNISATION DES PARCOURS, DES CARRIERES ET DES REMUNERATIONS (PPCR) - ACTUALISATION DE L'INDICE BRUT TERMINAL DE LA FONCTION PUBLIQUE AU 01.01.2017
-------	--

JLB

Chers Collègues,

Votre assemblée a arrêté le montant des indemnités de fonction des élus municipaux par délibération 6 du 14 avril 2014.

Pour mémoire, les dispositions relatives aux indemnités des titulaires de mandats municipaux sont prévues par les articles L 2123-20 à L 2123-24-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ces indemnités sont fixées en pourcentage du montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, qui était fixé, jusqu'à la parution du décret 2017-85 du 26 janvier 2017 (portant modification du décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique et du décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation) par référence à l'indice brut 1015, indice nouveau majoré 821.

Ce texte réglementaire intervient dans le cadre de la mise en œuvre du Protocole relatif à la modernisation des Parcours, des Carrières et des Rémunérations (PPCR), qui est actuellement en cours d'application sur les trois versants de la fonction publique (Etat, Hospitalière et Territoriale).

L'indice terminal brut de la fonction publique passe ainsi au 1^{er} janvier 2017 de 1015 à 1022 (indice majoré 826), puis doit évoluer à nouveau au 1^{er} janvier 2018 de 1022 à 1028 (indice majoré 830).

Il convient dès lors de prendre en compte cette évolution dans la mesure où la délibération de début de mandat faisait expressément référence à l'indice brut terminal 1015, et ce afin de déterminer l'enveloppe disponible permettant la répartition des indemnités entre le Maire, les Adjoints au Maire et les conseillers municipaux délégués.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

1 - PRECISER

que le montant de l'indemnité de fonction des élus municipaux est fixé, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, par référence à l'indice brut terminal de la fonction publique.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	20.02.17	2017-464	5.6	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

2 - SPECIFIER

que cette modification prend effet à compter du 1^{er} janvier 2017 en application du décret 2017-85 du 26 janvier 2017 précité, et que toutes les modifications ultérieures prévues par ce texte, ou par d'autres, seront appliquées automatiquement.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-464-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-465	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

SCHEMA DE MUTUALISATION
POLE GOUVERNANCE FLERS AGGLO (FA)
VILLE DE FLERS (VDF)
VILLE DE LA FERTE MACE (LFM)
CONVENTION CADRE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSÉN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants		Mandataires		Questions
	Serge	HAMEL	Sonia	LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane	PERRET	Irène	COJEAN	
	Mathieu	HELLOUIN	Anne-Marie	MORIN	
	Richard	RIHOUEY	Charles-Henri	GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSÉN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	433 à 439	25	29
	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-465	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Irène COJEAN Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	GESTION DU PERSONNEL TERRITORIAL		16	15.03.17	4	
	CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
					33	2017-465

OBJET	SCHEMA DE MUTUALISATION – POLE GOUVERNANCE FLERS AGGLO(FA)- VILLE DE FLERS (VdF)-VILLE DE LA FERTE-MACE (LFM) – CONVENTION CADRE
-------	--

ST/AM

Chers Collègues,

Dès 1994, la Ville de Flers et la Communauté de Ville du Pays de Flers avaient initié une démarche de mutualisation de services. Celle-ci portait notamment sur des fonctions d'appui : finances, ressources humaines, garde-appariteurs.

Cette démarche a été renforcée en 2006 lors du transfert de certaines compétences à la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Enfin par délibérations du 20 janvier 2011, la C.A.P.F. et la Ville de Flers ont mis en place un organigramme commun pour les 2 collectivités structuré autour d'une direction générale unique et de 12 directions opérationnelles ou d'appui.

La mise en œuvre opérationnelle s'est traduite par la mise en place d'une convention cadre qui a vocation à gérer un ensemble de principes communs et de conventions particulières propres à certaines missions. Ces conventions particulières sont au nombre de 20 actuellement et couvrent tous les champs.

Elle s'est également traduite par une uniformisation des régimes indemnitaires et du règlement intérieur de travail qui ont facilité la mobilité des agents entre les 2 structures et l'attractivité des 2 collectivités.

Ensuite l'article L5211-39-1 prévoit :

« Afin d'assurer une meilleure organisation des services, dans l'année qui suit chaque renouvellement général des conseils municipaux, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre établit un rapport relatif aux mutualisations de services entre les services de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ceux des communes membres. Ce rapport comporte un projet de schéma de mutualisation des services à mettre en œuvre pendant la durée du mandat. Le projet de schéma prévoit notamment l'impact prévisionnel de la mutualisation sur les effectifs de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et des communes concernées et sur leurs dépenses de fonctionnement. »

Le projet de schéma de mutualisation, après consultation des communes, a été approuvé par délibération n° 274 du 14 décembre 2015.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-465	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

L'article L5211-39-1 prévoit également que :

« Chaque année, lors du débat d'orientation budgétaire ou, à défaut, lors du vote du budget, l'avancement du schéma de mutualisation fait l'objet d'une communication du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à son organe délibérant. ».

Lors de notre précédent conseil nous avons, conformément à la loi, pris acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2017. Celui-ci comprenait une actualisation du schéma de mutualisation autour de 4 pôles :

- A. POLE GOUVERNANCE «FA-VdF-LFM»
- B. POLE «ORGANIGRAMME COMMUN FA/VdF»
- C. POLE «MUTUALISATION DE SERVICES FA/LFM»
- D. POLE «MUTUALISATION DE PRESTATIONS DE SERVICES»

Le pôle A comprend 2 conventions :

- 1. La convention cadre qui a vocation à gérer des principes communs aux 3 premiers pôles.
- 2. La convention particulière portant sur la Direction Générale.

La présente délibération a pour objet l'adoption de la convention cadre qui régit un ensemble de principes relatifs aux trois pôles figurant au schéma de mutualisation.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - APPROUVER** la convention cadre figurant en annexe.
- 2 - AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention et à engager et signer toutes pièces ou démarches relatives à cette affaire.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-465-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017
Publication : 03/04/2017

Annexe à la délibération du C.M. 21
n° 2017-465 en date du 27/03/2017

Annexe à la délibération n° 2017-147
du CC n° du en date du 06.04.17



ST Convention CADRE de mutualisation n°A0-2017 FA-LFM v02 ST 10/04/2017

VILLE DE FLERS CCAS DE FLERS	VILLE DE LA FERTE MACE	FLERS AGGLO
CONVENTION CADRE DE MUTUALISATION DE SERVICES		

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de la Ferté Macé, représentée par le Maire, agissant dans le cadre de la délibération n°..... en date du 14/04/2017, ci-après dénommé uniformément dans la suite de la présente convention : « LFM ».

La Ville de la Flers, représentée par le Maire-Adjoint, agissant dans le cadre de la délibération n° 2017-465 en date du 27 mars 2017, ci-après dénommé uniformément dans la suite de la présente convention : « VdF ».

Le CCAS de Flers, représenté par le Président, agissant dans le cadre de la délibération n° 8 en date du 28.03.2017, ci-après dénommé uniformément dans la suite de la présente convention : « CCAS ».

ET :

La Communauté d'Agglomération Flers Agglo, représentée par le Président, agissant en vertu de la délibération n° 2017-147 du conseil communautaire en date du 6 avril 2017, ci-après dénommé uniformément dans la suite de la présente convention : « FA ».

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Ville de Flers, le CCAS et la CAPF ont, depuis l'origine, mutualisé les services des finances, des ressources humaines et de la communication sur une base conventionnelle.

Fortes de cette expérience, et compte tenu de la possibilité de mise à disposition de services ouverte initialement par la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, reprise à l'article L5211-4-1 et L 5211-4-2 du CGCT, les trois collectivités ont souhaité poursuivre dans cette voie et améliorer cette mutualisation réciproque de service.

C'est pourquoi elles ont convenu de mettre en place une convention cadre de mutualisation qui arrête les principes généraux de fonctionnement, et des conventions particulières propres à chaque service ou mission mis en commun ou à disposition. C'est ainsi qu'on été mises en place, à compter de 2006, les conventions particulières suivantes :



Les services de la Ville mis à disposition de la CAPF et du CCAS sont les suivants :

- Services des finances et du budget.
- Service des ressources humaines.
- Service de la communication.
- Service des Sports et Salles pour le stade des Closets.
- Service du patrimoine : maintenance et interventions sur bâtiments.
- Service garage.
- Service des gardes non mutualisé en l'état actuel.

Les services de la CAPF et de la Ville mis à disposition réciproquement sont le suivant :

- Service de la Gestion technique et administrative des Equipements Culturels.

Les services de la CAPF mis à disposition de la Ville de Flers et des autres Communes adhérentes sont les suivants :

- Bureau d'études et de maîtrise d'œuvre.
- Système d'Information Géographique (SIG).

Les missions exercées conjointement par les services de la CAPF, du CCAS et de la Ville de Flers :

- Astreintes de soir et de week-end.
- Sécurité intrusion dans les bâtiments et les espaces publics.

Les deux collectivités ont souhaité à compter de la rentrée 2009 approfondir cette démarche en mettant en place un organigramme commun entre la CAPF et la Ville de Flers.

Cet organigramme commun s'est matérialisé par une délibération concordante des deux collectivités en date du 20 janvier 2011.

Dans le même temps, le législateur a, par la loi 2010-1563 du 16 décembre 2010, puis par la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM), et enfin par la Nouvelle Organisation Territoriale de République du 07 août 2015 modifié le cadre législatif des conventions de mutualisation, notamment en modifiant les articles L 5211-4-1 et 2 du CGCT qui constituent, la base juridique sur laquelle s'appuie l'ensemble des conventions, cadre et particulières, à venir.

Enfin le décret 2011-515 du 10 mai 2011 est venu préciser les conditions de mise en œuvre du cadre législatif précité.

En conséquence l'ensemble de ces évolutions a rendu nécessaire une actualisation tant de la convention cadre de mutualisation que des conventions particulières existantes. Elles constituent également le fondement juridique des conventions de mutualisation rendues nécessaires par la mise en œuvre de l'organigramme commun précité.

Enfin par arrêté préfectoral n°1111-16-00070 du 13 octobre 2016, le territoire de FA a été étendu à 17 communes supplémentaires dont la ville de La Ferté Macé. Dans ce cadre FA et les 2 villes concernées ont souhaité mettre en place une mutualisation de services entre les 3 structures.



ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION DE MUTUALISATION

La présente convention a pour objet de fixer un ensemble de principes qui ont pour vocation de régir l'ensemble des conventions particulières de mutualisation de services prévues au schéma de mutualisation pour les pôles :

- A. POLE « GOUVERNANCE FA-VdF-LFM »
- B. POLE « ORGANIGRAMME COMMUN FA/VdF »
- C. POLE « MUTUALISATION DE SERVICES FA/LFM »

ARTICLE 2 : DUREE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention cadre est à durée indéterminée.

Elle prendra effet au 1^{er} janvier 2017, date à laquelle elle se substituera à la précédente convention cadre.

ARTICLE 3 : CONTENU DE LA MUTUALISATION

Le contenu de chaque mise à disposition sera détaillé dans une convention particulière.

ARTICLE 4 : SITUATION DES AGENTS AU SEIN DES SERVICES MUTUALISES

Aux termes de l'article L5211-4-1-IV-a1.4 : Les fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires affectés au sein d'un service ou d'une partie de service mis à disposition en application de l'article L5211-4-1 du CGCT sont de plein droit et sans limitation de durée mis à disposition, à titre individuel, selon le cas, du président de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire. Ils sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous son autorité fonctionnelle. Les modalités de cette mise à disposition sont réglées par la convention particulière.

Il y aura lieu d'établir une fiche d'impact relative à ces dispositions dans le cadre de chaque convention particulière.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA PARTICIPATION DUE PAR LE BENEFICIAIRE

Les parties prendront en charge leur quote-part respective du coût de fonctionnement global du service ou de la mission concerné tel que défini dans la convention particulière dans les conditions définies par le décret 2011-515 précité.

ARTICLE 6 : MODALITE DE PAIEMENT

La parties verseront leur prise en charge, sur la base de l'exercice précédent, selon le calendrier suivant :

- 25 % au 15 février.
- 25 % au 15 mai.
- 25 % au 15 août.
- 25 % au 15 novembre.

La régularisation des sommes dues devra intervenir avant le 31 janvier de l'exercice suivant.



ARTICLE 7 : OBLIGATION DE DISCRETION ET DEVOIR DE RESERVE

Les fonctionnaires et agents non titulaires sont soumis au devoir de réserve. Tout agent public doit faire preuve de réserve et de mesure dans l'expression écrite et orale des informations dont il a connaissance au cours de sa mission, ainsi que dans l'expression de ses opinions personnelles.

Le personnel des services est astreint de manière impérative au secret professionnel et à l'obligation de discrétion, un agent public ne doit pas divulguer les informations relatives au fonctionnement de son administration. Cette obligation s'applique à l'égard des administrés mais aussi entre agents publics, à l'égard de collègues qui n'ont pas, du fait de leurs fonctions, à connaître les informations en cause. Cela concerne tant les faits, les informations, les études et les décisions dont il aura connaissance au cours de sa mission. Les responsables syndicaux restent soumis à cette obligation. Cette obligation peut être levée uniquement par décision expresse de l'autorité hiérarchique.

ARTICLE 8 : MODALITES DE FONCTIONNEMENT

Aux termes des articles L5211-4-1, le Maire de LFM, le Maire de VdF, le Président du CCAS ou le Président de FA, qui est l'autorité hiérarchique en charge du service mutualisé, adresse directement aux membres de la Direction Générale des Services concernés toutes instructions nécessaires et en contrôle la bonne exécution.

Cependant, afin de garder une bonne coordination des tâches effectuées par le service mutualisé, les parties conviennent d'arrêter de concert les modalités pratiques d'exécution dans chacune des conventions particulières, après consultation des comités techniques compétents.

Il est expressément prévu que le bénéficiaire de la mise à disposition pourra consentir, par arrêté, une délégation de signature au chef de service concerné, sauf à ce qu'une disposition contraire figure dans la convention particulière.

ARTICLE 9 : MODIFICATION ET RESILIATION

La présente convention et les conventions particulières pourront être modifiées, par voie d'avenant, accepté par les deux parties.

Il ne pourra être mis fin à la présente convention qu'à la condition que toutes les conventions particulières aient été préalablement résiliées.

Cette résiliation sera décidée par délibération de l'une et/ou l'autre partie à la présente convention. La résiliation sera effective 12 mois après notification par lettre recommandée de la délibération de résiliation.

Il peut être mis fin à une convention particulière par l'une ou l'autre partie.

Cette résiliation sera décidée par délibération de l'une des parties à la convention particulière. La résiliation sera effective 12 mois après notification par lettre recommandée de la délibération de résiliation. La délibération de résiliation devra reprendre le dispositif arrêté dans le cadre de l'article 10 de la présente convention.

ARTICLE 10 : CONSEQUENCES DE LA RESILIATION D'UNE CONVENTION PARTICULIERE

Les parties à la présente convention conviennent de se rencontrer afin de proposer des solutions aux personnels concernés par la résiliation d'une convention particulière. Les parties conviennent également d'examiner le sort des biens, incorporels, meubles ou immeubles rendus nécessaires à l'application d'une convention particulière.

ARTICLE 11 : RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Les accidents et maladies subis par les agents des services mutualisés demeurent couverts par leur employeur dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Les dommages susceptibles d'être causés à des tiers, dans le cadre de l'exécution des missions confiées par le bénéficiaire de la convention aux agents des services mutualisés relèvent de sa responsabilité exclusive, hors causes exonératoires, dans le cadre des contrats d'assurance souscrits à cet effet.

Il appartiendra aux parties à la présente convention d'informer leurs assureurs respectifs des présentes dispositions.

ARTICLE 12 : LITIGES

Le contentieux de la présente convention et des conventions particulières est du ressort du Tribunal administratif compétent.

Fait à Flers, le 11 AVR. 2017

<p>Pour la Ville de La Ferté Macé</p> <p>Le Maire, Jacques DALMONT</p> 	<p>Pour la Ville de Flers</p> <p>Gaëlle PIOLINE</p> 
<p>Pour le CCAS de Flers</p> <p>Jean CHATELAIS</p> 	<p>Pour Flers Agglo</p> <p>Le Président, Yves GOASDOUE</p> 

le Maire,
Jacques DALMON

2000 10 10

CHATELAIN

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-466	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17
 38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

SCHEMA DE MUTUALISATION POLE GOUVERNANCE FLERS AGGLO (FA) VILLE DE FLERS (VDF) VILLE DE LA FERTE MACE (LFM) CONVENTION PARTICULIERE N° 09-2017 DIRECTION GENERALE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjointes : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane PERRET	Irène COJEAN	
	Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	433 à 439	25	29
	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-466	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Irène COJEAN Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	GESTION DU PERSONNEL TERRITORIAL		16	15.03.17	5	
	CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
					34	2017-466
OBJET	SCHEMA DE MUTUALISATION – POLE GOUVERNANCE FLERS AGGLO (FA)- VILLE DE FLERS (VdF)-VILLE DE LA FERTE-MACE (LFM) – CONVENTION PARTICULIERE N° A9-2017 - DIRECTION GENERALE					

ST/AM

Chers Collègues,

Dès 1994, la Ville de Flers et la Communauté de Ville du Pays de Flers avaient initié une démarche de mutualisation de services. Celle-ci portait notamment sur des fonctions d'appui : finances, ressources humaines, garde-appariteurs.

Cette démarche a été renforcée en 2006 lors du transfert de certaines compétences à la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Enfin par délibérations du 20 janvier 2011, la C.A.P.F. et la Ville de Flers ont mis en place un organigramme commun pour les 2 collectivités structuré autour d'une direction générale unique et de 12 directions opérationnelles ou d'appui.

La mise en œuvre opérationnelle s'est traduite par la mise en place d'une convention cadre qui a vocation à gérer un ensemble de principes communs et de conventions particulières propres à certaines missions. Ces conventions particulières sont au nombre de 20 actuellement et couvrent tous les champs.

Elle s'est également traduite par une uniformisation des régimes indemnitaires et du règlement intérieur de travail qui ont facilité la mobilité des agents entre les 2 structures et l'attractivité des 2 collectivités.

Ensuite l'article L5211-39-1 prévoit :

« Afin d'assurer une meilleure organisation des services, dans l'année qui suit chaque renouvellement général des conseils municipaux, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre établit un rapport relatif aux mutualisations de services entre les services de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ceux des communes membres. Ce rapport comporte un projet de schéma de mutualisation des services à mettre en œuvre pendant la durée du mandat. Le projet de schéma prévoit notamment l'impact prévisionnel de la mutualisation sur les effectifs de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et des communes concernées et sur leurs dépenses de fonctionnement. »

Le projet de schéma de mutualisation, après consultation des communes, a été approuvé par délibération n° 274 du 14 décembre 2015.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-466	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

L'article L5211-39-1 prévoit également que :

« Chaque année, lors du débat d'orientation budgétaire ou, à défaut, lors du vote du budget, l'avancement du schéma de mutualisation fait l'objet d'une communication du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à son organe délibérant. ».

Lors de notre précédent conseil nous avons, conformément à la loi, pris acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2017. Celui-ci comprenait une actualisation du schéma de mutualisation autour de 4 pôles :

- A. POLE GOUVERNANCE «FA-VdF-LFM»
- B. POLE «ORGANIGRAMME COMMUN FA/VdF»
- C. POLE «MUTUALISATION DE SERVICES FA/LFM»
- D. POLE «MUTUALISATION DE PRESTATIONS DE SERVICES»

Le pôle A comprend 2 conventions :

1. La convention cadre qui a vocation à gérer des principes communs aux 3 premiers pôles.
2. La convention particulière portant sur la Direction Générale.

La présente délibération a pour objet l'adoption de la convention n° A9-2017 Direction Générale qui prévoit la mise en place d'une Direction Générale commune aux 3 structures.

L'objet est de pouvoir mettre à disposition les membres de la direction générale de Flers Agglo aux 2 communes afin d'assurer les fonctions de direction générale des 2 villes.

La mise à disposition porte sur la répartition du temps de travail des 3 agents concernés comme suit :

- FA : 1,25 ETP.
- VdF : 1 ETP.
- LFM : 0,75 ETP.

Bien évidemment en fonction de la réalité des avenants corrigeant cette répartition pourront intervenir en tant que de besoin.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - APPROUVER** la convention n° A9-2017 Direction Générale figurant en annexe.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-466	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

2 – AUTORISER

Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention et à engager et signer toutes pièces ou démarches relatives à cette affaire.

ADOpte A L'UNANIMITE.



[Signature]

Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-466-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017



VILLE DE LA FERTE MACE	VILLE DE FLERS	FLERS AGGLO
CONVENTION DE MUTUALISATION DE SERVICES		
CONVENTION PARTICULIERE N° A9-2017		

OBJET	Mise à disposition de la Direction Générale de la Communauté d'Agglomération Flers Agglo à la Ville de Flers et à la Ville de La Ferté Macé
-------	---

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de Flers, représentée par le Maire, agissant dans le cadre de la délibération n° 2017-466 en date du 27 mars 2017 ci-après dénommé uniformément dans la suite de la présente convention : « VDF ».

La Ville de la Ferté Macé, représentée par le Maire, agissant dans le cadre de la délibération n° 2017-148 en date du 06/04/17 ci-après dénommé uniformément dans la suite de la présente convention : « LFM ».

ET :

La Communauté Flers Agglo, représentée par le Président, agissant en vertu de la délibération n° 2017-148 du conseil communautaire en date du 6 avril 2017, ci-après dénommé uniformément dans la suite de la présente convention : « FA ».

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La Ville de Flers et la CAPF ont, depuis 1994, date de la création de la Communauté de Ville du Pays de Flers, mutualisé les services des finances, des ressources humaines et de la communication sur une base conventionnelle.

Fortes de cette expérience et compte tenu de la possibilité de mise à disposition de services ouverte par la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, les deux collectivités ont souhaité poursuivre dans cette voie et améliorer et étendre cette mutualisation réciproque de service.

C'est pourquoi elles ont convenu, à partir de 2007, de mettre en place une convention cadre de mutualisation qui arrête les principes généraux de fonctionnement et des conventions particulières propres à chaque service ou mission mis en commun ou à disposition.



Par délibérations concordantes, la CAPF et la Ville de Flers ont adopté un organigramme commun prévoyant une Direction Générale Unique pour les deux collectivités.

Enfin par arrêté préfectoral n°1111-16-00070 en date du 13 octobre 2016 le territoire de la CAPF, devenue Flers Agglo, a été étendu à 17 communes supplémentaires dont la ville de La Ferté Macé. Dans ce cadre FA et les 2 villes concernées ont souhaité mettre en place une mutualisation de services entre les 3 structures.

La présente convention (en dehors de la convention cadre) vise à étendre à la Ville de La Ferté Macé le principe d'une Direction Générale Unique pour les trois parties : Flers Agglo, la ville de Flers et la Ville de La Ferté Macé.

S'agissant du cadre juridique, le législateur a, par la loi 2010-1563 du 16 décembre 2010, puis par la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles, et enfin par la Nouvelle Organisation Territoriale de République du 07 août 2015 modifié le cadre législatif des conventions de mutualisation, notamment en modifiant les articles L 5211-4-1 et 2 du CGCT qui constituent, la base juridique sur laquelle s'appuie l'ensemble des conventions, cadre et particulières, dont la présente convention.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION DE MUTUALISATION

En application de l'article 1 de la convention cadre, la présente convention particulière a pour objet la mutualisation de la Direction Générale entre les villes de Flers et de La Ferté Macé et Flers Agglo.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention, à durée indéterminée, de mise à disposition de service prendra effet au 1^{er} janvier 2017, date à laquelle elle se substituera à la précédente convention.

ARTICLE 3 : CONTENU DE LA MUTUALISATION

La Direction Générale de Flers Agglo assurera pour les deux villes VDF et LFM les missions ci-après précisées.

1) MISSIONS MANAGERIALES

La Direction Générale :

- 1. Dirige et coordonne l'ensemble des services communautaires et municipaux.**
- 2. Conseille les Elus dans la conduite des projets.**
- 3. Supervise le management général des services :**
 - impulse les projets stratégiques et de changement,
 - prend l'initiative des choix de management de la collectivité.



4. Coordonne et pilote l'équipe de direction :

- coordonne le management de l'équipe et supervise l'organisation du travail,
- s'assure de la bonne coordination de l'intervention des services,
- développe les outils de contrôle de gestion et de pilotage des politiques mises en œuvre.

5. Coordonne l'ensemble des pôles de l'organigramme commun :

- supervise les différents projets menés entre et au sein des directions,
- s'assure de la bonne coordination de l'intervention des directions,
- développe les outils de contrôle de gestion, d'évaluation et de pilotage des politiques mises en œuvre.

6. Est le garant d'une mise en œuvre optimale d'une part de l'organigramme commun à FA et à la VDF et des conventions de mutualisation conclues entre ces deux entités et d'autre part celles conclues entre FA et LFM.

2) MISSIONS OPERATIONNELLES

La Direction Générale :

7. Prépare et met en œuvre les politiques publiques dans le respect des principes de sécurité juridique et de maîtrise budgétaire.

- assiste l'autorité territoriale dans la définition des orientations stratégiques souhaitées par les instances décisionnelles,
- formalise ces politiques publiques en plan d'actions opérationnelles et de prestations envers les administrés et usagers relevant du territoire de la collectivité,
- veille à la sécurité juridique et à la légalité des procédures,
- s'assure de la parfaite maîtrise budgétaire et financière de ces politiques.

8. Pilote et assure le suivi des grands dossiers et des actions communautaires et communales en lien avec :

- les services de l'Etat,
- les Collectivités Territoriales concernées (Région, Département, Pays, établissements publics locaux et collectivités membres de la Communauté),
- ainsi que l'ensemble des partenaires publics ou privés.

9. Prend en charge personnellement certains dossiers à la demande du Président, du Maire ou de sa propre initiative.



10. Assure plus spécifiquement le suivi des structures dans lesquelles Flers Agglo ou les deux villes sont parties prenantes (Syndicat Mixte du Pôle Régional d'Équipementiers Automobiles CIRIAM – UPC GIP Cuisine du Bocage – SIRTOM Flers-Conde – TE61 – SDE etc.)

11. Est le garant d'un partenariat permanent avec les services des communes de la Communauté.

La fiche d'impact prévue figure en annexe à la présente convention.

ARTICLE 4 : COMPOSITION DE LA DIRECTION GENERALE

La composition de la Direction Générale est la suivante :

A1 - Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération (DGS).

Les deux Directeur Généraux Adjointes des Services de la Communauté d'Agglomération (DGA).

La secrétaire de direction, agent communautaire, rattaché à la Direction Générale.

ARTICLE 5 : MOYENS MATERIELS DELEGATIONS DE SIGNATURE

La VDF hébergera et équippa en mobilier, en informatique fixe et mobile, et en téléphonie fixe et mobile l'ensemble de la direction Générale, sauf à récupérer le mobilier disponible chez l'une ou l'autre partie lors de la mise en place de la présente convention. Elle fournira en sus le téléphone fixe.

Chacune des collectivités affectera, en sus, un véhicule léger à la Direction Générale.

Enfin LFM sera en capacité d'héberger et d'équiper en mobilier, en téléphonie fixe et informatique fixe, dans un bureau, un membre de la Direction Générale à LFM afin de lui permettre de remplir les missions prévues à l'article 3 ci-dessus.

Par application de l'article 7 de la convention cadre, Le Président ou le Maire pourront consentir, par arrêté, délégation de signature au Directeur Général et aux Directeurs Généraux Adjointes.

ARTICLE 6 : MODALITES DE MISE EN OEUVRE DE LA MUTUALISATION

Les trois collectivités s'obligent à se concerter afin de permettre à la Direction Générale de planifier ses travaux.

ARTICLE 7 : MONTANT DE LA MUTUALISATION

Au vu des missions confiées à la Direction Générale, celle-ci doit assurer la Direction des trois collectivités.

Pour autant le critère de répartition des charges doit tenir compte des besoins de chacune des trois collectivités. Aussi est-il nécessaire de raisonner en Equivalent Temps Plein (ETP) qui constituent de ce fait les unités de fonctionnement au sens du décret 2011-515 du 10 mai 2011.



FA et les 2 villes prendront en charge leur quote-part respective du coût de fonctionnement global du service ou de la mission concerné tel que défini ci-dessous :

Modalités de calcul du coût de fonctionnement de la Direction Générale

A - Coût des personnels, en service, affectés à la Direction Générale majoré des remplacements et des renforts prévu à l'article 4 A1.

B - Le résultat calculé en A est majoré forfaitairement de 10 % afin de tenir compte de l'ensemble des frais généraux directs de fonctionnement et sera pris en compte dans les sommes dues par les Villes.

Modalités de calcul des frais dus par le bénéficiaire

C – Nombre d'unités de fonctionnement pondérées soit :

- C1 : FA : 42 % soit l'équivalent de 1,25 ETP.
- C2 : VDF : 33 % soit l'équivalent de 1,00 ETP.
- C3 : LFM : 25 % soit l'équivalent de 0,75 ETP.

Calcul global des sommes dues :

D1 : Sommes dues par VDF à FA :

$$D1 = A \times C2 - A \times B \times C1$$

La VDF héberge la Direction Générale dans son ensemble, il y a donc lieu à ce que FA rembourse à VDF sa quote-part des frais généraux.

D2 : Sommes dues par LFM à FA :

$$D2 = A \times C3$$

ARTICLE 8 : COMPTE RENDU ANNUEL

Le bénéficiaire de la mise à disposition établira chaque année et ce avant le 31 mai de l'année n+1 une note de synthèse concernant la mise en œuvre de la présente convention. Cette note de synthèse servira notamment à établir :

- le rapport annuel soumis aux assemblées délibérantes de la Communauté d'Agglomération et de leurs communes membres prévu à l'article L 5211-39 du CGCT,
- l'état d'avancement du schéma de mutualisation prévu à l'article L 5211-39-1 du CGCT.




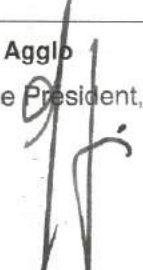




Enfin les parties pourront formuler des propositions d'évolution du service mutualisé. Cependant dans le cas où les demandes formulées viendraient à modifier sensiblement l'organisation ou la charge du service mutualisé, les parties conviendront de se rapprocher afin d'adapter, autant que de besoin la présente convention.

ARTICLE 9 : PREVISION DE CHARGES PREALABLE AU VOTE DU BUDGET PRIMITIF

FA communiquera à la Ville de Flers et à la Ville de La Ferté Macé, bénéficiaires de la mise à disposition, le montant prévisionnel des sommes dues préalablement au vote de son budget primitif.

Fait à Flers, Le 11 AVR. 2017 2017

 <p>Pour la Ville de Flers</p>  <p>Gaëlle PIOLINE</p>	<p>Pour Flers Agglo</p> <p>Le Président,</p>   <p>Yves GOASDOUE</p>
<p>Pour la Ville de La Ferté Macé</p> <p>Le Maire,</p> <p>Jacques DALMONT</p>  	

ANNEXE FICHE D'IMPACT CONVENTION A9-2017 DIRECTION GENERALE

FICHE D'IMPACT SUR/POUR L'AGENT AU NIVEAU DE L'EPCI

Domaine d'impact	Nature de l'impact	Degré de l'impact (aucun impact/faible impact/fort impact/ très fort impact)	Description de l'impact	Eléments à mettre en place (information de l'agent, mise à disposition de véhicules, bureau...)	Acteur(s)
Organisation/ Fonctionnement	Lieu de travail/locaux	2	2 lieux de travail éventuels (VDF et LFM)	Bureaux à trouver à la mairie de Flers	DGS
	Culture de l'établissement	3	Lié à 1 prise de fonction	Accompagnement/apport dans le cadre de la DG	DGS
	Fonctionnement du service commun	3	Permettre aux Elus et Directions d'identifier la personne ressource de la DG	ARTICULATION ELUS ET DIRECTIONS AVEC DG FAITE	DG et PRESIDENTS
	Organigramme	1	DG structurée autour de 3 agents au lieu de 2	voir ci-dessus	DG
	Liens hiérarchiques/Liens fonctionnels	3	Passage d'une fonction de DGS à DGA et structuration des services très différente	voir ci-dessus	DG
Technique/métier	Fiche de poste	1			
	Procédures de travail	2	Articulation interne de la DG	Réunion de DG	DG
	Moyens/outils de travail	0			
Situation statutaire / Conditions de travail	Position statutaire	0			
	Affectation	3	Changement d'employeur	FAIT	DMRH
	Liens hiérarchiques	3	Passage d'une fonction de DGS à DGA et structuration des services très différente	voir ci-dessus	
	Liens de collaboration	3	Passage d'une fonction de DGS à DGA et structuration des services très différente	voir ci-dessus	
	Régime indemnitaire	1	Garanties statutaires et Légales	FAIT	DMRH
	SFT	0			
	NBI	1	Régime NBI différent	traité	DMRH
	Temps de travail/Aménagement du temps de travail/temps partiel	3	Evolution d'un Temps Plein vers un temps partagé		
	Congés	0			
	CET	0			
	Action sociale	1			

FICHE D'IMPACT SUR/POUR L'AGENT AU NIVEAU DE LA COMMUNE

Domaine d'impact	Nature de l'impact	Degré de l'impact	Description de l'impact	Eléments à mettre en place (information de l'agent, mise à disposition de véhicules...)	Acteur(s)
Organisation/ Fonctionnement	Lieu de travail/locaux	0			
	Culture de l'établissement	0			
	Fonctionnement du service commun	1	Présence sur place/disponibilité moindre	Information des collaborateurs	Agent
	Organigramme	0			
	Liens hiérarchiques/Liens fonctionnels	0			
Technique/métier	Fiche de poste	0			
	procédures de travail	0			
	Moyens/outils de travail	0			
Situation statutaire / Conditions de travail	Position statutaire	3	Mise à disposition de service	Fait	Agent
	Affectation	0			
	Liens hiérarchiques	0			
	Liens de collaboration	0			
	Régime indemnitaire	0			
	SFT	0			
	NBI	0			
	Temps de travail/Aménagement du temps de travail/temps partiel	3	Evolution d'un Temps Plein vers un temps partagé		
	Congés	3			
	CET	0			
	Action sociale	1			

IMPACT	0	Nul
	1	Faible
	2	Moyen
	3	Fort

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	27.03.17	2017-467	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

PERSONNEL COMMUNAL
PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE
CONVENTIONNEMENT AVEC LE GROUPEMENT D'ENTRAIDE DES
TERRITORIAUX DU PAYS DE FLERS
SUBVENTION 2017

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants	Mandataires	Questions
Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
Christiane PERRET	Irène COJEAN	
Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	433 à 439	25	29
Quorum : 17	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.2017	2017-467	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT

présenté par

Irène COJEAN

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
GESTION DU PERSONNEL TERRITORIAL		16	15.03.17	6	
CONSEIL	Séance	21	27.03.2017	N° d'ordre	N° délibération
				35	2017-467

OBJET	PERSONNEL COMMUNAL - PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE - CONVENTIONNEMENT AVEC LE GROUPEMENT D'ENTRAIDE DES TERRITORIAUX DU PAYS DE FLERS - SUBVENTION 2017
-------	--

LCL

Chers Collègues,

Par délibération 173 du Conseil Municipal en date du 23 mars 2015, la collectivité a confié pour trois ans au Groupement d'Entraide des Territoriaux du Pays de Flers, association locale œuvrant au bénéfice du personnel territorial, régie par la loi relative au contrat d'association, la gestion des prestations d'action sociale en direction des personnels de la collectivité au titre des années 2015 à 2017.

Ce conventionnement a été mis en place conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, et de l'article 88-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, qui donnent un cadre juridique à l'instauration des prestations d'action sociale pour les personnels de la fonction publique territoriale.

Ces prestations interviennent dans les domaines se rapportant aux événements de la vie professionnelle et familiale, aux activités culturelles et de loisirs et à la gestion associative. Elles sont mises en œuvre librement par l'association sous réserve du respect de l'enveloppe allouée par les collectivités et du conventionnement.

L'assemblée délibérante a dès lors autorisé Monsieur le Maire à signer, avec le Groupement, la convention triennale correspondante et son règlement.

Cette convention a été conclue conjointement par la Communauté d'Agglomération, la Ville de Flers et son Centre Communal d'Action Sociale (CCAS). Elle prévoit notamment que les collectivités s'engagent à assurer le financement de prestations confiées au Groupement par la voie d'une subvention annuelle.

Il vous est proposé de fixer la subvention au titre de l'année 2017 à hauteur de **61 924 euros** au regard du montant des dépenses à prévoir détaillées en annexe.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.2017	2017-467	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - ATTRIBUER** au Groupement d'Entraide des Territoriaux du Pays de Flers une subvention d'un montant **de 61 924 euros** au titre de l'exercice 2017
- 2 - PRECISER** que les crédits correspondants figurent au budget.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-467-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017



Annexe à la délibération 2017-467 du 27 mars 2017

Le Maire,

Yves GOMASDOUE

01/03/2017

GROUPEMENT D'ENTRAIDE DES TERRITORIAUX DU PAYS DE FLERS

SUBVENTION 2017

Collectivités	GLOBAL	VILLE	FLERS AGGLO	CCAS	GIP
Nombre d'adhérents y compris nouveaux inscrits 2017 suite extension FLERS AGGLO	605	375	210	1	19
Cotisation annuelle 2017 des adhérents	14,00 €				

1. PARTICIPATION DES COLLECTIVITES AU TITRE DE LA CONVENTION DE BASE					
Vie professionnelle	Chèques restaurants	31 240,00 €	36 665,00 €	220,00 €	0,00 €
	Médailles	4 000,00 €	2 000,00 €	0,00 €	0,00 €
	Retraites	3 500,00 €	2 500,00 €	0,00 €	0,00 €
	Marriage ou PACS	1 100,00 €	440,00 €	0,00 €	110,00 €
	Naissances-adoptions	1 650,00 €	550,00 €	0,00 €	110,00 €
Famille	Aide décès	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Rentrée scolaire	10 955,00 €	4 025,00 €	70,00 €	560,00 €
	Collis fin année	12 420,00 €	10 035,00 €	0,00 €	855,00 €
	Arbre Noël	11 508,00 €	4 500,00 €	43,00 €	800,00 €
	Régularisation exercice antérieur	58,00 €	149,00 €	2,00 €	-62,00 €
Sous-total conventionnement		113 316,00 €	55 439,00 €	335,00 €	2 373,00 €

2. PARTICIPATION OBLIGATOIRE DES COLLECTIVITES AU TITRE DU SUIVI DE GESTION					
Assurances					
	suivi gestion comptable	946,00 €	623,00 €	289,00 €	32,00 €
		1 224,00 €	612,00 €	0,00 €	0,00 €
Sous-total participation complémentaire		2 170,00 €	1 235,00 €	901,00 €	32,00 €
Sous-total = DEMANDES SUBVENTION 2017 au titre du conventionnement de base et du suivi de gestion		115 486,00 €	56 674,00 €	337,00 €	2 405,00 €

3. PARTICIPATION COMPLEMENTAIRE DES COLLECTIVITES AU TITRE DE LA NOUVELLE CONVENTION TRIENNALE					
Vie associative : activités culture, sport et loisirs (= montant cotisation annuelle * nombre d'adhérents)					
		8 470,00 €	5 250,00 €	2 940,00 €	266,00 €
	Sous-total participation complémentaire	8 470,00 €	5 250,00 €	2 940,00 €	266,00 €

DEMANDES SUBVENTION 2017 AU TITRE DU CONVENTIONNEMENT		123 956,00 €	61 924,00 €	59 010,00 €	351,00 €	2 671,00 €
---	--	--------------	-------------	-------------	----------	------------

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-468	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

**PERSONNEL COMMUNAL
TABLEAU DES EFFECTIFS : MODIFICATION 2017-4**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoint : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants		Mandataires		Questions
Serge	HAMEL	Sonia	LAFAY	Ensemble de la séance
Christiane	PERRET	Irène	COJEAN	
Mathieu	HELLOUIN	Anne-Marie	MORIN	
Richard	RIHOUEY	Charles-Henri	GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	433 à 439	25	29
	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-468	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

RAPPORT

présenté par

Irène COJEAN

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
GESTION DU PERSONNEL TERRITORIAL		16	15.03.17	8	
CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
				36	2017-468

OBJET	PERSONNEL COMMUNAL - TABLEAU DES EFFECTIFS : MODIFICATION 2017-4
-------	---

JLB

Chers Collègues,

La modification du tableau des effectifs vous est proposée pour prendre en compte :

1°) Trois départs en retraite et une mobilité externe (mutation vers une autre collectivité) à la Direction des Espaces Publics et du Patrimoine (services Bâtiments, Equipements sportifs et propreté, Voirie).

2°) la non-réaffectation d'un emploi devenu vacant de la Direction des Services au Public (équipe cimetière).

Le tableau présenté ci-après récapitule ces propositions.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-468	4.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

PERSONNEL COMMUNAL TABLEAU DES EFFECTIFS : MODIFICATION 2017-4						
CREATION(S)		Direction Service	ECHELLE	DATE D'EFFET	SUPPRESSION(S) à adopter après avis du C.T.P	
EMPLOI(S)	GRADES OU CADRES D'EMPLOIS				Emplois	Grades ou Cadres d'emplois
1. Départs en retraite						
2 conducteurs opérateurs	Cadre d'emplois des adjoints techniques (adjoint technique à adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe)	Espaces Publics et Patrimoine : Voirie	C1 à C3	01.04.2017	2 conducteurs opérateurs	1 adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe
				01.07.2017		1 adjoint technique
1 agent d'exploitation des installations sportives	Cadre d'emplois des adjoints techniques (adjoint technique à adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe)	Espaces Publics et Patrimoine : Equipements Sportifs et Propreté des Locaux		01.08.2017	1 agent d'exploitation des installations sportives	1 adjoint technique
1 opérateur antenne de gestion	Cadre d'emplois des adjoints administratifs ou des adjoints techniques (adjoint à adjoint principal de 1 ^{ère} classe)	Espaces Publics et Patrimoine : Bâtiments-Voirie		01.09.2017	1 adjoint technique antenne de gestion	1 agent de maîtrise principal
2. Emploi(s) non affecté(s)						
		Services au Public : Pièces Officielles (équipe cimetière)		01.05.2017	1 fossoyeur	1 adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - MODIFIER le tableau des effectifs dans les conditions ci-dessus exposées.
- 2 - PRENDRE l'engagement d'inscrire au Budget les crédits correspondants.
- 3 - PRECISER qu'il y aura à se prononcer sur les suppressions de postes qui constituent une opération d'ordre, dans le cadre d'une délibération annuelle prise après avis du Comité Technique.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-468-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-469	4.1/4.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

PERSONNEL COMMUNAL
LOI 2012-347 RELATIVE A L'ACCES A L'EMPLOI TITULAIRE
PROLONGATION DU DISPOSITIF
PROGRAMME PLURIANNUEL N° 2

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Serge HAMEL	Sonia LAFAY	Ensemble de la séance
	Christiane PERRET	Irène COJEAN	
	Mathieu HELLOUIN	Anne-Marie MORIN	
	Richard RIHOUEY	Charles-Henri GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	433 à 439	25	29
	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-469	4.1 / 4.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Irène COJEAN Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	GESTION DU PERSONNEL TERRITORIAL		16	15.03.17	9	
	CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
					37	2017-469

OBJET	PERSONNEL COMMUNAL - LOI 2012-347 RELATIVE A L'ACCES A L'EMPLOI TITULAIRE - PROLONGATION DU DISPOSITIF - PROGRAMME PLURIANNUEL N° 2
-------	---

CH/JLB

Chers Collègues,

La loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, a mis en œuvre un protocole d'accord conclu avec les organisations syndicales portant sur la sécurisation des parcours professionnels des agents contractuels dans les trois versants de la fonction publique.

Elle a permis, notamment, aux agents contractuels d'accéder, sous certaines conditions, à l'emploi titulaire et au contrat à durée indéterminée. Le dispositif d'accès à l'emploi titulaire, dérogatoire au principe de recrutement par voie de concours, était ouvert pendant 4 ans, soit jusqu'au 13 mars 2016.

La loi 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires est venue améliorer les droits des agents contractuels. Elle prolonge notamment de 2 ans la durée d'application du dispositif de titularisation prévue par la loi 2012-347 précitée, et en précise les conditions d'éligibilité. Le décret 2016-1123 du 11 août 2016 précise les conditions de mise en œuvre de ce dispositif pour les deux années de prolongation, soit du 13 mars 2016 au 12 mars 2018.

Les modes de recrutement, selon les cadres d'emplois, sont soit des sélections professionnelles organisées par les collectivités employeurs ou par le centre de gestion dans le cadre de conventions, soit des concours réservés, soit des recrutements réservés sans concours pour les premiers grades de catégorie C.

Conformément à l'article 17 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, il appartient à l'organe délibérant, après avis du comité technique compétent, d'approuver le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire.

Ce programme détermine notamment, en fonction des besoins de la collectivité et compte tenu de la gestion prévisionnelle des effectifs, les cadres d'emplois ouverts aux recrutements réservés, le nombre d'emplois ouverts à chacun de ces recrutements et leur répartition entre les sessions successives de recrutement.

Un rapport sur la situation des agents remplissant les conditions requises pour prétendre à la prolongation du dispositif de titularisation a été présenté au Comité Technique le 1^{er} décembre 2016. Il fait apparaître :

- le nombre d'agents remplissant les conditions requises,
- la nature et la catégorie hiérarchique des fonctions exercées,
- l'ancienneté acquise en équivalent temps plein dans la collectivité au 31/03/2013 et à la date du rapport.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-469	4.1 / 4.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

Au vu de ce rapport, un **programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire** (joint en annexe) a été élaboré. Ce programme détermine :

- les grades ouverts à la sélection professionnelle et au recrutement réservé sans concours,
- le nombre d'emplois ouverts à chacun de ces recrutements,
- leur répartition entre les sessions successives de recrutement.

Les agents éligibles au dispositif seront informés du contenu du programme pluriannuel et des conditions de nomination. Ils pourront alors candidater, s'ils le souhaitent, au regard des conditions spécifiques de classement.

Hormis pour les grades à accès direct sans concours, ce dispositif est confié à une commission de sélection professionnelle qui peut être organisée :

- au sein de la collectivité : cette commission est alors constituée sous la présidence d'une personnalité qualifiée désignée par le Président du Centre de Gestion, avec l'autorité territoriale ou une personne qu'il désigne et un fonctionnaire d'au moins la même catégorie hiérarchique que le grade d'accès ;
- auprès du Centre de Gestion, par convention, avec la participation d'un fonctionnaire de la collectivité d'au moins la même catégorie hiérarchique que le grade d'accès.

La commission d'évaluation professionnelle, chargée d'auditionner les candidats à la sélection professionnelle, se prononcera sur leur aptitude à exercer les missions dévolues au cadre d'emplois du grade ouvert à la sélection, en tenant compte du type et du nombre de postes inscrits dans le programme pluriannuel.

Ce programme a recueilli l'avis favorable du Comité Technique commun à la Ville et au CCAS de Flers, lors de sa réunion du 1^{er} décembre 2016.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - APPROUVER** le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire n° 2, tel que présenté en annexe.
- 2 - AUTORISER** Monsieur le Maire à déléguer l'organisation des sélections professionnelles au Président du Centre de Gestion et à signer la convention proposée par le CDG.
- 3 - PRENDRE** l'engagement d'inscrire au Budget les crédits correspondants.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-469-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017

PROGRAMME PLURIANNUEL D'ACCES A L'EMPLOI TITULAIRE N° 2
Prolongation du dispositif du 13/03/2016 au 12/03/2018
Situation au 01.12.2016

Ce document détermine :

- les grades ouverts à la sélection professionnelle et au recrutement réservé sans concours,
- le nombre d'emplois ouverts à chacun de ces recrutements,
- leur répartition entre les sessions successives de recrutement.

Il est établi en fonction des besoins de la collectivité et prend en compte les objectifs de la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences.

1- Emplois ouverts aux commissions de sélections professionnelles	Grade et emploi	Catégorie (A / B / C)	Nombre d'agents éligibles	Besoins de la collectivité (nombre de postes ouverts)			Total des postes ouverts
				2016 (à compter du 13/03)	2017	2018 (jusqu'au 16/03)	
Attaché (chargé de communication)		A	1		1		1
Ingénieur (directeur des systèmes d'information)		A	1		1		1
Assistant socio-éducatif (réfèrent dispositif RSA)		B	1		1		1

NB : Les agents qui remplissaient les conditions d'éligibilité prévues par la loi n° 2012-347 du 12/03/2012 dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2016-483 du 20/04/2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires demeurent éligibles au dispositif de titularisation jusqu'au 12/03/2018

2- Emplois réservés sans concours	Grade et emploi	Catégorie (A / B / C)	Nombre d'agents éligibles	Besoins de la collectivité (nombre de postes ouverts)			Total des postes ouverts
				2016 (à compter du 13/03)	2017	2018 (jusqu'au 16/03)	
Pas d'agent concerné							

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-470	3.6	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

SEANCE N° 21 DU 27.03.17

38 questions, numérotées de 2017-433 à 2017-470

DELIBERATION

**DEPLOIEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE
OCCUPATION DE CHAMBRES DE TIRAGE DE TELECOMMUNICATION
CONVENTIONS**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUË, Maire.

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Josette BONNEL, Subay SAHIN

Conseillers : Serge HAMEL, Liliane POL, Christiane PERRET, Michèle POLVÉ, Colette BUFFARD, Jacques DUPERRON, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Antonio CORREIA, Dominique ARMAND, Laurent JUMELINE, Richard RIHOUEY, Inès CHATÉ, Noël DJEZAIRI, Omar AYAD, Charles-Henri GRIGY, Jean-Marc LEVERRIER, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN, Istvan GASZ, Sabrina MESSEN, Hubert ROBILLARD

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants		Mandataires		Questions
Serge	HAMEL	Sonia	LAFAY	Ensemble de la séance
Christiane	PERRET	Irène	COJEAN	
Mathieu	HELLOUIN	Anne-Marie	MORIN	
Richard	RIHOUEY	Charles-Henri	GRIGY	433 à 439

Excusés : Colette BUFFARD et Jean-Marc LEVERRIER.

Absents : Sabrina MESSEN (ensemble de la séance), Hubert ROBILLARD (433 à 444).

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	433 à 439	25	29
	440 à 444	26	29
	445 à 470	27	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
21.03.17	18 h 45	Dominique ARMAND	22 h 25	28.03.17	03 AVR. 2017

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.M. si nécessaire

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	27.03.17	2017-470	3.6	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

R A P P O R T présenté par Lori HELLOCO Maire-Adjoint	VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
	PROTECTION DES POPULATIONS POLITIQUE EN FAVEUR DES SENIORS FLERS VILLE NUMERIQUE					
	CONSEIL	Séance	21	27.03.17	N° d'ordre	N° délibération
					38	2017-470

OBJET	DEPLOIEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE - OCCUPATION DE CHAMBRES DE TIRAGE DE TELECOMMUNICATION – CONVENTIONS
-------	--

CD/VV

Chers collègues,

La Ville de Flers a été choisie par Orange pour déployer la fibre optique à l'habitant sur l'ensemble de la commune. Une convention a été signée le 7 juillet 2014, entre l'Etat, la Région, le Département, Flers Agglo et Orange engageant l'opérateur téléphonique à communiquer auprès de la collectivité de l'état de l'avancement du projet, et les collectivités à faciliter le déploiement de la fibre optique.

La société Orange a implanté sur la commune diverses armoires techniques, nœuds techniques pour la desserte des habitants. Parallèlement, la société Scopelec, sous-traitant d'Orange, déploie la fibre à travers les infrastructures existantes. Cette société a besoin d'utiliser les fourreaux et les chambres de tirages présentes sur la zone des Grands Champs et propriété de la Ville. Il est nécessaire pour cela de signer une convention autorisant l'opérateur Orange à poser dans la chambre des câbles et des équipements optiques associés. Cette convention a pour but de protéger les ouvrages d'Orange en fixant les modalités juridiques et techniques de l'autorisation de pose.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions annexées à la présente délibération, autorisant l'opérateur à poser des câbles et équipements optiques associés dans les chambres de tirage, propriété de la Ville de Flers.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20170327-2017-470-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2017

Publication : 03/04/2017



AUTORISATION DE POSE
en Chambre Telecom
de Câbles et équipements Optiques associés

ORANGE, Société Anonyme dont le siège social est situé à PARIS, 6 Place d'Alleray, 75505 PARIS CEDEX 15, inscrit au registre du commerce et des sociétés sous le RCS PARIS n° SIREN 380 129 866,

représentée par Monsieur HADIDA Arnaud, Directeur de l'Unité d' Intervention, domicilié pour la présente,

dûment habilité à cet effet et désigné ci-après sous la dénomination "ORANGE" d'une part

et

Le Propriétaire de la Chambre L3T 99985/61169 , représenté par La Ville de Flers dûment autorisé; désigné ci-après sous la dénomination "le Propriétaire" d'autre part

LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités juridiques et techniques de l'autorisation de pose, en chambre telecom, de câbles et équipements associés, donnée par le propriétaire pour l'alimentation de logements en fibres optiques.

Article 2 : DESIGNATION

Le propriétaire, après avoir pris connaissance du positionnement des câbles et équipements associés, tel qu'indiqué sur le(s) plan(s) sommaire(s) ci-annexé(s), accorde à ORANGE, une autorisation de pose en chambre telecom ci-après désigné :

Adresse de la Chambre Telecom : 97 Rue du Bon Marché (ZA les Grands Champs) 61100 FLERS

Article 3 - CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

3.1.-Droits et obligations de ORANGE

3.1.1 - Droits

Cette autorisation d'implantation donnera droit à ORANGE et à toute personne mandatée par lui :

3.1.1.1 - d'installer via des systèmes démontables, des gaines ou chemins de câbles destinés à recevoir des câbles de communications électroniques en fibres optiques et fixer les dispositifs annexes associés à ces câbles (exemple : boîtier de connexion)

3.1.1.2 - d'installer dans les gaines ou le chemin de câbles à construire ou existants des câbles de communications électroniques en fibres optiques et fixer ses éventuels dispositifs annexes ;

3.1.1.3 - de pénétrer dans la propriété privée pour exécuter les travaux nécessaires à la pose, l'entretien et la réparation ;



3.1.1.4. de partager les installations avec un autre opérateur. ORANGE informera le propriétaire de cette utilisation.

3.1.2 – Obligations

ORANGE s'engage à :

3.1.2.1 - à exécuter tous les travaux dans les règles de l'art et les normes en vigueur ;

3.1.2.2 - à remettre en état original les lieux dans lequel les câbles et équipements associés seront posés;

3.1.2.3 - ORANGE s'engage, à la première réquisition du propriétaire pour un motif dûment justifié, à déplacer, l'ensemble des installations ayant fait l'objet de la présente autorisation.

3.2- Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire s'engage :

3.2.1 - à ne procéder à aucun travaux susceptibles de causer un dommage aux installations de l'opérateur et à maintenir, son libre accès ;

3.2.2 - en cas de mutation de la chambre Telecom à indiquer au nouvel ayant droit cette autorisation de passage ;

3.2.3 - à signaler à l'Unité Intervention désignée Page 1, toute intention de travaux portant atteinte aux installations implantées en façade,

Article 4 - DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est accordé pour toute la durée d'exploitation des installations.

Fait à **FLEERS** le **03 AVR. 2017**

Le propriétaire



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Pour ORANGE

Le Représentant du Directeur de l'Unité Intervention

Nom : **ROBERT Thomas**

Fonction : **Responsable d'activité FTTH.**

SGOPELEC FTTH

BP 10108

61102 FLEERS cedex

Tél : 02.33.98.10.55 Fax 02.33.65.13.53



ANNEXE N° 1

DESCRIPTIF DU PARCOURS DU CABLE ET POSITION DE L'EQUIPEMENT
CONCERNE PAR LA PRESENTE CONVENTION





AUTORISATION DE POSE
en Chambre Télécom
de Câbles et équipements Optiques associés

ORANGE, Société Anonyme dont le siège social est situé à PARIS, 6 Place d'Alleray, 75505 PARIS CEDEX 15, inscrit au registre du commerce et des sociétés sous le RCS PARIS n° SIREN 380 129 866.

représentée par Monsieur HADIDA Arnaud, Directeur de l'Unité d' Intervention, domicilié pour la présente,

dûment habilité à cet effet et désigné ci-après sous la dénomination **"ORANGE"** d'une part

et

Le Propriétaire de la Chambre L2T 99969/61169, représenté par La Ville de Flers dûment autorisé; désigné ci-après sous la dénomination **"le Propriétaire"** d'autre part

LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités juridiques et techniques de l'autorisation de pose, en chambre télécom, de câbles et équipements associés, donnée par le propriétaire pour l'alimentation de logements en fibres optiques.

Article 2 : DESIGNATION

Le propriétaire, après avoir pris connaissance du positionnement des câbles et équipements associés, tel qu'indiqué sur le(s) plan(s) sommaire(s) ci-annexé(s), accorde à ORANGE, une autorisation de pose en chambre télécom ci-après désigné :

Adresse de la Chambre Telecom : **8 Rue Marie Curie 61100 FLERS**

Article 3 - CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

3.1.-Droits et obligations de ORANGE

3.1.1 - Droits

Cette autorisation d'implantation donnera droit à ORANGE et à toute personne mandatée par lui :

3.1.1.1 - d'installer via des systèmes démontables, des gaines ou chemins de câbles destinés à recevoir des câbles de communications électroniques en fibres optiques et fixer les dispositifs annexes associés à ces câbles (exemple : boîtier de connexion)

3.1.1.2 - d'installer dans les gaines ou le chemin de câbles à construire ou existants des câbles de communications électroniques en fibres optiques et fixer ses éventuels dispositifs annexes ;

3.1.1.3 - de pénétrer dans la propriété privée pour exécuter les travaux nécessaires à la pose, l'entretien et la réparation ;



3.1.1.4. de partager les installations avec un autre opérateur. ORANGE informera le propriétaire de cette utilisation.

3.1.2 – Obligations

ORANGE s'engage à :

3.1.2.1 - à exécuter tous les travaux dans les règles de l'art et les normes en vigueur ;

3.1.2.2 - à remettre en état original les lieux dans lequel les câbles et équipements associés seront posés;

3.1.2.3 - ORANGE s'engage, à la première réquisition du propriétaire pour un motif dûment justifié, à déplacer, l'ensemble des installations ayant fait l'objet de la présente autorisation.

3.2- Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire s'engage :

3.2.1 - à ne procéder à aucun travaux susceptibles de causer un dommage aux installations de l'opérateur et à maintenir, son libre accès ;

3.2.2 - en cas de mutation de la chambre Télécom à indiquer au nouvel ayant droit cette autorisation de passage ;

3.2.3 - à signaler à l'Unité Intervention désignée Page 1, toute intention de travaux portant atteinte aux installations implantées en façade,

Article 4 - DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est accordé pour toute la durée d'exploitation des installations.

Fait à FLERS le 03 AVR. 2017

Le propriétaire



Le Maire,

Yves GOASDOUE

Pour ORANGE

Le Représentant du Directeur de l'Unité Intervention

Nom : ROBERT Thomas

Fonction : Responsable d'activité FTTH

SCOPELEC FTTH
BP 10108
64102 FLERS cedex
Tél : 02.33.98.10.55 Fax 02.33.65.13.53



ANNEXE N° 1

DESCRIPTIF DU PARCOURS DU CABLE ET POSITION DE L'EQUIPEMENT
CONCERNE PAR LA PRESENTE CONVENTION



